

BURKINA FASO



Unité – Progrès - Justice

**PLAN D' ACTIONS OPERATIONNEL 2023-2025 DE LA
STRATEGIE NATIONALE DE RELEVEMENT DES PERSONNES
DEPLACEES INTERNES ET DES COMMUNAUTES D'ACCUEIL
(SNR-PDICA) 2023-2027**

Juillet 2023

SOMMAIRE

SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS	3
INTRODUCTION.....	5
I. PRESENTATION SUCCINTE DE LA STRATEGIE NATIONALE DE RELEVEMENT SNR-PDICA.....	7
I.1. Fondements.....	7
I.2. Vision.....	8
I.3. Principes directeurs	8
I.4. Objectif général et impacts attendus.....	9
II. ELEMENTS DU PLAN D’ACTIONS.....	9
III. DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-EVALUATION	29
III.1 Dispositif de mise en œuvre.....	29
III.2 Suivi et évaluation	33
III.3. Mécanisme de financement.....	34
IV. ANALYSE ET GESTION DES RISQUES.....	36

SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

AFD	: Agence Française de Développement
ADRIFi	: Programme Africain de Financement des Risques de Catastrophe
AUE	: Association des Usagers d'Eau
AGR	: Activités Génératrices de Revenus
CA	: Communautés d'Accueil
CAS	: Cadre d'Action de Sendai
CCT	: Cash Contre Travail
CES	: Conseil Economique et Social
CES/DRS	: Conservation des Eaux et des Sols/Défense et Restauration des Sols
CONAREF	: Commission Nationale pour les Réfugiés
CONASUR	: Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
CORESUR	: Conseils Régionaux de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
CPN4	: Consultation Pré Natale 4
CRB	: Croix Rouge Burkinabè
DAHR	Département de l'Assistance Humanitaire et de la Réhabilitation
DDR	: Désarmement, Déradicalisation et Réintégration
DIH	: Droit International Humanitaire
DIDH	: Droit International des Droits de l'Homme
DIR	: Droit International des Réfugiés
FAO	: Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
FDS	: Forces de Défense et de Sécurité
FNS-RS	: Fonds National de Solidarité et de Résilience Sociale
FOSA	: Formations sanitaires
GAT	: Groupes Armés Terroristes
GIE	: Groupements d'Intérêt Economique
HCDS	; Haut Conseil du Dialogue Social
HCR	: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
HIMO	: Haute Intensité de Main d'Œuvre
HNO	: Aperçu des Besoins Humanitaires
HPC	: Cycle du Programme Humanitaire
HRP	: Plan de Réponse Humanitaire
IDH	: Indice du Développement Humain
INSD	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
LTB	: Logement, terre et biens
MBDHP	: Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples
MJPEJ	: Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi
MSAHRNGF	: Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille
MSHP	: Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique
NWoW	: Nouvelle Façon de Travailler
OCHA	: Bureau pour la Coordination des Affaires Humanitaires
OIM	: Organisation Internationale pour les Migrations

OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONAFAR	: Observatoire National des Faits Religieux
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSC	: Organisation de la Société Civile
PAM	: Programme Alimentaire Mondiale
PDI	: Personnes Déplacées Internes
PME/PMI	: Petites et Moyennes Entreprises/Petite et Moyennes Industries
PNDES	: Plan National de Développement Economique et Social
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PS	: Protection Sociale
PSA	: Protection Sociale Adaptative
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
REL	: Relèvement Economique et Local
RRC	: Réduction des Risques de Catastrophe
SAT	: Sites d'Accueil Temporaires
WHS	: Sommet Humanitaire Mondial
SDAU	: Schéma Directeur d'Aménagement Urbain
SNADDT	: Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire
SP/CONASU	: Secrétariat Permanent du Conseil National de Secours d'Urgence et de
R	Réhabilitation
TAAM	: Taux d'Accroissement Annuel Moyen
UFC Dori	: Union Fraternelle des Croyants de Dori
UNESCO	: Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFPA	: Fonds des Nations Unies pour la Population
UN Habitat	: Programme des Nations unies pour les établissements humains
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VCT	: Vivres Contre Travail

INTRODUCTION

Confronté depuis 2015 à une crise sécuritaire ayant provoqué des déplacements forcés de populations sans précédent, le Burkina Faso, pays aux ressources limitées, a dû faire face à l'impérieuse nécessité d'apporter une assistance humanitaire multisectorielle à plusieurs milliers de personnes vulnérables. La réponse humanitaire délivrée par le Gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, a permis de parer aux besoins prioritaires des personnes déplacées internes et aux communautés hôtes les plus vulnérables, notamment ceux liés à leur protection et à leur survie. Cependant, en raison de la persistance de la crise, il est désormais impérieux d'envisager une réponse plus holistique et à moyen et long terme, notamment à travers des solutions durables.

Il importe en effet de s'orienter désormais vers des solutions prenant également en compte les besoins à plus long termes des personnes déplacées, dans le cadre d'une approche de relèvement et de promotion de la résilience. La présence des PDI a entraîné une pression supplémentaire dans l'accès aux différentes ressources naturelles (terres, pâturages, eau, produits de cueillette, etc.). Elle a aussi réduit l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, etc.), déjà fortement affectés par la crise sécuritaire. Elle a conduit également à une croissance rapide des zones urbaines, y compris une augmentation des quartiers mal desservis et non planifiés/informels, où les populations résidentes font déjà face à des conditions de vie inadéquates. Ces populations continueront à vivre ces conditions de vulnérabilité en l'absence de mesures appropriées et de long terme au bénéfice des personnes déplacées et des communautés hôtes, dans le cadre d'une approche cohérente avec le développement local.

Il devient donc impérieux de prospecter et de mettre en œuvre des solutions permettant de prendre en compte l'évolution de la situation et des aspirations des personnes affectées par la crise, dans une perspective plus holistique et de long terme. Une telle démarche, qui s'inscrit nécessairement dans le cadre du Nexus Humanitaire – Développement – Paix, permettra de répondre aux aspirations des personnes déplacées tout en tenant compte des opportunités et potentialités des zones à forts défis sécuritaires, mais également des avantages comparatifs des différents acteurs engagés dans les différentes phases de la réponse. Cependant, une telle approche dans la réponse à la crise ne saurait se faire sans orientation claire de la part du Gouvernement, premier responsable de la protection des populations contre les conséquences des catastrophes. De ce qui précède, la gestion des risques de catastrophe et crises constitue un enjeu majeur et un impératif de développement pour le Burkina Faso. Par ailleurs, l'adoption d'approches adaptées de relèvement post catastrophe permettra au pays de disposer de solutions durables et pertinentes tout en encourageant la résilience des groupes les plus vulnérables.

C'est à ce titre que le Gouvernement a adopté une Stratégie Nationale de Relèvement des Personnes Déplacées Internes et des Communautés d'Accueil afin de doter le

Burkina Faso d'un cadre de référence en la matière. Il s'agit également d'un outil de plaidoyer pour la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de solutions durables au profit des personnes déplacées, des communautés d'accueil et des réfugiés dans les zones à forts défis sécuritaires.

Le présent plan d'actions opérationnel couvre la période 2023-2025 et vise à mettre en œuvre des actions spécifiques et appropriées dans le but d'opérer des changements qualitatifs durables des conditions de vie des personnes déplacées internes.

L'élaboration du PAO a requis une démarche participative et inclusive dans le but de permettre l'appropriation de son contenu par tous les acteurs/actrices du Nexus.

En effet, l'implication des différents acteurs, aussi bien au niveau des structures étatiques, le secteur privé, des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) que des Organisations de la Société Civile (OSC) dans l'élaboration du PAO, a été déterminante, non seulement pour la définition d'actions pertinentes mais aussi pour assurer une cohérence entre le plan d'actions de la Stratégie Nationale de Relèvement et les programmes sectoriels.

Le présent document de plan d'actions opérationnel, s'articule autour de quatre (4) parties :

- la présentation de la Stratégie nationale de relèvement ;
- les éléments du plan d'actions ;
- le dispositif de mise en œuvre et de suivi-évaluation ;
- l'analyse et gestion des risques.

I. PRESENTATION SUCCINCTE DE LA STRATEGIE NATIONALE DE RELEVEMENT SNR-PDICA

I.1. Fondements

La SNR-PDICA se fonde sur les différents engagements pris aux niveaux international, régional et national pour la prévention et la gestion des catastrophes et crises humanitaires.

Au niveau international, il s'agit de la Convention internationale des Droits de l'Enfant (CDE), la Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Egard des Femmes (CEDEF), le Cadre d'Action de Sendai 2015-2030 pour la Réduction des Risques de Catastrophes, la Convention de 1951 sur les réfugiés, les Principes Directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, les Objectifs de Développement Durable ou Agenda 2030 des Nations Unies, adopté en 2015, le Nouvel Agenda Urbain des Nations Unies, les Principes de Pinheiro.

Au niveau régional, il s'agit de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA), la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant (CADBE), la Convention de l'OUA de 1969, le Schéma de Développement de l'Espace Régional de l'UEMOA. La SNR-PDICA s'enracine également dans la Convention de l'Union Africaine sur la protection et l'assistance des personnes déplacées en Afrique ou Convention de Kampala. Outre ces cadres normatifs de référence, la SNR-PDICA se veut conforme aux principes du Droit International des Droits de l'Homme (DIDH), du Droit International Humanitaire (DIH), le Droit International des Réfugiés (DIR) en particulier la Convention internationale relative au statut des réfugiés (Convention de Genève de 1951).

La présente stratégie est enfin alignée sur les principes et dispositions d'autres référentiels tels que le guide de préparation de cadre de relèvement post catastrophe (version conférence de Sendai) et le guide méthodologique d'élaboration des politiques sectorielles et du canevas indicatif d'une stratégie, etc.

Au niveau national, la SNR-PDICA tire ses fondements entre autres de l'Etude Nationale Prospective (ENP) Burkina 2025, du deuxième Plan National de Développement Economique et Social (PNDES II), du Plan d'Action pour la Stabilisation et le Développement (PA-SD) 2023-2025, le Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SNADDT) 2016-2040, la Stratégie Nationale de l'Habitat et du Développement Urbain (SNH DU), 2020-2025.

I.2. Vision

La vision de la Stratégie Nationale de Relèvement des Personnes Déplacées Internes et des Communautés d'Accueil (SNR-PDICA) est formulée comme suit : « ***D'ici 2027, les personnes affectées par la crise sécuritaire vivent en paix dans des milieux plus apaisés et ont accès aux services sociaux de base et à des moyens de subsistance durables afin de renforcer leur résilience*** ».

I.3. Principes directeurs

Dans le cadre de l'opérationnalisation de la SNR-PDICA, des principes directeurs devront être respectés pour l'atteinte des objectifs. Il s'agit :

- les **principes humanitaires** consacrés par la Résolution 46/182 de l'Assemblée générale des Nations Unies (du 19 décembre 1991) et qui rappelle que l'aide humanitaire doit être fournie conformément aux principes d'**humanité**, de **neutralité**, d'**impartialité** et d'**indépendance**.
- le principe « **ne pas nuire** » ("Do no harm") qui, pour les acteurs de l'aide humanitaire, de la coopération au développement et de la consolidation de la paix, consiste à mettre en œuvre les activités en réduisant les potentiels effets négatifs des actions de solidarité internationale et humanitaires, c'est-à-dire en évitant d'aggraver le climat d'instabilité et de violence et en veillant à ne pas causer davantage de dégâts.
- le principe « **reconstruire en mieux** » (Build Back Better - BBB) dont l'objectif consiste à réduire la vulnérabilité des communautés à des catastrophes futures et à renforcer leur résilience à lutter contre les vulnérabilités et les chocs matériels, sociaux, environnementaux et économiques. En clair, ce principe invite à ne pas reproduire la vulnérabilité, mais construire la résilience (il faut à tout prix éviter la reconstruction à l'identique qui reproduit les mêmes conditions de vulnérabilité).
- la **prise en compte du genre**, dans le contexte burkinabè, « se réfère aux relations sociales entre l'homme et la femme, et aux différences structurelles les caractérisant en termes de rôles, de statut, et de fonction socialement attribuées, culturellement justifiés ; et qui varient selon les sociétés et les cultures, et évoluent en fonction du temps »¹. Dans la mise en œuvre de la stratégie, la prise en compte du genre est nécessaire afin que les mécanismes mis en place pour accompagner les groupes vulnérables ne perpétuent et n'engendrent la discrimination et l'exclusion.

¹ Stratégie Nationale Genre 2020 – 2024 Burkina Faso.

- la **coordination des interventions et des acteurs** est fondamentale essentiel dans le domaine du relèvement post catastrophe. Il permettra d'identifier, et de faire travailler en synergie et en complémentarité, en fonction du mandat et de la valeur ajoutée des différentes parties prenantes au processus en vue de meilleurs résultats.
- la **Gestion Axée sur les Résultats** (GAR) est une approche utilisée pour améliorer l'efficacité et les pratiques relatives à l'obligation de rendre compte en matière de planification, de budgétisation, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques publiques en mettant l'accent sur l'atteinte des résultats préalablement définis de façon réaliste. La mise en œuvre de la stratégie requiert l'existence d'un dispositif efficace de suivi-évaluation et de reddition des comptes pour un respect des principes de la gestion axée sur les résultats.

I.4. Objectif général et impacts attendus

a. Objectif général

L'objectif général est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des personnes déplacées internes et des communautés d'accueil.

b. Impacts attendus

La mise en œuvre de la stratégie devrait produire les impacts suivants :

Impact 1 : les conditions de vie des populations affectées par la crise sécuritaire au Burkina Faso sont améliorées ;

Impact 2 : la paix, la sécurité et la cohésion sociale sont consolidées.

II. ELEMENTS DU PLAN D' ACTIONS

Le plan d'actions opérationnelle s'articule autour de quatre (4) axes stratégiques. Il se décline en objectifs stratégiques, en effets attendus, en actions et en activités répartis en fonction des axes.

II.1. AXE 1 : AMELIORATION DE L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE ET PROMOTION DE CADRES DE VIE DECENTS DANS LES ZONES DE RETOUR, D'INTEGRATION ET DE REINSTALLATION

L'axe 1 se compose de quatre (4) objectifs stratégiques et de douze (12) effets attendus.

➤ **Objectif stratégique 1.1 : Améliorer l'accès aux services sociaux de base dans les zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées**

Cet objectif compte six (6) effets attendus. Il s'agit de :

- **Effet attendu 1.1.1** : Les hommes et les femmes des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées ont accès à l'eau, l'hygiène et à l'assainissement de qualité.

Pour l'atteinte de cet effet, quatre (4) actions sont retenues :

 Action 1.1.1.1 Réalisation/réhabilitation d'infrastructures hydrauliques :

Les activités retenues pour la mise en œuvre de cette action sont au nombre de quatorze (14). Elles sont essentiellement portées sur la réalisation et la réhabilitation de forages. On peut citer entre autres : (i) Réaliser des forages équipés de PMH dans les zones d'intégration, de réinstallation et de retour des PDI ; (ii) Construire/réhabiliter des forages équipés de pompe à motricité humaine à usage domestique ; (iii) Réparer des pompes à motricité humaine ; (iv) Réaliser des forages équipés de postes d'eau autonomes.

 Action 1.1.1.2 Réalisation/réhabilitation d'ouvrages d'assainissement autonome amélioré

Au titre de cette action, les activités prévues sont au nombre de trois (3) qui sont : (i) Réaliser des latrines familiales au profit des PDI et communautés hôtes vulnérables ; (ii) Construire des blocs de latrines en prenant en compte le genre, les ESH et la GHM dans les établissements scolaires ; (iii) Réhabiliter des blocs de latrines défectueuses dans les établissements scolaires.

 Action 1.1.1.3 Promotion de l'utilisation et l'entretien des ouvrages d'assainissement

Pour cette action, les activités à mener sont au nombre de sept (7). Ce sont entre autres : (i) Former des leaders communautaires sur l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) ; (ii) Mettre en place des comités de suivi et de gestion des ouvrages ; (iii) Instituer des journées de salubrité dans les communautés ; (iv) Réaliser des activités d'assainissement des espaces communautaires sous forme HIMO des femmes et des jeunes.

 Action 1.1.1.4 Promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement

Pour la réalisation de cette action huit (8) activités sont retenues. Il s'agit entre autres de : (i) Organiser des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et

d'assainissement ; (ii) Installer des dispositifs de lavage des mains dans les espaces publics (centres de santé, écoles etc.) ; (iii) Mettre en place des centres de tri des déchets ; (iv) Doter les CSPS de kits d'hygiène et d'assainissement.

- **Effet attendu 1.1.2 :** Les hommes, les femmes et les jeunes des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées ont accès aux soins de santé de qualité

Pour l'atteinte de cet effet, deux (2) actions sont retenues :

 Action 1.1.2.1 Renforcement du dispositif d'offre de service de santé de qualité

Au titre de cette action, seize (16) activités ont été retenues. On peut citer entre autres : (i) Doter les districts sanitaires en ambulances tricycles ; (ii) Former les prestataires sur le Dispositif minimum d'urgence en SSR, sur les SONU/PF, la Prise en charge des cas de viol/VBG ; (iii) Réhabiliter les centres de santé endommagés ; (iv) Acquérir des équipements pour appuyer le déploiement de la plateforme mhealth au niveau district sanitaire de Kaya.

 Action 1.1.2.2 Amélioration de la disponibilité de produits de santé de qualité

Pour cette action, les activités à mener sont au nombre de quatre (4). Ce sont : (i) Appuyer la mise en place et le fonctionnement des GASPA des femmes déplacées internes en âge de procréer ; (ii) Organiser des séances de sensibilisation des PDI et les ménages hôtes sur les thématiques en lien avec la nutrition préventive (AEN, AEH etc.) ; (iii) Organiser des séances de sensibilisation sur les pratiques d'alimentation, de nutrition, hygiène et de santé au profit des PDI (projection cinématographique) [Convention avec STD Santé] ; (iv) Fournir des kits pour le diagnostic et le traitement des patients souffrant de malnutrition modérée, aiguë et sévère aux CSPS.

- **Effet attendu 1.1.3 :** La sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées est assurée

Pour atteindre cet effet, cinq (5) actions sont retenues.

 Action 1.1.3.1 Aménagement intégré des sites de production agricoles dans des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées et des communautés d'accueil

Pour cette action, les activités à mener sont au nombre de quinze (15). Il s'agit en autres de : (i) Réaliser des jardins nutritifs au profit des PDI et les ménages hôtes ; (ii) Aménager des champs de la paix (fermes agro-pastorales) ; (iii) Réaliser les travaux d'aménagements des sites pour la production maraîchère et de Produit forestier non

ligneux (PFNL) ; (iv) Réaliser des boulis de 30.000 m³ (y compris aménagements annexes) en intégrant des bassins piscicoles de 60 m³.

 Action 1.1.3.2 Accompagnement des agro-pasteurs des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées et des communautés d'accueil

Pour la réalisation de cette action, les activités sont au nombre de quarante (40). Il est principalement question de : (i) Acquérir des semences améliorées de céréales et niébé pour la production pluviale au profit des PDI et ménages hôtes ; (ii) Acquérir des équipements de production végétale (kits=5 brouettes, 10 pioches, 10 pelles, 10 râpeaux, 10 arrosoirs) ; (iii) Acquérir du matériel pour la réalisation des aménagements CES/DRS au profit des PDI et hôtes (kit= 04 brouettes, 02 barre à mine, 02 marteaux, 04 pelles, 02 triangles à pente munis de niveau à maçon, 02 niveaux à eau, 04 pioches, 01 ruban métrique de 100 mètres, 01 rouleau de ficelles et 10 paires de gant) ; (iv) Appuyer les producteurs vulnérables avec des semences améliorées.

 Action 1.1.3.3 Amélioration de la disponibilité de produits alimentaires et intrants nutritionnels de qualité dans des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées et des communautés d'accueil

Pour l'atteinte de cette action, huit (8) activités seront mises en œuvre. Il s'agit en outre de : (i) Acquérir du matériel pour la mise en place des unités de production du miel ; (ii) Distribuer des Cash aux ménages pour la Nutrition des enfants ; (iii) Distribuer des intrants nutritionnels (CSB+, huile) pour la prise en charge de la malnutrition chez les femmes enceintes et allaitantes malnutries ; (iv) Doter les ménages de kits alimentaires pour le retour ou la réinstallation.

 Action 1.1.3.4 Promotion des bonnes pratiques alimentaires dans des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées et des communautés d'accueil

Pour cette action, les activités à mener sont au nombre de quatre (4). Ce sont : (i) Organiser des sessions de formation sur l'ANJE ; (ii) Former des femmes, hommes et jeunes sur les bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles ; (iii) Former des cantinières sur les thématiques liées à la nutrition, la transformation des produits locaux et l'hygiène alimentaire ; (iv) Former des directeurs et gestionnaires des cantines scolaires sur la gestion des stocks, l'hygiène et la nutrition.

 Action 1.1.3.5 Renforcement des capacités de préparation et de réponse aux crises et situations d'urgence alimentaires

Pour la réalisation de cette action, les activités sont au nombre de six (6). Il s'agit entre autres de : (i) Construire des magasins de stockage ; (ii) Prépositionner des stocks de secours d'urgence ; (iii) Elaborer des plans de contingence aux niveaux régional, provincial et départemental ; (iv) Organiser la simulation des plans de contingence.

- **Effet attendu 1.1.4 :** Les enfants des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées ont accès à une éducation de qualité

Deux (2) actions soutiennent cet effet attendu et sont libellées de la façon suivante :

 Action 1.1.4.1 Réhabilitation/construction et équipements d'infrastructures scolaires détruites ou endommagées

La mise en œuvre de dix (10) permet la réalisation de cette action. On peut citer parmi elles : (i) Construire des classes semi finies équipées ; (ii) Réhabiliter des salles de classe dans les zones d'accueil et de réinstallation ; (iii) Construire des cuisines dans les écoles des zones d'accueil et de réinstallation ; (iv) Construire des aires de restauration dans les écoles des zones d'accueil et de réinstallation.

 Action 1.1.4.2 Amélioration des conditions pour le maintien et l'apprentissage au profit des acteurs de l'éducation

Pour cette action, onze (11) activités sont mises en œuvre. Ce sont entre autres : (i) Acquérir des vivres pour le fonctionnement des cantines scolaires ; (ii) Apporter un appui financier aux élèves chef de ménage pour la gestion des charges ; (iii) Prendre en charge la restauration des étudiants déplacés internes pendant la période de vacances dans les universités impactées par la crise sécuritaire.

- **Effet attendu 1.1.5:** Les populations des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées ont un accès amélioré à l'énergie

En ce qui concerne cet effet, deux (2) actions sont retenues. Ce sont :

 Action 1.1.5.1 Promotion de l'électrification des villages et communes

Pour la réalisation de cette action, les activités sont : (i) Réaliser des travaux d'installation de lampadaires solaires autonomes ; (ii) Acquérir des kits solaires au profit des PDI ; (iii) Raccorder des abonnés à l'électricité.

 Action 1.1.5.2 Promotion des foyers améliorés ;

Pour cette action six (6) activités sont mises en œuvre. Il s'agit entre autres de : (i) Doter les PDI et les populations hôtes en foyers améliorés ; (ii) Sensibiliser les femmes sur l'utilisation des foyers améliorés ; (iii) Doter les ménages PDI et communautés d'accueil en foyer à gaz ; (iv) Réaliser des foyers améliorés.

- **Effet attendu 1.1.6 :** Les hommes, les femmes et les jeunes des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées ont accès à des logements décents

Pour l'atteinte de cet effet, deux (2) actions sont retenues.



Action 1.1.6.1 Appui à la construction/ réhabilitation de logements au profit des populations des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées

Pour la mise en œuvre de cette action, quatre (4) activités sont mises en œuvre. Ce sont : (i) Construire des habitats semi durables au profit des PDI et Communautés hôtes vulnérables ; (ii) Réhabiliter des maisons au profit des PDI et Communautés hôtes vulnérables ; (iii) Réaliser des logements avec toilettes écologiques et mur de clôture au profit des PDI et communautés hôtes vulnérables ; (iv) Construire des logements durables décentes dans les zones d'intégration, de réinstallation ou de retour des personnes déplacées.



Action 1.1.6.2 Mise à disposition de logements avec droit d'usage

Pour l'atteinte de cette action, deux (2) activités principales sont prévues. Ce sont : (i) Réaliser des logements avec toilettes écologiques pour les plus vulnérables incluant des droits LT ; (ii) Réaliser des logements pour les plus vulnérables incluant des droits LTP.

➤ **Objectif stratégique 1.2 : Renforcer la protection des groupes particulièrement vulnérables**

Le renforcement de la protection des groupes particulièrement vulnérables induit trois (3) effets attendus (EA) que sont : **EA 1.2.1** Les violences basées sur le genre sont réduites ; **EA 1.2.2** Les enfants déplacés, réfugiés et retournés ainsi que les enfants rencontrés lors des opérations de sécurisation du territoire (EROST) particulièrement vulnérables, enfants séparés de leur famille, enfants non accompagnés et enfants chefs de ménage, enfants rencontrés) des zones d'intégration, de réinstallation ou de retour des personnes déplacées ont accès à une assistance adaptée ; **EA 1.2.3** La santé mentale et le soutien psycho-social des personnes retournées, intégrées et réinstallées et des communautés d'accueil sont assurées.

- **Effet attendu 1.2.1** : Les violences basées sur le genre sont réduites

Pour atteindre ces résultats, trois (3) actions sont retenues et porterons notamment sur :



Action 1.2.1.1 Promotion de l'abandon des VBG

Pour la mise en œuvre de cette action, cinq (5) activités sont retenues. Il s'agit entre autre de : (i) Réaliser des séances de sensibilisation sur les violences basées sur le genre (5 théâtres fora, 5 ciné débats, 20 causeries éducatives) au profit des populations par zone concernée ; (ii) Organiser des émissions radiophoniques en langues locales sur les VBG ; (iii) Organiser des conférences débats sur les VBG avec les élèves/ corps enseignant et les parents d'élèves ; (iv) Réaliser des plaidoyers pour l'engagement public des coutumiers et des religieux contre les VBG.



Action 1.2.1.2 Renforcement des capacités institutionnelles des services de prise en charge des survivants de VBG

Pour cette action, sept (7) activités sont mises en œuvre. Ce sont notamment : (i) Equiper les centres d'écoute en kits d'urgence, d'hygiène et de dignité ; (ii) Doter les services de prise en charge des survivants (es) en kits d'hygiènes de base et de consommables ; (iii) Doter les services de prise en charge des VBG en matériel informatique ; (iv) Assurer les frais mensuels de communication téléphonique du numéro vert pour les alertes et les dénonciations des tentatives de VBG pour une PEC rapide des survivants (es) par le centre de Baskuy.



Action 1.2.1.3 Prise en charge intégrée des survivants (es) de VBG au sein des populations concernées

Pour atteindre cette action sept (7) activités sont mises en œuvre. Ce sont entre autres : (i) Apporter une assistance éducative aux enfants victimes ou à risques de violences, d'exploitation ou d'abus ; (ii) Apporter une prise en charge psychosociale des enfants victimes ou à risques de violences, d'exploitation ou d'abus ; (iii) Assurer la prise en charge psychosociale des survivants (es) de VBG ; (iv) Assurer la prise en charge juridique et judiciaire des survivants de VBG.

- **Effet attendu 1.2.2 :** Les enfants déplacés, réfugiés et retournés ainsi que les enfants rencontrés lors des opérations de sécurisation du territoire (EROST) particulièrement vulnérables des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées ont accès à une assistance adaptée.

Pour atteindre cet effet trois (3) actions sont mises en œuvre :



Action 1.2.2.1 Renforcement des capacités des acteurs sur la prévention de la séparation et le rétablissement des liens familiaux

Cette action comporte quatre (4) activités (i) Organiser des séances de sensibilisation sur le Rétablissement des Liens Familiaux (RLF) ; (ii) Organiser des formations sur le Rétablissement des Liens Familiaux (RLF) au profit des volontaires et staffs ; (iii) Mettre en place de nouveaux dispositifs PLF dans les zones d'intégration, de réinstallation ou de retour des personnes déplacées ; (iv) Réaliser des séances de sensibilisation sur l'éducation parentale dans les localités de retour, d'intégration et de réinstallation au profit des populations.



Action 1.2.2.2 Assistance aux enfants à besoin de protection des zones de retour, d'intégration et de réinstallation.

Pour la mise en œuvre de cette action, douze (12) activités ont été retenues. Ce sont principalement : (i) Prendre en charge sur le plan psychosocial des enfants séparés ou non accompagnés (ENAS) ; (ii) Etablir des documents d'identités au profit des enfants séparés ou non accompagnés ; (iii) Placer les enfants séparés ou non accompagnés et chef de ménages chez les maitres artisans ; (iv) Former les enfants

séparés ou non accompagnés et chefs de ménage dans les filières professionnalisantes.

 Action 1.2.2.3 Renforcement des mécanismes de protection et de prise en charge des enfants.

La réalisation de cette action passe par la mise en œuvre de onze (11) activités dont les principales sont : (i) Mettre en place des Réseaux communaux de protection de l'enfant (RCPE) ; (ii) Doter les enfants handicapés en matériels didactiques spécifiques et de mobilité ; (iii) Former des animateurs communautaires des espaces amis des enfants ; (iv) Mener des actions de sensibilisation et de formation locales culturellement adaptées à l'intention des ENAS, des familles, des personnes qui prennent en charge des enfants sur la protection parentale et les mesures disciplinaires non violentes, afin d'encourager les facteurs de protection positifs et de changer les attitudes et pratiques préjudiciables.

- **Effet attendu 1.2.3.** : La santé mentale et le soutien psychosocial des personnes retournées, intégrées et réinstallées et des communautés d'accueil sont assurées

Deux actions devront concourir à l'atteinte de cet effet :

 Action 1.2.3.1 Promotion du bien-être psycho-social des personnes retournées, intégrées et réinstallées et des communautés d'accueil

Pour cette action deux activités sont mises en œuvre : (i) Octroyer du matériel spécifique et de mobilité aux personnes handicapées PDI et vulnérables ; (ii) Former les travailleurs sociaux sur le vieillissement et la prise en charge communautaire des personnes âgées.

 Action 1.2.3.2 Renforcement des capacités institutionnelles des services de prise en charge des cas de traumatisme.

L'atteinte de cette action commande la mise en œuvre des actions ci-après : (i) Former les travailleurs sociaux en gestion du stress et la prise en charge du stress post traumatique ; (ii) Former les agents des districts et CHR sur la gestion du stress et du premier secours psychologique.

➤ **Objectif stratégique 1.3 : Promouvoir un cadre de vie décent dans les communes d'accueil et de retour des PDI**

Cet objectif stratégique comporte un (1) principal effet attendu : Les communes répondent durablement et décemment, aux besoins des communautés d'accueil et des PDI. Pour l'atteinte de cet effet deux (2) actions sont mises en œuvre :



Action 1.3.1.1 Planification de l'occupation et l'extension des villes

Cette action comporte trois (3) activités que sont : (i) Erection en villes de trente-trois (33) localités à forte prégnance de PDI ; (ii) Réviser les SDAU de cinq (05) villes (Kaya, Ouahigouya, Dori, Fada N'Gourma, Dédougou) à forte prégnance de PDI selon une procédure d'urgence ; (iii) Elaborer des Plans d'aménagement d'urgence des localités de retour, de réinstallation et de réintégration.



Action 1.3.1.2 Renforcement d'urgence des équipements des villes à forte prégnance PDI (supérieure à 100%) de près de 50 000 habitants

Dans cette action deux (2) activités ont été retenues : (i) Aménager des terrains urbains au profit des PDI et communautés hôtes ; (ii) Réhabiliter des centres communautaires.

➤ **Objectif stratégique 1.4 : Renforcer l'autorité de l'Etat et la règle de droit dans les zones d'intégration, de réinstallation ou de retour des personnes déplacées**

- **Effet attendu 1.4.1 :** La règle de droit est renforcée dans les zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées
Cet effet attendu comporte deux (2) actions :



Action 1.4.1.1 Participation communautaire et citoyenneté

La réalisation de cette action passe par la mise en œuvre de trois (3) activités que sont : (i) Organiser des sessions de formation au profit des leaders coutumiers, religieux dans les localités de retour, d'intégration et de réinstallation des PDI sur le civisme ; (ii) Organiser des séances de sensibilisation à travers des théâtres fora au profit des populations dans les localités de retour, d'intégration et de réinstallation ; (iii) Organiser des séances de sensibilisation sous forme de ciné-débats au profit des populations dans les localités de retour, d'intégration et de réinstallation.



Action 1.4.1.2 Renforcement des capacités de la société civile locale

Pour cette action les activités à mener sont au nombre de deux (2) : (i) Organiser des sessions de formation au profit des sociétés civiles locales dans les localités de retour, d'intégration et de réinstallation des PDI sur le civisme et la citoyenneté ; (ii) Organiser des sessions de formations au profit des organisations de la société civile dans les localités de retour, d'intégration et de réintégration sur l'appropriation de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

- **Effet attendu 1.4.2 :** Les services étatiques sont présents et fonctionnels dans les zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées

Pour l'atteinte de cet effet, deux (2) actions sont mises en œuvre :



Action 1.4.2.1 Reconstruction/réhabilitation des structures des services étatiques

Au titre de cette action, les activités prévues sont au nombre de trois (3) : (i) Reconstruire des infrastructures sanitaires, communales et des services de sécurité dans les zones de retour ; (ii) Equiper les infrastructures sanitaires, communales et de service de sécurité reconstruites ; (iii) Réhabiliter des infrastructures sanitaires, communales et services de sécurité dans les zones de retour.



Action 1.4.2.2 Soutien aux exécutifs communaux pour l'établissement de documents d'identification et d'actes d'état civil

Deux (2) activités sont programmées pour l'atteinte de cette action : (i) Apporter un appui financier aux exécutifs communaux pour l'établissement de documents d'identification et d'actes d'état civil au profit des personnes déplacées internes et population hôtes ; (ii) Doter les exécutifs communaux en matériel d'établissement de documents d'identification et d'acte d'état civil.

II.2. AXE 2 : REDYNAMISATION DE L'ECONOMIE LOCALE ET AUTONOMISATION DES POPULATIONS AFFECTEES EN PARTICULIER DES JEUNES ET DES FEMMES

L'axe 2 se compose de deux (2) objectifs stratégiques et de quatre (4) effets attendus.

➤ Objectif stratégique 2.1 : Dynamiser l'économie dans les zones d'intégration, de réintégration et de retour des personnes déplacées.

- **Effet attendu 2.1.1** : Les opportunités économiques sont renforcées au profit des PDI, réfugiés et CA dans les zones à forts défis sécuritaires

Pour l'atteinte de cet effet, deux (2) principales actions seront menées et porterons sur :



Action 2.1.1.1 Développement des chaines de valeur agricoles et d'élevage

La réalisation de cette action passe par dix (10) activités dont les principales sont : (i) Octroyer des crédits ordinaires aux femmes pour le financement de leurs AGR ; (ii) Financer 50 projets d'entrepreneuriat de PDI ; (iii) Apporter un appui financier à 240 PDI et populations hôtes pour la réalisation d'activités génératrices de revenu ; (iv) Doter des fonds de démarrage à 50 groupes de femmes et de jeunes entrepreneurs pour faciliter le démarrage de micro et petites entreprises.



Action 2.1.1.2 Renforcement des capacités des jeunes, des femmes et des hommes en entrepreneuriat

La réalisation de cette action passe par vingt (20) activités dont les principales sont : (i) Former les PDI et les personnes en situation de mendicité dans la ville de Ouagadougou en élevage, maraîcher culture hors sol, gestion en petit commerce et saponification ; (ii) Equiper les PDI et les personnes en situation de mendicité retirées de la rue dans la ville de Ouagadougou en kits d'élevage, maraîcher culture hors sol, coupe couture, gestion en petit commerce et saponification ; (iii) Organiser des rencontres de plaidoyers avec les responsables de centre de formation professionnelle sur la prise en compte des réfugiés dans leur centre de formation ; (iv) Sélectionner de manière participative et former 6000 jeunes et des femmes touchés par la crise sur le développement des compétences commerciales et entrepreneuriales.

- **Effet attendu 2.1.2 :** Les jeunes, les femmes et les hommes des communes d'accueil ont accès aux ressources financières pour leurs activités



Action 2.1.2.1 Renforcement des capacités financières des jeunes, des femmes et des hommes pour la mise en œuvre de leurs activités génératrices de revenus

Dans cette action dix-neuf (19) activités sont retenues à savoir : (i) Octroyer des crédits aux femmes PDI dans le cadre du projet PRES-PDI_FAARF ; (ii) Apporter un appui financier à 240 PDI et populations hôtes pour la réalisation d'activités génératrices de revenu ; (iii) Effectuer des transferts monétaires réguliers au profit des ménages pauvres et vulnérables des communautés hôtes et PDI ; (iv) Apporter des appuis d'installation aux femmes et jeunes réfugiés ayant bénéficié d'une formation en entrepreneuriat et sur les AGR (crédit, matériel, kit d'installation, ...).



Action 2.1.2.2 Promotion de l'inclusion financière pour un meilleur accès aux produits et services financiers des banques et des services financiers décentralisés (SFD)

Deux (2) activités concourent à la réalisation de cette action. Il s'agit de : (i) Renforcer les capacités des bénéficiaires du PFS en inclusion économique ; (ii) Faciliter l'accès permanent à des services financiers abordables et de qualité à 1300 ménages, micro et petites entreprises à faible revenu.

- **Objectif stratégique 2.2 : Accroître l'employabilité des jeunes, des femmes et des hommes dans les communes d'accueil et de retour des personnes déplacées**
- **Effet attendu 2.2.1 :** Les compétences des femmes, des jeunes et des hommes des communes d'accueil sont renforcées en tenant compte de leurs potentialités

Pour l'atteinte de cet effet deux (2) actions sont retenues :

-  **Action 2.2.1.1** Renforcement des capacités techniques des structures spécialisées de formation professionnelle (création, équipement, fonctionnement)

Deux (2) activités sont mises en œuvre : (i) Mettre en place et équiper 5 structures satellites de formation professionnelle au niveau de trois sites stratégiques ; (ii) Doter en matériel de qualité les structures de formations.

-  **Action 2.2.1.2** Renforcement de capacités des femmes, des jeunes et des hommes dans la production, la transformation et la commercialisation

Cette action comporte deux (2) activités : (i) Former des personnes déplacées internes dans les métiers de l'artisanat et d'art ; (ii) Organiser des sessions de formation au profit des hommes, femmes et jeunes dans les localités de retour, d'intégration et de réintégration en marketing réseau.

- **Effet attendu 2.2.2** : Les femmes, les jeunes, et les hommes ont accès à un emploi productif, décent et durable

-  **Action 2.2.2.1** Formalisation des entreprises

La mise en œuvre de cette action nécessite la réalisation de deux (2) activités : (i) Soutenir la formalisation de 200 unités de production informelles dont 60 promus par des filles/femmes ; (ii) Sensibilisation des communautés bénéficiaires sur la protection de la biodiversité (y compris la faune autour des boulis).

-  **Action 2.2.2.2** Promotion des filières et chaînes de valeur porteuses et respectueuses de l'environnement

Cette action comporte huit (8) activités. Ce sont entre autre : (i) Mettre en place des unités de transformation de PFNL au profit des PDI et des populations hôtes ; (ii) Former 3000 bénéficiaires sur le système de production agrosylvopastorale et halieutique durable et résilient au changement climatique et sur le nouveau modèle d'exploitation agricole innovant, résilient et performant (AIRP) ; (iii) Sensibiliser les communautés bénéficiaires sur la protection de la biodiversité (y compris la faune autour des boulis) ; (iv) Organiser des sessions de formations sur les club DIMITRA.

-  **Action 2.2.2.3** Promotion des circuits de commercialisation des produits

Quatre (4) activités sont retenues pour cette action : (i) Organiser des expositions ventes des produits des PDI ; (ii) organiser des cadres de concertation entre les acteurs de commercialisations ; (iii) faire des plaidoyers auprès des autorités locales pour une meilleure intégration des PDI dans le circuit économique ; (iv) Organiser des sessions de formation des PDI entrepreneurs en e-commerce.

II.2. AXE 3 : PREVENTION DES CONFLITS COMMUNAUTAIRES ET CONSOLIDATION DE LA PAIX DANS LES ZONES D'ACCUEIL ET DE RETOUR

L'axe 3 se compose de quatre (4) objectifs stratégiques et de dix (10) effets attendus.

➤ **Objectif stratégique 3.1 : Promouvoir les valeurs traditionnelles de cohésion sociale**

- **Effet attendu 3.1.1** : Les personnes déplacées, les réfugiés, les retournées et les communautés hôtes cohabitent de manière pacifique



Action 3.1.1.1 Promotion des valeurs d'hospitalité, de tolérance et de solidarité

Pour la mise en œuvre de cette action, huit (8) activités sont retenues. On peut citer principalement : (i) Réaliser des séances de sensibilisation au profit de la population sur la paix et la cohésion sociale ; (ii) Former des leaders communautaires et des autorités locales sur la gestion préventive des conflits, la promotion de paix, de la cohésion sociale et de communication non violente etc.) ; (iii) Indemniser/ réparer les différents préjudices subies par les victimes ; (iv) Former des leaders PDI et communautés hôtes sur la prévention et la médiation des conflits communautaires.



Action 3.1.1.2 Promotion d'activités culturelles intercommunautaires

Pour cette action, deux (2) activités seront mise en œuvre : (i) Organiser des journées régionales et provinciales des communautés ; (ii) Mener des campagnes de sensibilisations à l'endroit des différentes communautés pour leurs participations aux évènements sociaux et activités culturelles.

- **Effet attendu 3.1.2** : Des mécanismes endogènes de prévention et de résolution des conflits existent et sont fonctionnels

Deux (2) actions sont retenues pour cet effet :



Action 3.1.2.1 Promotion des mécanismes endogènes de prévention et de résolution pacifique des conflits

Quatre (4) activités sont programmées pour cette action : (i) Diffuser les valeurs/expressions culturelles en voie d'extinction ; (ii) Vulgariser les valeurs endogènes et traditionnelles consacrées dans le Pacte du Vivre-ensemble auprès de toutes les couches sociales ; (iii) Réaliser des émissions radiophoniques interactives sur l'extrémisme violent et la cohésion sociale dans les régions ; (iv) Mettre en place et animer des clubs DIMITRA pour la résolution des conflits.



Action 3.1.2.2 Renforcement des capacités des leaders communautaires et autorités locales à la prévention et la gestion des conflits communautaires

Pour la mise en œuvre de cette action, deux (2) activités ont été retenues : (i) Former des membres des organes de prévention des conflits ; (ii) Organiser des sessions de sensibilisation à l'endroit des leaders communautaires pour leur implication dans la prévention et la gestion des conflits locaux.

- **Effet attendu 3.1.3 :** Les ex combattants des GAT bénéficient d'une réinsertion socio-économique

Pour cet effet deux (2) actions seront mises en œuvre :

-  **Action 3.1.3.1** Renforcement du cadre juridique, administratif et institutionnel du processus de démobilisation, déradicalisation et réintégration (DDR)

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, cinq (5) activités ont été programmées : (i) Elaborer un guide sur le processus DDR ; (ii) Former des leaders communautaires et autorités locales sur le processus DDR ; (iii) Réintégrer des ex combattants des groupes armés terroristes et alliés dans leur communauté grâce à la mise en œuvre du Programme DDR ; (iv) Former des spécialistes (gardes de sécurité pénitentiaire, psychologues, juristes, travailleurs sociaux, etc.) sur le processus de déradicalisation ; (v) Réaliser des émissions radiophoniques interactives sur l'extrémisme violent et la cohésion sociale dans chacune des régions.

-  **Action 3.1.3.2** Appui à la prise en charge intégrée des ex combattants

La réalisation de cette action passe par la mise en œuvre de deux activités : (i) Former des ex-combattants sur la production agro-sylvo-pastorale ; (ii) Appuyer les ex-combattants pour la mise en œuvre des activités de production agro-sylvo-pastorale.

- **Objectif stratégique 3.2 : Renforcer la sécurisation des logements, terres, biens et propriétés au profit des personnes retournés, installés et réinstallés**

L'objectif stratégique comporte les effets suivants :

- **Effet attendu 3.2.1 :** Les femmes, les jeunes et les hommes retournés, installés et réinstallés ont accès à des terres sécurisées à usage d'habitation

-  **Action 3.2.1.1** Promotion de la sécurisation des terres d'habitation

Cinq (5) activités sont programmées pour la mise en œuvre de cette action : (i) Organiser des plaidoyers à l'endroit des chefs coutumiers, chefs de terres pour l'accès des PDI y compris des réfugiés au foncier ; (ii) Aménager des sites de 100 ha pour le relogement des personnes déplacées internes dans toutes les régions du Burkina Faso ; (iii) Aménager des sites en faveur des ménages PDI ; (iv) Sensibiliser des PDI sur la nécessité d'établissement et la procédure d'obtention des titres de propriété

foncière ; (iv) Apporter un appui technique et financier pour les opérations de délivrance des titres de propriété pour l'habitation au profit des PDI prenant en compte la dimension genre.



Action 3.2.1.2 Promotion de l'accès des femmes au foncier

Cette action comporte trois (3) activités : (i) Organiser des plaidoyers à l'endroit des chefs coutumiers, chefs de terres pour l'accès des femmes au foncier ; (ii) Sensibiliser des organisations féminines sur la sécurisation foncière ; (iii) Sensibiliser des femmes sur l'importance des documents fonciers.

- **Effet attendu 3.2.2 :** Les hommes et les femmes retournés, installés et réinstallés ont accès à des terres sécurisées de production

Deux (2) actions sont mises en œuvre :



Action 3.2.2.1 Promotion de la sécurisation des terres de production

Deux (2) activités ont été formulées pour cette action : (i) Sensibiliser les leaders communautaires sur l'importance des APFR ; (ii) Redynamiser les services fonciers ruraux dans les communes de départ des PDI.



Action 3.2.2.2 Promotion de l'accès aux sites collectifs de production agricole

Dans la mise en œuvre de cette action, quatre (4) activités sont programmées : (i) Organiser une large concertation nationale pour la prise en compte des PDICA dans la mise en œuvre de la politique nationale de sécurisation foncière ; (ii) Organiser des rencontres d'échanges avec les responsables des exécutifs communaux sur les modalités d'accès à la terre des PDI réinstallées ou réintégrées ; (iii) Organiser des plaidoyers auprès des propriétaires terriens pour faciliter l'accès à la terre aux PDI ; (iv) Octroyer des parcelles aux profit des ménages PDICA retournées ou réinstallées sur des sites aménagés (sites anti érosifs, mesures de CES/DRS).

- **Objectif stratégique 3.3 : Renforcer l'accès à la justice dans les zones de retour, d'intégration et de réinstallation**

Cet objectif stratégique comporte deux (2) effets attendus :

- **Effet attendu 3.3.1 :** L'administration judiciaire est proche aux justiciables dans les zones de retour, d'intégration et de réinstallation



Action 3.3.1.1 Mise en place de programmes d'appui au fonctionnement de l'appareil judiciaire

Pour l'atteinte de cette action, deux (2) activités sont mises en œuvre : (i) Apporter des appuis intentionnels pour le fonctionnement des juridictions couvrant les zones de

retour, d'intégration et de réinstallation ; (ii) Former des acteurs du corps de la justice pour la tenue des audiences foraines.

 Action 3.3.1.2 Traitement diligent des dossiers de justice

Pour cette action deux (2) activités sont prévues : (i) Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation sur la tenue des audiences ; (ii) Organiser des séances foraines.

- **Effet attendu 3.3.2** : Des mécanismes endogènes de gestion des crises sont mis en place

Pour cet effet attendu trois (3) actions sont formulées :

 Action 3.3.2.1 Renforcement du dispositif législatif, administratif, institutionnel et judiciaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action trois (3) activités sont programmées : (i) Elaborer un recueil de textes (la loi n°034-2009 portant foncier rural, le code du pastoralisme, le code forestier, RAF) pour la gestion de crise ; (ii) Former les leaders communautaires sur les textes relatifs à la gestion de crise ; (iii) Diffuser le recueil de textes.

 Action 3.3.2.2 Mise en place des institutions et mécanismes endogènes de gestion de crises

Deux (2) activités sont programmées : (i) Redynamiser les institutions communautaires de gestion de crises ; (ii) Identifier des points focaux communaux de la Réconciliation nationale (justice transitionnelle).

 Action 3.3.2.3 Amélioration des connaissances des populations concernées sur les mécanismes endogènes de gestion de crises.

Trois (3) activités ont été formulées pour la mise en œuvre de cette action : (i) Organiser des séances de formation des acteurs sur les formes de justice (traditionnelle, classique et transitionnelle) ; (ii) Organiser des conférences régionales sur les formes de justice (traditionnelle, classique et transitionnelle) ; (iii) Former les points focaux communaux de la Réconciliation nationale (justice transitionnelle).

➤ **Objectif stratégique 3.4 : Réaliser des actions de lutte contre les mines, engins explosifs improvisés (EEI) et restes explosifs**

Pour l'atteinte de cet objectif, deux (2) effets attendus sont définis, à savoir :

- **Effet attendu 3.4.1** : Les régions touchées par les mines sont sécurisées grâce à des actions de déminage humanitaire

Les principales actions à mener porteront sur :

-  **Action 3.4.1.1** Amélioration des connaissances des populations sur les risques liés aux mines, engins explosifs improvisés (EEI) et restes explosifs

Pour la mise en œuvre de cette action cinq (5) activités ont été programmées : (i) Elaborer un plan de communication sur les mines, EEI et restes explosifs ; (ii) concevoir des supports de communication sur les dangers liés aux mines et EEI ; (iii) Organiser des campagnes de sensibilisation sur les mines, EEI et restes explosifs ; (iv) Former les acteurs sur la lutte contre les mines, EEI et restes explosifs ; (v) Former des communautés des zones à risque sur la protection face aux accidents liés aux EEI.

-  **Action 3.4.1.2** Mise en œuvre de programmes de dépollution

Au titre de cette action, deux (2) activités sont mises en œuvre : (i) Cartographier les zones à risque ; (ii) Sensibiliser les communautés locales sur les opérations de dépollution.

- **Effet attendu 3.4.2 :** Les victimes des mines, engins explosifs improvisés (EEI) et restes explosifs sont prises en charge

Pour l'atteinte de cet effet attendu, deux (2) actions sont retenues :

-  **Action 3.4.2.1** Renforcement des capacités institutionnelles des services de prise en charge des personnes victimes

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, deux (2) activités ont été formulées : (i) Doter les services de prise en charge en matériels adéquats ; (ii) Former les acteurs de prise en charge des victimes.

-  **Action 3.4.2.2** Prise en charge intégrée des victimes

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, deux (2) activités sont programmées : (i) Apporter une prise en charge psychosociale aux victimes de mines, EEI et restes explosifs ; (ii) Apporter une prise en charge médicale aux victimes de mines, EEI et restes explosifs.

II.4. AXE 4 : PILOTAGE DE LA STRATEGIE

Le dernier axe de la SNR-PDICA vise à contribuer au renforcement du mécanisme de coordination de tous les intervenants au niveau central, déconcentré et décentralisé ainsi que le système d'information, de collecte de données, de suivi et d'évaluation dans le domaine du relèvement des personnes déplacées et des communautés d'accueil. Ce mécanisme est bâti autour du CONASUR.

L'axe 4 se compose de trois (3) objectifs stratégiques et de six (6) effets attendus.

- **Objectif stratégique 4.1 : Assurer la coordination des interventions des différents acteurs en matière de relèvement et de promotion de la résilience**

- **Effet attendu 4.1.1** : Les instances de coordination sont fonctionnelles

Cet effet attendu comporte deux (2) actions :



Action 4.1.1.1 Renforcement des capacités des instances

Au titre de cette action, onze (11) activités sont formulées dont : (i) Tenir des cadres de concertations des CORESUR des COPROSUR des CODESUR ; (ii) Organiser des missions de suivi et évaluation ; (iii) Organiser des ateliers bilan ; (iv) Organiser des revues annuelles.



Action 4.1.1.2 Amélioration de la coordination en matière de relèvement et de Nexus

Pour la réalisation de cette action, trois (3) activités sont retenues : (i) Organiser un forum national sur le Nexus ; (ii) Réaliser une étude diagnostique de la situation humanitaire nationale en rapport avec les opportunités pour le relèvement ; (iii) Réaliser une cartographie des acteurs humanitaires (ONG et Association).

- **Effet attendu 4.1.2** : Les interventions sont mises en œuvre de manière efficace

Pour cet effet, deux (2) actions sont formulées :



Action 4.1.2.1 Renforcement des capacités des acteurs sur la mise en œuvre du Nexus

La mise en œuvre de cette action passera par la réalisation de deux (2) activités : (i) Former les travailleurs sociaux sur l'évaluation des besoins post-catastrophes ; (ii) Former les travailleurs sociaux sur les normes d'inclusion humanitaire.



Action 4.1.2.2 Mise en œuvre d'initiatives conjointes couvrant les domaines du Nexus

Deux (2) activités seront mises en œuvre : (i) Organiser des voyages d'étude pour partage d'expérience ; (ii) Tenir des cadres de concertations entre acteurs humanitaires et de développement.

- **Objectif stratégique 4.2 : Améliorer le système d'information et de suivi-évaluation en matière de relèvement des personnes déplacées et des communautés d'accueil au Burkina Faso**

- **Effet attendu 4.2.1** : L'accès à l'information sur le relèvement est assuré



Action 4.2.1.1 Mise en œuvre d'un plan de communication sur la visibilité des actions de relèvement

La mise en œuvre de cette action nécessitera une (1) activité principale : Elaboration d'un plan de communication pour la diffusion des informations sur le relèvement et la stabilisation dans les zones à forts défis sécuritaires.



Action 4.2.1.2 Mise en place de plateformes de partage d'informations sur les activités de relèvement et de stabilisation.

Pour l'atteinte de cette action, deux (2) activités seront mise en œuvre : (i) Elaborer un protocole de partage des données sur le relèvement ; (ii) Création d'une plateforme de partage des données.

- **Effet attendu 4.2.2** : Les données complètes et désagrégées en matière de relèvement des personnes déplacées et des communautés d'accueil sont disponibles et accessibles

La réalisation de cet effet nécessitera la mise en œuvre des actions suivantes :



Action 4.2.2.1 Développement/harmonisation d'outils de collecte de données désagrégées et de suivi/rapportage

Au titre de cette action trois (3) activités sont mises en œuvre : (i) Elaborer des outils de collecte sur le relèvement ; (ii) Traiter et analyser les données ; (iii) Organiser des sessions de validations des données.



Action 4.2.2.2 Développement d'un système performant de capitalisation des bonnes pratiques endogènes mises en œuvre lors des interventions

Pour la réalisation de cette action, trois (3) activités sont formulées : (i) Organiser des rencontres semestrielles de partage de bonnes pratiques ; (ii) Réaliser un film documentaire sur les bonnes pratiques en matière de relèvement ; (iii) Elaborer un rapport conjoint de capitalisation.

➤ **Objectif stratégique 4.3. Assurer la planification et le suivi-évaluation**

Pour atteindre cet objectif, deux (2) effets attendus sont nécessaires.

- **Effet attendu 4.3.1** : Le système de planification, de suivi et d'évaluation est harmonisé et fonctionnel



Action 4.3.1.1 Mise en œuvre du dispositif de planification, de supervision, de gestion et de suivi de la mise en œuvre de la SNR-PDICA

Pour la réalisation de cette action, dix (10) activités sont retenues dont : (i) Mettre en place le dispositif de suivi-évaluation ; (ii) Elaborer les métadonnées des indicateurs de la SNR ; (iii) Elaborer le rapport annuel du Plan de travail annuel de la SNR ; (iv) Actualiser le plan d'actions opérationnel de la SNR.



Action 4.3.1.2 Amélioration du dispositif de capitalisation des interventions

La réalisation de cette action portera sur la conduite de deux (2) activités : (i) Organiser un atelier d'harmonisation des outils de capitalisation de l'aide humanitaire au profit des PDI ; (ii) Réaliser des sorties de suivi-supervision au niveau national de la mise en œuvre des activités de relèvement au profit des personnes déplacées internes.

- **Effet attendu 4.3.2** : Des mécanismes de redevabilité et de gestion des plaintes sont fonctionnels

La production de cet effet nécessitera deux (2) actions :



Action 4.3.2.1 Mise en place d'un dispositif de redevabilité

Trois (3) activités sont formulées : (i) Tenir des cadres de bilans semestriels ; (ii) Construire et équiper un centre d'appel pour la gestion des plaintes ; (iii) Confectionner des banderoles pour la promotion des canaux à utiliser pour les cas de plainte et de dénonciation.



Action 4.3.2.2 Renforcement des capacités des parties prenantes en matière de redevabilité

Au titre de cette action, trois (3) activités sont retenues : (i) Organiser des campagnes d'information sur la redevabilité au profit des communautés ; (ii) Organiser des sessions de formation des acteurs de mise en œuvre sur la redevabilité ; (iii) Organiser des sessions de formation du comité de gestion des plaintes.

Coût du PAO 2023-2025 de la Stratégie

La mise en œuvre du PAO de la SNR-PDICA nécessite la mobilisation d'importantes ressources financières aux plan interne et externe. Le coût total du PAO s'élève à **813 894 049 000 FCFA** répartis entre les différents axes de la stratégie conformément au tableau ci-dessous.

Programmation financière (en milliers de FCFA) par axe stratégique

Axes	Etat	PTF	A rechercher	Total	Part (%)
Axe 1	70 247 565	380 127 609	166 364 236	616 739 410	75,78%
Axe 2	88 417 893	29 049 719	46 786 761	164 254 373	20,18%
Axe 3	1 194 375	2 004 466	28 282 275	31 481 116	3,87%
Axe 4	542 250	212 500	664 400	1 419 150	0,17%
Total	160 402 083	411 394 294	242 097 672	813 894 049	100,00%
Part (%)	19,71%	50,55%	29,75%	100,00%	

III. DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-EVALUATION

III.1 Dispositif de mise en œuvre

Elle porte sur les instruments de mise en œuvre, les acteurs de mise en œuvre et le cadre organisationnel.

III.1.1. Instruments de mise en œuvre

Le plan d'actions opérationnel (PAO) 2023-2025 sera mis en œuvre à travers les instruments suivants :

➤ Le plan de travail annuel

C'est un ensemble cohérent d'activités qui doivent être mises en œuvre avec les moyens fournis afin d'atteindre les objectifs de la stratégie. Il est élaboré selon un canevas qui permet d'appréhender les activités et les résultats opérationnels, les indicateurs de suivi et d'évaluation, le chronogramme, les besoins et les moyens de sa mise en œuvre, ainsi que de façon précise, le rôle de chaque structure dans le processus de mise en œuvre.

➤ La stratégie de mobilisation des ressources

La stratégie de mobilisation des ressources est également importante dans la mise en œuvre de la SNR-PDICA. Il s'agira de préciser les approches et actions à envisager pour mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan d'actions. Elle permettra donc de définir la part contributive de chaque acteur institutionnel, en l'occurrence l'Etat d'abord et prioritairement et ensuite les partenaires, dans le processus de relèvement et de construction de la résilience des PDI et des communautés d'accueil dans les zones à forts défis sécuritaires.

➤ Le plan intégré de communication

Dans le but de renforcer la visibilité et l'appropriation de la SNR-PDICA par toutes les parties prenantes, un plan intégré de communication sera élaboré et mis en œuvre, Il s'agira notamment de la communication de masse à travers l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Des actions de communication

seront conduites (conférences publiques, campagnes de communication, spots publicitaires, conférences de presse, émissions radiophoniques et télévisuelles, théâtres fora, couvertures médiatiques).

➤ **Le plan de suivi-évaluation**

Le plan de suivi-évaluation sera élaboré dans le but d'améliorer la collecte, le traitement et la remontée de l'information au niveau des sectoriels sur la mise en œuvre de la SNR-PDICA.

Il a également pour objectif de proposer un système de suivi et d'évaluation axé sur les résultats permettant de rendre compte des réalisations de la SNR-PDICA et d'apprécier leur impact. Il permet également d'assurer une meilleure redevabilité des acteurs et une rigueur dans le suivi, l'évaluation et la capitalisation conformément aux objectifs de la présente stratégie.

Le dispositif de suivi-évaluation mis en place sera essentiellement axé sur les résultats. Il permettra de prendre en compte les éléments suivants :

- l'observation de l'avancement de la mise en œuvre du plan d'action de manière systématique, afin de réagir de manière flexible, adaptée et ciblée aux difficultés et obstacles éventuels à travers les réunions de coordination mensuelles, les missions conjointes de suivi (ministères, PTF...), l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale ;
- la mise en œuvre cohérente des actions, en assurant le lien avec les politiques nationales de développement.

III.1.2. Acteurs de mise en œuvre

➤ **Les acteurs étatiques**

- Les Ministères et institutions

Les différents ministères et institutions impliqués dans la mise en œuvre de la SNR-PDICA sont chargés de mobiliser les ressources financières et humaines pour l'atteinte de leurs objectifs.

❖ **Ministères**

Les différents départements ministériels membres du CONASUR ou intervenant dans les domaines de l'action humanitaire, la cohésion sociale et la paix, le relèvement, le développement, la défense et la sécurité, à travers leurs structures centrales et déconcentrées joueront un rôle dans la mobilisation et la canalisation des ressources humaines, financières et matérielles nécessaires à la mise en œuvre de la SNR-PDICA. De manière spécifique, le ministère en charge de l'action humanitaire assumera la responsabilité de la coordination des interventions de l'ensemble des

acteurs et des interventions dans le cadre de la mise en œuvre de la SNR-PDICA. Ce sont les ministères en charge :

- ✓ de la Cohésion Sociale et de la Réconciliation Nationale ;
- ✓ de la Défense ;
- ✓ de l'Administration Territoriale ;
- ✓ des Finances ;
- ✓ de l'Action Humanitaire ;
- ✓ des Affaires Etrangères ;
- ✓ de l'Agriculture ;
- ✓ de la Justice ;
- ✓ de la Culture ;
- ✓ des Infrastructures
- ✓ de la Santé et de l'Hygiène Publique ;
- ✓ de la Jeunesse et de l'Emploi ;
- ✓ de l'Urbanisme et de l'Habitat.

❖ Institutions

Les institutions concernées interviendront dans la mise en œuvre de la SNR-PDICA conformément à leurs attributions et au regard de leurs capacités, à travers la mobilisation des ressources pour le financement et éventuellement pour la mise en œuvre opérationnelle des actions. Il s'agit :

- ✓ du Conseil Economique et Social (CES) ;
- ✓ du Haut Conseil du dialogue social (HCDS) ;
- ✓ du Conseil National de Secours d'urgence et de Réhabilitation (CONASUR) et ses démembrements au niveau déconcentré ;
- ✓ de la Commission Nationale pour les Réfugiés (CONAREF) ;
- ✓ de l'Observatoire National de Prévention et Gestion des Conflits Communautaires et ses démembrements (ONPGCC).

- Les Collectivités territoriales

Il s'agit des collectivités territoriales (communes et régions) affectées par l'insécurité, dont l'implication optimale dans la mise en œuvre des programmes et actions de relèvement et de promotion de la résilience au profit des PDI et communautés d'accueil est essentielle. Ces collectivités des zones à forts défis sécuritaires seront renforcées afin de les rendre aptes à assurer le leadership sans la mise en œuvre et le suivi de la SNR-PDICA au niveau local avec l'appui du CONASUR.

➤ **Les acteurs non étatiques**

- Les communautés (PDI, réfugiés et populations hôtes)

L'implication et la participation des différentes communautés constituent un des meilleurs gages de succès dans la mise en œuvre de la SNR-PDICA. Elles seront

donc responsabilisées en leurs différentes catégories ; femmes, hommes, jeunes filles et garçons, pour une meilleure prise en compte des besoins spécifiques, mais également dans la spécificité de leurs capacités respectives à contribuer à la construction d'une cohésion sociale durable. Une attention particulière sera accordée aux jeunes comme facteurs de changement et d'innovation. Enfin, l'implication des communautés servira de base pour la mise en place d'un mécanisme efficace de redevabilité.

- Les Responsables coutumiers et religieux

Leur rôle est prépondérant dans la mise en œuvre réussie de la SNR-PDICA. En effet, ils constituent des personnes de référence exerçant une autorité reconnue dans la société. Leur implication est indispensable pour le rétablissement et le maintien de la cohésion sociale, le règlement des questions foncières liées à la réalisation de la SNR-PDICA, etc.

- Les Partenaires Techniques et Financiers

Au titre des institutions internationales, nous avons les agences et entités du Système des Nations Unies ; les institutions de Bretton Woods ; les institutions de coopération multilatérales et organisations régionales, etc.

- La Croix Rouge Burkinabè (CRB), les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les Organisations de la Société Civile (OSC)

La mise en œuvre effective de la SNR-PDICA nécessitera d'impliquer la CRB, les ONG et les OSC actives et compétentes dans les différents domaines couverts à travers les axes.

Chaque acteur identifié interviendra au regard des responsabilités et rôles précisés dans le plan d'actions opérationnel de la SNR-PDICA.

III.1.3. Cadre organisationnel

La SNR-PDICA est un cadre national d'orientation stratégique en matière de relèvement au Burkina Faso pour la période 2023-2027. Son dispositif organisationnel sera adossé au dispositif du CONASUR et ses démembrements. Il est composé d'organes de pilotage et un organe de coordination.

➤ **Les organes de pilotage**

- CONASUR
- CORESUR
- COPROSUR
- CODESUR

➤ **L'organe de coordination**

Le SP/CONASUR, bras exécutif du Conseil est chargé de la coordination de la mise en œuvre de la SNR-PDICA. La coordination au niveau régional sera assurée par les Gouverneurs de régions, au niveau provincial par les Hauts-Commissaires et par les préfets au niveau département. Ils seront appuyés dans leur mission par les autres ministères concernés conformément à leur domaine de compétence.

➤ **Les instances**

Le dispositif de coordination de la SNR-PDICA comporte une instance qui est la session du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation.

Elle constitue un cadre de dialogue regroupant les acteurs du domaine de l'action humanitaire. Les sessions du CONASUR se tiennent une fois l'an avec pour objectif de prendre les décisions et donner des orientations pour une bonne mise en œuvre de la Stratégie nationale de relèvement des personnes déplacées internes et des communautés d'accueil.

La SNR-PDICA sera exécutée en cohérence, complémentarité et en synergie avec d'autres stratégies nationales telles que la Stratégie Nationale de la Cohésion sociale, Stratégie Nationale de l'Education en Situation d'Urgence (SN-ESU) 2019-2024, la Stratégie Nationale de Sécurité et la Stratégie Nationale de Lutte contre le Terrorisme. Il en sera de même avec les principaux programmes nationaux d'urgence et de résilience, en privilégiant les cadres de concertation existants et à la mise en place de nouveaux.

III.2 Suivi et évaluation

III.2.1. Mécanisme de suivi et d'évaluation

Le suivi et l'évaluation vont permettre de s'assurer que les différentes actions prévues dans le plan d'actions sont effectivement en train d'être mises en œuvre et que les objectifs intermédiaires sont atteints.

Le suivi se fera de manière continue et coordonnée avec tous les acteurs et visera à collecter, traiter et analyser les données en vue d'avoir des éléments d'appréciation sur l'utilisation des ressources mobilisées, les progrès réalisés.

La collecte et le traitement des données ainsi que le renseignement des indicateurs seront assurés par le SP/CONASUR en collaboration avec les Directions générales des études et des statistiques sectorielles des départements ministériels, les PTF et les OSC.

L'évaluation comprendra une évaluation à mi-parcours (2025) et une évaluation finale (2027). Par ailleurs, des évaluations spécifiques et une étude d'impact peuvent être commanditées afin de mesurer l'impact de la SNR-PDICA sur la vie des PDI (en zone d'accueil et de retour) et des communautés d'accueil.

III.2.2. Outils de suivi et d'évaluation

Pour que le suivi et l'évaluation soient efficaces, il importe que des outils pertinents de suivi et d'évaluation soient élaborés et que les instruments de collecte des données de terrain soient harmonisés avec les besoins d'information au niveau national et local. En ce qui concerne les outils de suivi-évaluation, il s'agit principalement :

- du cadre logique de la SNR-PDICA ;
- du cadre de mesure de performance ;
- du plan de suivi évaluation et des tableaux de bord précisant les activités de suivi évaluation au cours de l'année avec des précisions sur les structures et les personnes responsables des activités ;
- d'une base de données.

La mise en œuvre nécessitera, outre les mécanismes ci-dessus : (i) la mise en place d'un cadre de concertation entre tous les acteurs intervenants dans le relèvement, le développement et la paix, ce afin d'assurer une coordination verticale (entre intervenants) et horizontale (intersectorielle) ; (ii) le renforcement des capacités en ressources humaines, matérielles et financières des structures d'appui pour la mise en œuvre de la stratégie avec comme objectif d'accroître les aptitudes à mettre en œuvre la présente stratégie avec efficacité et efficience ; (iii) la mise en place d'un dispositif efficace de suivi et d'évaluation constant et évolutif permettant une adaptation constante et évolutive à la situation des besoins à travers un leadership renforcé, informé et proactif.

III.3. Mécanisme de financement

La mise en œuvre efficace des programmes et actions phares de relèvement et de promotion de la résilience requiert une participation institutionnelle et communautaire adéquate, à travers les organisations publiques, les collectivités territoriales, les OSC et organisations communautaires à la base ainsi que les leaders locaux. Parce que la SNR-PDICA s'inscrit dans l'approche Nexus Humanitaire – Développement – Paix, les possibilités de financement comprennent à la fois les ressources mobilisables à la fois auprès des acteurs humanitaires, des acteurs du développement et de ceux de la promotion de la paix et de la sécurité. Cependant, cette mobilisation des ressources privilégiera d'abord les sources publiques au niveau national. Le plan d'action opérationnel proposé dans ce document de stratégie permettra le positionnement des différents acteurs concernés par la mise en œuvre.

Le financement de la présente stratégie sera essentiellement grâce à un mécanisme comprenant le recours des ressources à la fois au niveau interne et externe.

III.3.1. Au niveau interne

La mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la SNR-PDICA fera d'abord et prioritairement recours aux financements publics, à travers :

- les mécanismes budgétaires habituels (Cadres de dépenses à moyen terme, budgets programme, etc.) ;
- les ressources provenant du Fonds National de Solidarité et de Résilience Sociale (FNS-RS)² ;
- les financements mobilisés auprès d'investisseurs privés nationaux ou intervenant au Burkina Faso ;
- les donations de fondations, de divers donateurs privés ou institutionnels, des collectivités territoriales, d'associations, d'ONG locales, d'Organisations de la Société Civile (OSC), de personnalités physiques ou morales burkinabè ou installées dans le pays ;
- les produits d'appels humanitaires, d'appels ou à contribution, ainsi que de diverses campagnes de mobilisations de contributions organisés localement, y compris par des moyens innovants.

III.3.2. Au niveau externe

Au regard de la faible capacité de mobilisation de ressources au niveau interne eu égard, entre autres, aux contraintes budgétaires liées en particulier aux efforts de sécurisation du territoire, une contribution des différents partenaires au développement pourra être sollicitée pour la réalisation de la SNR-PDICA.

A titre complémentaire, la mobilisation des ressources se fera également dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale, grâce aux contributions de partenaires techniques et financiers. Il s'agit en l'occurrence :

- des agences et entités du Système des Nations Unies (SNU)³ ;
- de la Délégation de l'Union Européenne (UE) et de la Direction Générale de la Protection Civile et les Opérations d'Aide Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO) ;
- des institutions de Bretton Woods ;
- des banques continentales et régionales ;
- d'institutions internationales de financement ;
- des organisations régionales et continentales, etc.

La mobilisation des ressources financières au niveau international pourra se faire grâce aux produits d'appels humanitaires ou d'appels ou à contribution, et à travers diverses campagnes de mobilisations de contributions organisées localement, y compris par des moyens innovants. Elle pourra également se réaliser à travers des

² Précédemment Fonds National de Solidarité et de Résilience Sociale (FNS-RS).

³ Il s'agit essentiellement d'OCHA, du HCR, du PNUD, du PAM, de l'UNICEF, de la FAO, de l'OIM, de l'OMS, de l'UNFPA et de l'UNESCO.

conférences de donateurs, des requêtes de financement aux fonds d'urgence et aux facilités dédiées à la gestion des risques de catastrophe et au relèvement. Peuvent être cités la Facilité Mondiale pour la Prévention des Risques de Catastrophes et le Relèvement (Global Facility For Disaster Reduction And Recovery) géré par le Groupe de la Banque Mondiale), les fonds fiduciaires d'Urgence et de Relèvement et les fonds de transfert des risques, du Projet African Disaster Risk Financing (ADRFi) de la Banque Africaine de Développement (BAD), etc.

Le financement de la SNR-PDICA pourra, le cas échéant, faire appel au Partenariat Public-Privé (PPP) ou à des processus globaux tels que Connecting Business initiative (CBI) lancé lors du Sommet Humanitaire Mondial de 2016⁴.

IV. ANALYSE ET GESTION DES RISQUES

Les risques constituent des obstacles probables à la mise en œuvre efficace et efficiente du plan d'actions opérationnel de la SNR-PDICA. En cohérence avec les hypothèses retenues par la stratégie, les principaux risques à considérer sont :

- ✓ l'insécurité ;
- ✓ les crises socio-politiques ;
- ✓ le risque financier ;
- ✓ la faible implication des acteurs de mise en œuvre ;
- ✓ les risques liés aux catastrophes d'origine naturelle et aux changements climatiques ;
- ✓ les risques sanitaires.

Pour atténuer ces risques, des mesures de mitigation seront nécessaires. Il s'agit notamment de :

- ✓ établir et maintenir de bonnes relations avec les FDS (le cas échéant) et avec les personnes ressources de la zone ;
- ✓ privilégier la concertation avec les partenaires locaux et les populations ;
- ✓ se doter d'un plan de financement prévoyant diverses sources et divers donateurs et des mécanismes de contrôle et de redevabilité ;
- ✓ travailler sur l'acceptation des acteurs de la mise en œuvre de la SNR-PDICA par les populations bénéficiaires ;
- ✓ se doter de plan de contingence et de plan de continuité des affaires ;
- ✓ renforcer la surveillance sanitaire aux points d'entrée (terrestre, aéroportuaire, ferroviaire).

⁴ CBI est dédié à l'engagement stratégique avec le secteur privé avant, pendant et après les urgences humanitaires.

Annexe : Tableau de programmation physique et financière

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							ETAT	PTF	A rechercher							
AXE 1 : AMELIORATION DE L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE ET PROMOTION DE CADRES DE VIE DECENTS DANS ZONES DE RETOUR, D'INTEGRATION ET DE REINSTALLATION																
Objectif stratégique 1.1 : Améliorer l'accès aux services sociaux de base dans les zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées																
Effet attendu 1.1.1 : Les hommes et les femmes des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées ont accès à l'eau, l'hygiène et à l'assainissement de qualité																
A1.1.1.1: Réalisation/réhabilitation d'infrastructures hydrauliques																
A.1.1.1.1	Appuyer la réalisation de points d'eau pour le retour des ménages déplacés internes	Nombre de forage réalisé et équipé	Rapport d'activités	SP-CNPS	SP/CONASUR		80			512 000			512 000	512 000		
A.1.1.1.2	Réaliser des forages équipés de PMH dans les zones d'intégration, de réinstallation et de retour des PDI	Nombre de forages réalisés et équipés	Rapport d'activités	CRBF	CRLUX, CRE, CRM, CRB		43	40	40	95 550	90 000	90 000	275 550		95 550 180 000	
A.1.1.1.3	Construire/réhabiliter des forages équipés de pompe à motricité humaine à usage domestique.	Nombre de forages construits/réhabilités	Rapport d'activité	Ministère en charge de l'eau	FAO			3		74 280			74 280		74 280	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.1.1.4	Réaliser des forages	Nombre de forage réalisé et équipé	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'eau / PNUD	ONG, secteur privé, UNHABITAT, UNICEF		20	50	50	80 000	200 000	200 000	480 000		480 000	
A.1.1.1.5	Réhabiliter les forages	Nombre de forage réhabilité et équipé	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'eau / PNUD	ONG, secteur privé, PTF			100	100		100 000	100 000	200 000		200 000	
A.1.1.1.6	Réaliser les adductions d'eau potable	Nombre d'adduction d'eau potable réalisé et équipé	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'eau / PNUD	UNICEF			4	4		400 000	400 000	800 000		800 000	
A.1.1.1.7	Réaliser des forages à motricité humaine dans les établissements scolaires	Nombre de forages à motricité humaine réalisés	PV de réception	DGESS/MENAPLN	SP/CONASUR		100	100	100	500 000	500 000	500 000	1 500 000	1 500 000		
A.1.1.1.8	Réaliser des Postes d'eau autonome (PEA) dans les établissements scolaires	Nombre de PEA réalisés	PV de réception	DGESS/MENAPLN	SP/CONASUR		50	50	50	1 250 000	1 250 000	1 250 000	3 750 000	3 750 000		
A.1.1.1.9	Réaliser des forages à pompes immergées (forages à gros débits) avec un polytank dans les établissements scolaires	Nombre de forages à pompes immergées réalisés	PV de réception	DGESS/MENAPLN	SP/CONASUR		50	50	50	600 000	600 000	600 000	1 800 000	1 800 000		

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.1.1.10	Réhabiliter des forages à motricité humaine dans les établissements scolaires	Nombre de forages à motricité humaine réhabilités	PV de réception	DGESS/MENAPLN	SP/CONASUR		600	700	700	1 200 000	1 400 000	1 400 000	4 000 000	4 000 000		
A.1.1.1.11	Réaliser des forages équipés de postes d'eau autonomes	Nombre de forage réalisé et équipé système autonome (PEA)	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'eau	UNICEF, DREA		20	25	25	800 000	1 000 000	1 000 000	2 800 000		2 800 000	
A.1.1.1.12	Réparer des pompes à motricité humaine	Nombre de PMH réparés	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'eau	UNICEF, DREA		50	50	30	250 000	250 000	150 000	650 000		650 000	
A.1.1.1.13	Réaliser les adductions d'eau potable	Nombre d'adduction d'eau potable réalisé et équipé	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'eau	UNICEF, DREA		15	10	15	975 000	650 000	1 000 000	2 625 000		2 625 000	
A.1.1.1.14	Réhabiliter les adductions d'eau potable	Nombre d'adduction d'eau potable réhabilité et équipé	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'eau	UNICEF, DREA		6	5	5	150 000	125 000	125 000	400 000		400 000	
Sous total A.1.1.1										6 412 550	6 639 280	6 815 000	19 866 830	11 562 000	8 124 830	180 000
A.1.1.2: Réalisation/réhabilitation d'ouvrages d'assainissement autonome amélioré																
A.1.1.2.1	Réaliser des latrines familiales au profit des PDI et communautés	Nombre de latrines réalisées	Rapport d'activités	CRBF	CRLUX, CRE, CRM, CRB		1 617	1 617	1 617	243 500	243 500	243 500	730 500		243 500	487 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	hôtes vulnérables															
A.1.1.1.2.2	Construire des blocs de latrines en prenant en compte le genre, les ESH et la GHM dans les établissements scolaires	Nombre de blocs de latrines réalisés	PV de réception	DGESS/MENAPLN	SP/CONASUR		200	200	200	800 000	800 000	800 000	2 400 000	2 400 000		
A.1.1.1.2.3	Réhabiliter des blocs de latrines défectueuses dans les établissements scolaires	Nombre de blocs de latrines défectueuses réhabilités	PV de réception	DGESS/MENAPLN	SP/CONASUR		600	700	700	1 200 000	1 400 000	1 400 000	4 000 000	2 600 000		1 400 000
Sous total A.1.1.1.2										2 243 500	2 443 500	2 443 500	7 130 500	5 000 000	243 500	1 887 000
A.1.1.1.3: Promotion de l'utilisation et l'entretien des ouvrages d'assainissement																
A.1.1.1.3.1	Former des leaders communautaires sur l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC)	Nombre de leaders communautaires formés	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'assainissement	ONG, secteur privé, UNICEF			15	25		10 000	15 000	25 000	25 000		
A.1.1.1.3.2	Mettre en place des comités de suivi et de	Nombre de comités mis en place	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'assainissement/UNICEF	ONG, secteur privé, UNICEF		10	10	10	2 000	2 000	2 000	6 000	6 000		

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	gestion des ouvrages															
A.1.1.1.3.3	Instituer des journées de salubrité dans les communautés	Nombre de localités ayant institué la journée de salubrité	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'assainissement/UNICEF	ONG, secteur privé, UNICEF		200	300	400	50 000	75 000	100 000	225 000	225 000		
A.1.1.1.3.4	Organiser des séances de sensibilisation sur l'utilisation adéquate et l'entretien correct des ouvrages d'hygiène et d'assainissement dans 1400 établissements scolaires	Nombre d'établissements scolaires bénéficiaires des séances	Rapports de mission	DAMSSE/DGAEF/MENAPLN	SP/CONASUR		200	600	600	15 780	47 340	47 340	110 460	110 460		
A.1.1.1.3.5	Réaliser des activités d'assainissement des espaces communautaires sous forme HIMO des femmes et des jeunes	Superficie en Ha des espaces communautaires assainies	Rapport d'activités	Délégations spéciales /Ministère infrastructure	PAM		50	50		350 000	350 000		700 000		700 000	
A.1.1.1.3.6	Réaliser des activités d'assainissement des services sociaux de base sous forme HIMO	Nombre d'école, CSPS assainies	Rapport d'activités	Délégations spéciales /Ministère infrastructure	PAM		20	50	50	3 000	7 500	7 500	18 000		18 000	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	des femmes et des jeunes															
A.1.1.1.3.7	Réaliser des activités d'assainissement du cadre de vie sous forme HIMO des femmes et des jeunes	Nombre de marché assainies	Rapport d'activités	Délégations spéciales /Ministère infrastructure	PAM			10	10		25 000	25 000	50 000		50 000	
Sous total A.1.1.1.3										420 780	516 840	196 840	1 134 460	366 460	768 000	0
A.1.1.1.4: Promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement																
A.1.1.1.4.1	Sensibiliser les PDI et communautés hotes vulnérables sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement	Nombre de personnes sensibilisées	Rapport d'activités	CRBF	CRLUX, CRE, CRM, CRB		12 280	12 280	12 280	40 900	40 900	40 900	122 700		122 700	
A.1.1.1.4.2	Organiser des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement	Nombre de séances de sensibilisation organisé	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'assainissement/UNICEF	UNICEF			50	60		250	300	550		550	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.I.I.1.4.3	Installer des dispositifs de lavage des mains dans les espaces publics (centres de santé, écoles etc)	Nombre de dispositifs installés	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'assainissement/UNICEF	UNICEF			300	400		15 000	20 000	35 000		35 000	
A.I.I.1.4.4	Mettre en place des centres de tri des déchets	Nombre de centres de tri des déchets mis en place	Rapport d'activités	Collectivités territoriales/UNHABITAT	ONG, UNHABITAT, les collectivités territoriales, les COGES, Ministère en charge de l'assainissement			25	50		50 000	100 000	150 000	0	150 000	
A.I.I.1.4.5	Former de nouvelles cantinières des écoles ciblées sur les bonnes pratiques d'hygiène et de préparation des repas	Nombre de nouvelles cantinières formées	Rapport d'activités	DAMSSE/PAM	Collectivités territoriales		200	200	200	9 100	9 100	9 100	27 300		27 300	
A.I.I.1.4.6	Former des acteurs de l'éducation sur l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire	Nombre d'acteurs formés	Rapports de mission	DAMSSE/DGAEF/MENAPLN	SP/CONASUR		300	600	600	72 000	144 000	144 000	360 000	360 000		
A.I.I.1.4.7	Doter des écoles/établissements en matériels d'hygiène	Nombre d'écoles dotées	PV de réception	DAMSSE/DGAEF/MENAPLN	SP/CONASUR			100	100		30 000	30 000	60 000	60 000		

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.1.1.4.8	Doter les CSPS de kits d'hygiène et d'assainissement	Nombre de kits distribués	Rapport d'activités	CRBF-Projet AHPV/AECID	CRE		10			12 600			12 600		12 600	
Sous total A.1.1.1.4										134 600	289 250	344 300	768 150	420 000	348 150	0
Total effet attendu 1.1.1										9 211 430	9 888 870	9 799 640	28 899 940	17 348 460	9 484 480	2 067 000
Effet attendu 1.1.2 : Les hommes, les femmes et les jeunes des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées ont accès aux soins de santé de qualité																
A 1.1.2.1: Renforcement du dispositif d'offre de service de santé de qualité																
A 1.1.2.1.1	Doter les districts sanitaires en ambulances tricycles	Nombre d'ambulances dotées	Rapport d'activités	Croix-Rouge Burkinabè (CRBF)	Croix-Rouge de Belgique (CRB)			6			9 000		9 000		9 000	
A 1.1.2.1.2	Former les prestataires sur le Dispositif minimum d'urgence en SSR, sur les SONU/PF, la Prise en charge des cas de viol/VBG	Nombre de prestataires formés	Rapports d'activités	DSF/Ministère en charge de la santé/	UNFPA		500	500	500	40 000	40 000	40 000	120 000		120 000	
A 1.1.2.1.3	Doter les accoucheuses villageoises (AV) de kits d'accouchement sécurisés	Nombre d'AV Equipées	Rapports de AV formes	DSF/Ministère en charge de la santé/	UNFPA		100	100	100	10 000	10 000	10 000	30 000		30 000	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A 1.1.2.1.4	Doter des écoles/établissements en matériel de premiers secours d'urgence	Nombre d'écoles dotées	PV de réception	DAMSSE/DGAEF/MENAPLN	MSHP		100	100	100	80 000	80 000	80 000	240 000		240 000	
A 1.1.2.1.5	Rehabiliter les centres de santé endommagés	Nombre de centres de santé réhabilités	Rapport d'activités	Ministère en charge de la santé	ONG, PTF, les collectivités territoriales			50	75		1 000 000	1 500 000	2 500 000			2 500 000
A 1.1.2.1.6	Équiper les centres de santé endommagés	Nombre de centres de santé équipés	Rapport d'activités	Ministère en charge de la santé	ONG, PTF, les collectivités territoriales			50	75		500 000	750 000	1 250 000		80 000	1 170 000
A 1.1.2.1.7	Construire et équiper des centres de santé supplémentaires	Nombre de centres de santé construits et équipés	Rapport d'activités	Ministère en charge de la santé	ONG, PTF, les collectivités territoriales			20	25		800 000	1 000 000	1 800 000			1 800 000
A 1.1.2.1.8	Acquérir des équipements pour appuyer le déploiement de la plateforme mhealth au niveau district sanitaire de Kaya	Nombre de kits acquis et mis à la disposition des districts	Rapports d'activités	Croix-Rouge burkinabè	MSHP, Croix-Rouge Belgique		770			65 000			65 000		65 000	0

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A 1.1.2.1.9	Former des acteurs de santé sur la plateforme mhealth	Nombre acteurs de santé sur la plateforme mhealth formés	Rapports d'activités	Croix-Rouge burkinabè	MSHP, Croix-Rouge Belgique		913			84 252			84 252		84 252	
A 1.1.2.1.10	Former des Volontaires sur le mécanisme de Surveillance à base communautaire (SBC) de la CRBF	Nombre de volontaires formés	Rapports d'activités	Croix-Rouge burkinabè	MSHP, Croix-Rouge Belgique					18 000			18 000		18 000	
A 1.1.2.1.11	Doter des établissements scolaires en kits santé (produits pharmaceutiques, désinfectants, matériels de premiers soins d'urgence...)	Nombre d'établissements dotés en kits de santé	PV de réception	DAMSSE/DGAEF/MENAPLN	MSHP, SP/CONASUR		50	100	100	25 000	50 000	50 000	125 000		125 000	
A 1.1.2.1.12	Equiper les maternités en kits SR et autres matériels biomédicaux	Nombre de maternités équipées	Rapport d'activités	DSF/Ministère en charge de la santé	/UNFPA		30	30	30	50 000	50 000	50 000	150 000		150 000	
A 1.1.2.1.13	Equiper les Postes de santé avancés (PSA) en kits SR (y compris	Nombre de kits distribués	Rapports d'activités, Bordereaux de livraison	DSF/Ministère en charge de la santé	/UNFPA		200	200	200	400 000	400 000	400 000	1 200 000		1 200 000	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	les kits SR d'urgence)															
A 1.1.2.1.14	Organiser des séances de sensibilisation sur les pratiques d'alimentation, de nutrition, hygiène et de santé au profit des PDI (projection cinématographique) [Convention avec STD Santé]	Nombre de séances de sensibilisation organisée	Rapport d'activités	SE-CNSA	DRARAH		5			9 000			9 000	9 000		
A 1.1.2.1.15	Former des agents de santé sur le dépistage et le traitement de la malnutrition.	Nombre d'agents de santé formés	Rapport d'activités	MSHP	CRE, CRBF-Projet AHPV/AECID			100	100		20 000	20 000	40 000			40 000
A 1.1.2.1.16	Réaliser des séances de sensibilisation aux bonnes pratiques nutritionnelles et alimentaires suivies de démonstrations culinaires, aux	Nombre de séances réalisées	Rapport d'activités	CRBF-Projet AHPV/AECID	CRE		120			24 080			24 080			24 080

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	droits des femmes et à l'environnement dans les CSPS sélectionnés															
Sous total A.1.1.2.1										805 332	2 959 000	3 900 000	7 664 332	9 000	2 121 252	5 534 080
A 1.1.2.2: Amélioration de la disponibilité de produits de santé de qualité																
A 1.1.2.2.1	Appuyer la mise en place et le fonctionnement des GASPA des femmes déplacées internes en âge de procréer	Nombre de GASPA mise en place (en lot)	Rapport d'activités	SE-CNSA	DRARAH		15			30 000			30 000	30 000		
A 1.1.2.2.2	Organiser des séances de sensibilisation des PDI et les ménages hôtes sur les thématiques en lien avec la nutrition préventive (AEN, AEH etc.)	Nombre de séances de sensibilisation organisées	Rapport d'activités	SE-CNSA	DRARAH		10			15 000			15 000	15 000		

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A 1.1.2.2.3	Organiser des séances de sensibilisation sur les pratiques d'alimentation, de nutrition, hygiène et de santé au profit des PDI (projection cinématographique) [Convention avec STD Santé]	Nombre de séances de sensibilisation organisée	Rapport d'activités	SE-CNSA	DRARAH		5			9 000			9 000	9 000		
A 1.1.2.2.4	Fournir des kits pour le diagnostic et le traitement des patients souffrant de malnutrition modérée, aiguë et sévère aux CSPS	Nombre de kits fournis	Rapport d'activités	CRBF-Projet	CRE		10			13 500			13 500		13 500	
Sous total A.1.1.2.2										67 500	0	0	67 500	54 000	13 500	0
Total effet attendu 1.1.2										872 832	2 959 000	3 900 000	7 731 832	63 000	2 134 752	5 534 080
Effet attendu 1.1.3: La sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées est assurée																
A 1.1.3.1: Aménagement intégré des sites de production agricole dans des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées et des communautés d'accueil																

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A 1.1.3.1.1	Réaliser des jardins nutritifs au profit des PDI et les ménages hôtes	Nombre de jardins nutritifs réalisés	Rapport d'activités	MARAH/PRIAN/PDI	DRARAH/PAM, DGEVCC STD, Collectivités, CVO		45	35	35	312 044	53 000	53 000	418 044	418 044		
A 1.1.3.1.2	Mettre en place des unités de compostages	Nombre d'unités de compostage mis en place	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'environnement DCPS/CRBF	CRE, CRB, PAM		2	4	2	12 500	38 750	26 250	77 500		51 250	26 250
A 1.1.3.1.3	Aménager des champs de la paix (fermes agro-pastorales)	Nombre de champs de la paix aménagés	Rapport d'activités	MARAH/PNUD	PNUD, Parties responsables			2	2	100 000	200 000	200 000	500 000		500 000	
A 1.1.3.1.4	Aménager des fermes modèles pour la production agro-sylvo-pastorales)	Nombre de fermes aménagés	Rapport d'activités	MARAH/PAM	DRARAH, collectivités territoriales, ONG			2	1		200 000	100 000	300 000		300 000	
A 1.1.3.1.5	Réaliser des périmètres maraichers	Nombre de périmètre réalisé	Rapport d'activité	MARAH	FAO			2			92 000		92 000		92 000	
A 1.1.3.1.6	Réaliser les travaux d'aménagement des sites pour la production maraichère et de Produit forestier non ligneux (PFNL)	Nombre de sites aménagés	Rapport d'activité	MARAH	FAO			2			63 138		63 138		63 138	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A 1.1.3.1.7	Réaliser des bœufs pour l'abreuvement des animaux et pour la maraîchage	Nombre de bœufs réalisés	Rapport d'activités	Ministère en charge d'élevage, Ministère en charge d'agriculture/PAM	PAM		10	10	10	135 945	135 945	135 945	407 835		407 835	
A 1.1.3.1.8	Réaliser des bœufs de 30.000 m3 (y compris aménagements annexes) en intégrant des bassins piscicoles de 60 m3	Nombre de bœufs réalisés	Rapport d'activités	Ministère de l'Agriculture	FAO			15			1 318 266		1 318 266		1 318 266	
A 1.1.3.1.9	Restaurer les pâturages dégradés	Nombre d'hectares de pâturages restaurés	Rapport d'activités	Ministère en charge d'élevage/PAM	PAM		50	300	900	18 765	112 590	337 770	469 125		469 125	
A 1.1.3.1.10	Récupérer les terres dégradées pour les cultures	Nombre d'hectares récupérées	Rapport d'activités	Ministère en charge d'agriculture/PAM	PAM		50	200	600	32 400	129 600	388 800	550 800		550 800	
A 1.1.3.1.11	Aménager les terres pour la culture fourragère	Nombre d'hectares aménagées	Rapport d'activités	MARAH/PAM	PAM		5	10	20	50 000	100 000	200 000	350 000		350 000	
A 1.1.3.1.12	Mettre en place des fermes agroécologiques comme centres de formation	Nombre de fermes mis en place	Rapport d'activités	MARAH	FAO			3			55 710		55 710		55 710	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	pratique des acteurs															
A 1.1.3.1.13	Réhabiliter des boulis en situation de dégradation avancée (y compris 5 bassins piscicoles de 60 m3)	Nombre de boulis réhabilités	Rapport d'activités	Ministère de l'Agriculture	FAO			5			77 375		77 375		77 375	
A 1.1.3.1.14	Construire/réhabiliter des forages équipés de pompe à motricité humaine à usage domestique.	Nombre de forages construits/réhabilités	Rapport d'activités	Ministère de l'Agriculture	FAO			3			74 280		74 280		74 280	
A 1.1.3.1.15	Mettre en place des aménagements de gestion conservatoire des eaux et des sols (dispositifs CES) à l'échelle du bassin versant par les usagers (au moins 200 ha)	Nombre d'hectares aménagés	Rapport d'activités	Ministère de l'Agriculture	FAO			5			12 380		12 380		12 380	
Sous total A.1.1.3.1										661 654	2 663 034	1 441 765	4 766 453	418 044	4 322 159	26 250

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							ETAT	PTF	A rechercher							
A 1.1.3.2: Accompagnement des agro-pasteurs des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées et des communautés d'accueil																
A 1.1.3.2.1	Acquérir des semences améliorées de céréales et niébé pour la production pluviale au profit des PDI et ménages hôtes	Quantité de semences améliorées de céréales et niébé acquise (en tonnes)	Rapport d'activités	MARAH/PRIAN/PDI	DRARAH/PAM		24			70 372			70 372	70 372		
A 1.1.3.2.2	Acquérir des équipements de production végétale (kits=5 brouettes, 10 pioches, 10 pelles, 10 râpeaux, 10 arrosoirs)	Nombre kits d'équipement de production végétale acquis (en kit)	Rapport d'activités	MARAH/PRIAN/PDI	DRARAH/PAM		40			32 842			32 842	32 842		
A 1.1.3.2.3	Acquérir des équipements de production animale (kit=1 abreuvoir, 1 mangeoire et 1 seau)	Nombre kits d'équipement de production animale acquis (en kit)	Rapport d'activités	MARAH/PRIAN/PDI	DRARAH		400			3 055			3 055	3 055		

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A 1.1.3.2.4	Acquérir du matériel pour la réalisation des aménagements CES/DRS au profit des PDI et hôtes (kit= 04 brouettes, 02 barre à mine, 02 marteaux, 04 pelles, 02 triangles à pente munis de niveau à maçon, 02 niveaux à eau, 04 pioches, 01 ruban métrique de 100 mètres, 01 rouleau de ficelles et 10 paires de gant)	Nombre de kits de matériels pour CES/DRS acquis (en kit)	Rapport d'activités	MARAH/PRIAN/PDI	DRARAH/PAM		80			41 589			41 589	41 589		
A 1.1.3.2.5	Acquérir des sacs PICS pour la conservation du Niébé	Nombre de sacs PICS (en sac)	Rapport d'activités	MARAH/PRIAN/PDI	DRARAH, PAM		5 000			6 747			6 747	6 747		
A 1.1.3.2.6	Acquérir des Semences maraichères au profit des PDI et des ménages hôtes	Quantité de semences maraichères acquises (en Kg)	Rapport d'activités	MARAH/PRIAN/PDI	DRARAH		66			104 476			104 476	104 476		
A 1.1.3.2.7	Acquérir des fertilisants au	Quantité de fertilisants	Rapport d'activités	MARAH/PRIAN/PDI	DRARAH		1 398			174 768			174 768	174 768		

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	profit des PDI et ménages hôtes	acquis (en tonne)														
A 1.1.3.2.8	Appuyer la construction de poulaillers	Nombre de poulaillers construits	Rapport d'activités	MARAH/PRIAN/PDI	DRARAH		100			9 972			9 972	9 972		
A 1.1.3.2.9	Appuyer la construction d'enclos	Nombre d'enclos construits	Rapport d'activités	MARAH/PRIAN/PDI	DRARAH		100			9 972			9 972	9 972		
A 1.1.3.2.10	Appuyer les producteurs vulnérables avec des semences améliorées	Quantité de semences distribuées (en kg)	Rapport d'activités	MARAH/CRBF	CRE, CRBF		5 000	5 000	5 000	25 000	25 000	25 000	75 000		25 000	50 000
A 1.1.3.2.11	Réaliser les forages pastoraux	Nombre de forages pastoraux réalisés	Rapport d'activités	Ministère en charge d'agriculture/FAO	FAO			2			136 180		136 180		136 180	
A 1.1.3.2.12	Distribuer des noyaux reproducteurs de petits ruminants	Nombre de noyaux reproducteurs de petits ruminants distribués	Rapport d'activités	Ministère en charge d'élevage/PAM	PAM, CRBF, SECURAGRI, OCADES, World Vision, TDH		2 907	500	500	528 495	75 000	75 000	678 495		678 495	
A 1.1.3.2.13	Distribuer des noyaux reproducteurs des petits ruminants	Nombre de noyaux reproducteurs des petits ruminants	Rapport d'activités	Ministère en charge d'élevage	PAM		2 500	2 500	2 500	500 000	500 000	500 000	1 500 000			1 500 000
A 1.1.3.2.14	Distribuer des kits d'intrants pour les fermes agroécologiques au profit des	Nombre de kits distribués	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques/FAO	FAO		3	3		18 570	18 570		37 140		37 140	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	PDI et des communautés d'accueil															
A 1.1.3.2.15	Distribuer des kits de productions vivrière et maraichère	Nombre de kits distribués	Rapport d'activité	MARAH	FAO, DRARAH			1 500			92 850		92 850		92 850	
A 1.1.3.2.16	Distribuer des alevins	Quantité d'alevins distribués (en kg)	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques/FAO	FAO			360			8 022		8 022		8 022	
A 1.1.3.2.17	Distribuer des aliments de poissons	Quantité d'aliments de poissons distribués (en kg)	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques	FAO			9 000			11 142		11 142		11 142	
A 1.1.3.2.18	Distribuer des Kits de production sylvicole à 3000 producteurs (semences, pots, plants)	Nombre de kits distribués (100 plants)	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques	FAO			1 500			69 638		69 638		69 638	
A 1.1.3.2.19	Distribuer des kits d'intrants de production fourragère (fourniture de semences fourragères)	Nombre de kits distribués	Rapport d'activité	MARAH	FAO, world vision		21	200		1 000	9 285		10 285		10 285	
A 1.1.3.2.20	Réaliser des pistes à bétail	Nombre de superficie de	Rapport d'activité	MARAH	FAO, DRARAH				240			60 910	60 910		60 910	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	et couloirs de transhumance	pistes à bétail réalisé (en km)														
A 1.1.3.2.21	Réaliser des aires de pâture	Nombre de superficie réalisée (en ha)	Rapport d'activité	MARAH	FAO, DRARAH			800			24 760		24 760		24 760	
A 1.1.3.2.22	Distribuer des aliments bétail gratuit au PDI	Quantité d'aliments distribués (en Kg)	Rapport d'activités	MARAH	World vision, FAO		116 800			29 200			29 200		29 200	
A 1.1.3.2.23	Assurer la surveillance épidémiologique des maladies prioritaires	Nombre de Suivi annuel	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques/FAO	FAO		2			5 332			5 332		5 332	
A 1.1.3.2.24	Organiser des sessions de formation au profit de 200 agents vétérinaires des postes vétérinaires sur le contrôle et la lutte contre les épizooties	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activité	MARAH	FAO		4		4	9 214		9 214	18 429		18 429	
A 1.1.3.2.25	Mettre en place des comités pour le renforcement de la coordination et du dialogue entre les	Nombre de comités mis en place	Rapport d'activité	MARAH	FAO		16			29 712			29 712	29 712		

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	acteurs impliqués dans la gestion de la transhumance															
A 1.1.3.2.26	Organiser des campagnes de sensibilisation des acteurs institutionnels et organisations des acteurs professionnels sur les politiques et réglementations nationales et régionales régissant le pastoralisme et la gestion des ressources naturelles	Nombre de Campagnes organisées	Rapport d'activité	MARAH	FAO		2		2	1 424		1 424	2 847		2 847	
A 1.1.3.2.27	Organiser des sessions de formations au profit des acteurs et des institutions de surveillance des ressources pour une meilleure gouvernance des crises	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques/FAO	FAO		2		2	5 788		5 788	11 575		11 575	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	alimentaire et sanitaire du bétail															
A 1.1.3.2.28	Appuyer le système d'alerte précoce pour la collecte de données au sol pour le suivi écologique des pâturages sur 20 sites	Nombre de suivis	Rapport d'activité	MARAH	FAO		2		2	6 340		6 340	12 681		12 681	
A 1.1.3.2.29	Former 50 bénéficiaires d'unités d'embouche ovine dans le cadre du développement des micro-entreprises à gain rapide au profit des femmes et jeunes)	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques/FAO	FAO		2		2	4 503		4 503	9 005		9 005	
A 1.1.3.2.30	Organiser des sessions de formation de 100 bénéficiaires d'unités de production de volailles locales dans le cadre	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques/FAO	FAO		4		4	9 005		9 005	18 010		18 010	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	du développement des micro-entreprises à gain rapide au profit des femmes et jeunes)															
A 1.1.3.2.31	Équiper des unités de chaîne de froid et intrants vétérinaires en kits vétérinaires au profit de 18 directions provinciales et 4 directions régionales	Nombre d'unités équipées	Rapport d'activité	MARAH	FAO		22		22	5 902		5 902	11 804		11 804	
A 1.1.3.2.32	Distribuer de semences de tomate	Quantité de semences distribuées (en g)	Rapport d'activités	MARAH	FAO		6 000			540			540		540	
A 1.1.3.2.33	Distribuer de semences d'oignon	Quantité de semences distribuées (en g)	Rapport d'activités	MARAH	FAO		22 500			2 475			2 475		2 475	
A 1.1.3.2.34	Distribuer d'engrais organiques	Quantité d'engrais organiques distribués (en kg)	Rapport d'activités	MARAH	FAO, DRARAH		30 000			18 000			18 000		18 000	
A 1.1.3.2.35	Distribuer d'engrais NPK	Quantité d'engrais NPK	Rapport d'activités	MARAH	FAO, DRARAH		70 000			52 500			52 500		52 500	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
		distribués (en kg)														
A 1.1.3.2.36	Distribuer d'arrosoirs	Nombre d'arrosoirs distribués	Rapport d'activités	MARAH	FAD, DRARAH		600			6 000			6 000		6 000	
A 1.1.3.2.37	Distribuer de semences de Niébé	Quantité de semences distribuées (en Kg)	Rapport d'activités	MARAH	FAD, DRARAH		5 250			9 188			9 188		9 188	
A 1.1.3.2.38	Distribuer de fertilisants Aflasafe	Quantité de fertilisants (en Kg)	Rapport d'activités	MARAH	FAD, DRARAH		3 500			5 250			5 250		5 250	
A 1.1.3.2.39	Distribuer de sacs triples fonds	Nombre de sacs distribués	Rapport d'activités	MARAH	FAD, DRARAH		2 100			3 885			3 885		3 885	
A 1.1.3.2.40	Organiser des campagnes de déparasitage et de supplémentation en micronutriments (vitamine A et fer/acide folique) au profit des élèves des 9 régions à forts défis sécuritaires	Nombre d'élèves déparasités et supplémentés	PV de réception et rapports de mission	DAMSSE/DGAEF/MENAPLN	SP/CONASUR		236 776	300 000	400 000	1 183 880	1 500 000	2 000 000	4 683 880	4 683 880		
Sous total A.1.1.3.2										2 914 996,08	2 470 446,74	2 703 085,78	8 088 528,60	5 167 385,00	1 371 143,60	1 550 000,00
A.1.1.3.3: Amélioration de la disponibilité de produits alimentaires et intrants nutritionnels de qualité dans des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées et des communautés d'accueil																

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.1.3.3.1	Mettre en place des champs/jardins scolaires	Nombre d'écoles bénéficiaires	PV de réception et rapports de mission	DAMSSE/DGAEF/MENAPLN	SP/CONASUR		100	100	100	130 000	130 000	130 000	390 000	390 000		
A.1.1.3.3.2	Approvisionner des écoles en vivres permettant de couvrir toute l'année scolaire	Nombre d'écoles approvisionnées	PV de réception et rapports de mission	DAMSSE/DGAEF/MENAPLN	SP/CONASUR		600	600	600	1 980 000	1 980 000	1 980 000	5 940 000	5 940 000		
A.1.1.3.3.3	Acquérir du matériel pour la mise en place des unités de production du miel	Nombre d'unités de production mises en place	Rapport d'activités	Ministère de l'agriculture	CRBF, PAM		4			40 000			40 000		40 000	
A.1.1.3.3.4	Réaliser des Jardins de case	Nombre de jardins réalisés	Rapport d'activités	Ministère de l'agriculture	CRBF, PAM		300	300	300	39 000	39 000	39 000	117 000		78 000	39 000
A.1.1.3.3.5	Distribuer des Cash aux ménages pour la Nutrition des enfants	Nombre de ménages bénéficiaires	Rapport d'activités	MARAH	FAO, DRARAH		340			15 785			15 785		15 785	
A.1.1.3.3.6	Distribuer des intrants nutritionnels (CSB+, huile) pour la prise en charge de la malnutrition chez les femmes enceintes et	Quantité d'intrants distribués (en Tonne)	Rapport d'activités	MSHP	PAM, CRBF		41	40	45	58 602	56 852	63 565	179 019		179 019	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	allaitantes malnutries															
A.1.1.3.3.7	Effectuer des transferts monétaires en réponse à la soudure au profit des ménages pauvres et vulnérables des communautés hôtes et PDI	Nombre de ménages bénéficiaires des cash transferts pendant la période de soudure	Rapports d'activités	MSAHRNGF	CRE, HIP ECHO, PPP, AAP, PAM, CRBF, PFS		243 844	125 047	125 047	9 004 485	7 549 222	7 549 222	24 102 929		24 102 929	-
A.1.1.3.3.8	Doter les ménages de kits alimentaires pour le retour ou la réinstallation	Nombre de ménages dotés de kits alimentaires pour le retour ou la réinstallation	Rapport d'activités	SP/CONASUR	PAM		196 285	20 000	20 000	35 380 011	4 308 000	4 308 000	43 996 011		10 231 500	33 764 511
Sous total A.1.1.3.3										46 647 883	14 063 074	14 069 787	74 780 744	6 330 000	34 647 233	33 803 511
<i>A.1.1.3.4: Promotion des bonnes pratiques alimentaires dans des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées et des communautés d'accueil</i>																
A.1.1.3.4.1	Organiser des sessions de formation sur l'ANJE	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activités	Ministère en charge de la santé	UNICEF, PAM		40	50	60	7 000	8 750	10 500	26 250		26 250	
A.1.1.3.4.2	Former des femmes, hommes et jeunes sur les bonnes	Nombre de femmes, hommes et jeunes formés	Rapport d'activités	Ministère en charge de la santé/PAM	PAM		1 500	2 250	3 000	1 750	2 625	3 500	7 875		7 875	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	pratiques alimentaires et nutritionnelles															
A.1.1.3.4.3	Former des cantinières sur les thématiques liées à la nutrition, la transformation des produits locaux et l'hygiène alimentaire	Nombre de cantinières formées	Rapports de formation	DAMSSE/DGAEF/MENAPLN	SP/CONASUR		90	180	180	21 600	43 200	43 200	108 000	108 000		
A.1.1.3.4.4	Former des directeurs et gestionnaires des cantines scolaires sur la gestion des stocks, l'hygiène et la nutrition	Nombre de Directeurs et de gestionnaires de cantines scolaires formés	Rapports de formation	DAMSSE/DGAEF/MENAPLN	SP/CONASUR		200	500	500	48 000	120 000	120 000	288 000	288 000		
Sous total A.1.1.3.4										78 350	174 575	177 200	430 125	396 000	34 125	0
A 1.1.3.5: Renforcement des capacités de préparation et de réponse aux crises et situations d'urgence alimentaires																
A.1.1.3.5.1	Construire des magasins de stockage	Nombre de magasins construits	Rapports d'activités	SP/CONASUR	SONAGESS		4	5	5	480 000	600 000	600 000	1 680 000			1 680 000
A.1.1.3.5.2	Equiper des magasins de stockage	Nombre de magasins équipés		SP/CONASUR	SONAGESS		4	5	5	20 000	25 000	25 000	70 000			70 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.1.3.5.3	Prépositionner des stocks de secours d'urgence	Nombre de provinces prépositionnées en stocks	Rapport d'activités, données CONASUR	SP/CONASUR	ONG, PTF, les collectivités territoriales		12	24	30	480 000	960 000	1 200 000	2 640 000		2 640 000	
A.1.1.3.5.4	Elaborer des plans de contingence aux niveaux régional, provincial et départemental	Nombre de plans de contingence élaborés	Rapport d'activités, données CONASUR	SP/CONASUR	ONG, PTF, les collectivités territoriales		10	10	10	62 000	80 000	80 000	222 000		44 000	178 000
A.1.1.3.5.5	Réviser des plans de contingence aux niveaux national, régional, provincial et départemental	Nombre de plans de contingence relus	Rapport d'activités, données CONASUR	SP/CONASUR	ONG, PTF, les collectivités territoriales		4	10	14	41 000	70 000	98 000	209 000		41 000	168 000
A.1.1.3.5.6	Organiser la simulation des plans de contingence	Nombre de simulations organisées	Rapport d'activités, données CONASUR	SP/CONASUR	ONG, PTF, les collectivités territoriales		14	20	24	150 000	200 000	240 000	590 000			590 000
Sous total A.1.1.3.5										1 233 000	1 935 000	2 243 000	5 411 000	0	2 725 000	2 686 000
Total effet attendu 1.1.3										51 535 883	21 306 129	20 634 838	93 476 850	12 311 429	43 099 660	38 065 761
Effet attendu 1.1.4: Les enfants des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées ont accès à une éducation de qualité																
A.1.1.4.1: Réhabilitation/construction et équipements d'infrastructures scolaires détruites ou endommagées																
A.1.1.4.1.1	Construire des classes semi finies équipées	Nombre de classes semi finies construites	Rapport d'activités	MENAPLN/ST-ESU	ONG, PTF, les collectivités territoriales	0	70	70	70	350 000	700 000	1 400 000	2 450 000	350 000	700 000	1 400 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							ETAT	PTF	A rechercher							
A.1.1.4.1.2	Acquérir des classes préfabriquées	Nombre de classes préfabriquées acquis	Rapport d'activités	MENAPLN/ST-ESU	ONG, PTF, les collectivités territoriales	0	260	260	260	780 000	1 560 000	3 120 000	5 460 000	109 000	102 000	5 249 000
A.1.1.4.1.3	Réhabiliter des salles de classe dans les zones d'accueil et de réinstallation	Nombre d'infrastructures réhabilitées	Rapport d'activités	CRBF, DGESS MENAPLN	CRILux, FICR, UNHCR		2	11	10	10 000	20 000	40 000	70 000	14 000	27 000	29 000
A.1.1.4.1.4	Construire les salles de classe dans les zones d'accueil et de réinstallation	Nombre d'infrastructures scolaires construites	Rapport d'activités	DGESS MENAPLN, ESU, ONG, partenaires techniques et financiers, UNICEF	UNHCR		9	15	21	43 092	86 184	172 368	301 644	60 328	62 052	179 264
A.1.1.4.1.5	Construire des cuisines dans les écoles des zones d'accueil et de réinstallation.	Nombre de cuisines scolaires construites	Rapport d'activités	DAMSSE	PAM		5	5	5	55 000	110 000	220 000	385 000	77 000	79 200	228 800
A.1.1.4.1.6	Construire des aires de restauration dans les écoles des zones d'accueil et de réinstallation.	Nombre d'aires de restauration scolaires construites	Rapport d'activités	DAMSSE	PAM		5	5	5	82 212	164 425	328 850	575 487	115 097	221 973	238 416
A.1.1.4.1.7	Doter des salles de classe rouvertes en mobilier scolaire au	Nombre de structures dotées	Pv de réception	DGAEF	ST-ESU		70	90	100	210 000	420 000	840 000	1 470 000	294 000	567 000	609 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	niveau du préscolaire															
A.1.1.4.1.8	Doter des salles de classe ouvertes en mobilier scolaire au niveau du primaire	Nombre de structures dotées	Pv de réception	DGAEF	ST-ESU		300	200	100	60 000	120 000	240 000	420 000	84 000	162 000	174 000
A.1.1.4.1.9	Doter des salles de classe ouvertes en mobilier scolaire au niveau du post-primaire et secondaire	Nombre de structures dotées	Pv de réception	DGAEF	ST-ESU		100	200	300	25 000	50 000	100 000	175 000	35 000	67 500	72 500
A.1.1.4.1.10	Nettoyer/désinfecter y compris la fumigation des établissements ouverts	Nombre de structures éducatives fumigées	Attestation de service fait	DGAEF	ST-ESU		100	150	200	5 000	7 500	10 000	22 500	3 000	6 000	13 500
Sous total A.1.1.4.1										1 620 304	3 238 109	6 471 218	11 329 631	1 141 425	1 994 725	8 193 480
Action 1.1.4.2. : Amélioration des conditions pour le maintien et l'apprentissage au profit des acteurs de l'éducation																
A.1.1.4.2.1	Acquérir des vivres pour le fonctionnement des cantines scolaires	Quantité totale (en tonnes) de vivres achetées	Rapport d'activités	MENAPLN/ST-ESU	ONG, PTF, les collectivités territoriales	0	15 000	15 000	15 000	7 125 000	7 125 000	7 125 000	21 375 000	21 375 000		

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.1.4.2.2	Doter des élèves en kits scolaires et en kits Gestion hygiénique des menstrues (GHM)	Nombre d'élèves bénéficiaires	Rapport d'activités	MENAPLN/ST-ESU	ONG, PTF, les collectivités territoriales	0	34 000	34 000	34 000	1 700 000	1 700 000	1 700 000	5 100 000	3 060 000		2 040 000
A.1.1.4.2.3	Apporter un appui financier aux élèves chef de ménage pour la gestion des charges	Nombre d'élèves bénéficiaires	Rapport d'activités	MENAPLN/ST-ESU	ONG, PTF, les collectivités territoriales	0	250	250	250	37 500	37 500	37 500	112 500	112 500		
A.1.1.4.2.4	Former des acteurs sur : APS, safe school, éducation à la paix, gestion des CDF, des CMG et des vivres	Nombre d'acteurs formés	Rapport d'activités	MENAPLN/ST-ESU, DAMSSE	ONG, PTF, les collectivités territoriales, PAM	0	2 399	532	525	240 000	54 000	54 000	348 000			348 000
A.1.1.4.2.5	Apporter un appui à la scolarisation des enfants vulnérables	Nombre d'enfants pris en charge	Rapport d'activités	MENAPLN	DGFE, UNHCR, FNS-RS, ONG, partenaires techniques et financiers		6 721	9 415	10 271	210 456	530 132	499 265	1 239 853	942 000	297 853	
A.1.1.4.2.6	Apporter un appui à la formation professionnelle des enfants déscolarisés et non scolarisés	Nombre d'enfants bénéficiaires	Rapport d'activités	UNHCR	ESU, ONG, partenaires techniques et financiers		380	480	431	30 120	43 360	35 859	109 339			109 339

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.1.4.2.7	Doter les écoles des zones d'accueil et de réinstallations de cantines scolaires (y compris des cantines scolaires basées sur les productions locales)	Nombre d'école dotées en cantines d'urgence	rapport d'activités	DAMSSE	PAM		1 500	1 330	1 312	100 000 000	108 807 300	107 293 815	316 101 115		316 101 115	
A.1.1.4.2.8	Doter les écoles ciblées en ustensiles de cuisines et palettes	Nombre d'écoles dotées en ustensiles de cuisines et palettes	Rapport d'activités	DAMSSE	PAM		150	150	150	56 250	75 000	75 000	206 250		206 250	
A.1.1.4.2.9	Elaborer un répertoire des stratégies/dispositifs engagés par le MENAPLN et ses partenaires pour une continuité des services éducatifs dans les zones de retour, d'intégration ou de réinstallation	Répertoire des stratégies/dispositifs élaboré	Rapport d'activité	MESRI			1			2 132 000			2 132 000			2 132 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.1.4.2.10	Apporter un soutien financier aux étudiants déplacés internes	Nombre d'étudiants bénéficiaires	Rapport d'activité	MESRI			600	200	200	30 000	10 000	50 000	90 000	10 000	40 000	40 000
A.1.1.4.2.11	Prendre en charge la restauration des étudiants déplacés internes pendant la période de vacance dans les universités impactées par la crise sécuritaire	Nombre d'étudiants prise en charge	Rapport d'activité	MESRI			1 500	500	500	432 000	108 000	540 000	1 080 000	1 080 000		
Sous total A.1.1.4.2										111 993 326	118 490 292	117 410 439	347 894 057	26 579 500	316 645 218	4 669 339
Total effet attendu 1.1.4										113 613 630	121 728 401	123 881 657	359 223 688	27 720 925	318 639 944	12 862 819
Effet attendu 1.1.5: Les populations des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées ont un accès amélioré à l'énergie																
A.1.1.5.1: Promotion de l'électrification des villages et communes																
A.1.1.5.1.1	Réaliser des travaux d'installation de lampadaires solaires autonomes	nombre de lampadaires solaires autonomes installés	PV d'installation	ABER/MEMC	MATOS		1 000			700 000			700 000	700 000		
A.1.1.5.1.2	Acquérir des kits solaires au profit des PDI	Nombre de kits solaires distribués	PV de reception	ANEREE/MEMC	MATOS		1 350	1 600	600	50 000	560 000	210 000	820 000	50 000		770 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.1.5.1.3	Raccorder des abonnés à l'électricité	Nombre d'abonnés raccordés à l'électricité	Rapport de performance PND	MEMC	MATOS		2 485 182	1 540 073	1 745 073	31 770 621	19 688 327	22 309 052	73 768 000			73 768 000
Sous total A.1.1.5.1										32 520 621	20 248 327	22 519 052	75 288 000	750 000	0	74 538 000
A.1.1.5.2. : Promotion des foyers améliorés																
A.1.1.5.2.1	Doter les PDI et les populations hôtes en foyers améliorés	Nombre de foyers améliorés mis à la disposition des PDI et des populations hôtes	rapports d'activités, PV de livraison	DGEVCC, DGE/MEMC	STD, Collectivités, PDI, population		750	2 250	3 750	4 500	13 500	33 000	51 000	51 000		0
A.1.1.5.2.2	Sensibiliser les femmes sur l'utilisation des foyers améliorés	Nombre de femmes sensibilisées	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'environnement (SP/CNDD; DCCI)	DNG, Association, partenaires techniques et financiers,		450	100	100	5 250	1 500	1 500	8 250	8 250		
A.1.1.5.2.3	Distribuer des foyers améliorés aux écoles	Nombre d'écoles dotés en foyers améliorés	Rapport d'activités	DAMSSE	PAM		100	100	100	1 750	1 750	1 750	5 250		5 250	
A.1.1.5.2.4	Doter les ménages PDI et communautés d'accueil en foyer à gaz	Nombre de ménages bénéficiaires	Rapport d'activités	DGE	UNHCR			1 000	1 000		50 000	50 000	100 000			100 000
A.1.1.5.2.5	Apporter aux ménages PDI un appui à la confection de foyers améliorés	Nombre de foyers confectionnés	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'environnement	PAM, PNUE		6 000	20 000	10 000	60 000	200 000	100 000	360 000		360 000	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.1.5.2.6	Réaliser des foyers améliorés	Nombre de foyers réalisés	Rapports d'activités	CRBF	CRE		100	100	481	6 600	6 600	6 600	19 800		19 800	0
Sous total A.1.1.5.2										78 100	273 350	192 850	544 300	59 250	385 050	100 000
Total effet attendu 1.1.5										32 598 721	20 521 677	22 711 902	75 832 300	809 250	385 050	74 638 000
Effet attendu 1.1.6: Les hommes, les femmes et les jeunes des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées ont accès à des logements décentes																
A.1.1.6.1 :Appui à la construction/réhabilitation de logements au profit des populations des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées																
A.1.1.6.1.1	Construire des habitats semi durables au profit des PDI et Communautés hôtes vulnérables	Nombres d'habitats construits	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'Habitat	CRLux, UNHCR, FICR, CRBF, PAM, HELP		450	500	500	180 000	200 000	200 000	580 000		180 000	400 000
A.1.1.6.1.2	Réhabiliter des maisons au profit des PDI et Communautés hôtes vulnérables	Nombre de maisons réhabilités	Rapport d'activités	CRBF	CRLux, FICR		500	600	1 000	62 500	110 500	302 500	475 500		125 000	350 500
A.1.1.6.1.3	Réaliser des logements avec toilettes écologiques et mur de clôture au profit des PDI et communautés hôtes vulnérables	Nombre de logements avec toilettes écologiques et mur de clôture au profit des PDI et communautés hôtes vulnérables	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'Habitat	UNHABITAT		312			1 000 000			1 000 000	1 000 000		

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.1.6.1.4	Construire des logements durables dans les zones d'intégration, de réinstallation ou de retour des personnes déplacées	Nombre de logements décentes construits	Rapport d'activités, PV de remise d'abris	Ministère en charge de l'Habitat	UNHCR		1 200	1 500		807 840	1 080 000		1 887 840		1 887 840	
Sous total A.1.1.6.1										2 050 340	1 390 500	502 500	3 943 340	1 000 000	2 192 840	750 500
A.1.1.6.2: Mise à disposition de logements avec droit d'usage																
A.1.1.6.2.1	Réaliser des logements avec toilettes écologiques pour les plus vulnérables incluant des droits LTP	Nombre de logements réalisés avec toilettes écologiques pour les plus vulnérables incluant des droits LTP	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'Habitat	UNHABITAT			300			600 000		600 000		600 000	
A.1.1.6.2.2	Réaliser des logements pour les plus vulnérables incluant des droits LTP	Nombre de logements réalisés pour les plus vulnérables incluant des droits LTP	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'Habitat	UNHABITAT, UNHCR		1 152	300		8 190 000	2 250 000		10 440 000	10 440 000		
Sous total A.1.1.6.2										8 190 000	2 850 000	0	11 040 000	10 440 000	600 000	0
Total effet attendu 1.1.6										10 240 340	4 240 500	502 500	14 983 340	11 440 000	2 792 840	750 500

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							ETAT	PTF	A rechercher							
Objectif stratégique 1.2 : Renforcer la protection des groupes particulièrement vulnérables																
Effet attendu 1.2.1 : Les violences basées sur le genre sont réduites																
A1.2.1.1: Promotion de l'abandon des VBG																
A.1.2.1.1.1	Réaliser des séances de sensibilisation sur les violences basées sur le genre (5 théâtres fora, 5 ciné débat, 20 causeries éducatives) au profit des populations par zone concernée	Nombre de personnes touchées	Rapport d'activités	Ministère en charge du genre	ONG, PTF, PAM		9 600	9 600	9 600	24 362	24 362	24 362	73 086			73 086
A.1.2.1.1.2	Organiser des émissions radiophoniques en langues locales sur les VBG	Nombre d'émissions réalisées	Rapport d'activités	Ministère en charge du genre	ONG, PTF		66	66	66	5 222	5 222	5 222	15 666			15 666
A.1.2.1.1.3	Organiser des conférences débats sur les VBG avec les élèves/ corps enseignant et les parents d'eleves	Nombre des conférences débats réalisées	Rapport d'activités	Ministère en charge du genre	ONG, PTF		44	44	44	15 620	15 620	15 620	46 860			46 860

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.2.1.1.4	Réaliser des plaidoyers pour l'engagement public des coutumiers et des religieux contre les VBG	Nombre de plaidoyers réalisés	Rapport d'activités	Ministère en charge du genre	ONG, PTF		2			10 000			10 000			10 000
A.1.2.1.1.5	Former des femmes leaders d'association sur les VBG et leurs conséquences	Nombre de femmes formées	Rapport d'activités	Ministère en charge du genre, DIM	ONG, PTF		210	215		120 433	120 433		240 866	31 666	209 200	
Sous total A.1.2.1.1										175 637	165 637	45 204	386 478	31 666	209 200	145 612
A.1.2.1.2: Renforcement des capacités institutionnelles des services de prise en charge des survivants de VBG																
A.1.2.1.2.1	Créer des centres de prise en charge intégrée des VBG	Nombre de centre de prise en charge créés	Rapport d'activités	Ministère en charge du genre	ONG, PTF			5	6		1 250 000	1 500 000	2 750 000		2 750 000	
A.1.2.1.2.2	Equiper les centres d'écoute en kits d'urgence, d'hygiène et de dignité	Nombre de centres d'écoute équipés	Rapport d'activités	Ministère en charge du genre	ONG, PTF		5	5	5	25 000	25 000	25 000	75 000		75 000	
A.1.2.1.2.3	Equiper les centres de prise en charge des VBG en kits d'urgence, d'hygiène et de dignité	Nombre de centre de prise en charge équipés	Rapport d'activités	Ministère en charge du genre	ONG, PTF		1	3	3	25 000	25 000	25 000	75 000		75 000	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.2.1.2.4	Doter les services de prise en charge des survivants (es) en kits d'hygiène de base et de consommables	Nombre de services de prise en charge dotés	Rapport d'activités	Ministère en charge du genre	ONG, PTF		45	45	45	21 864	21 864	21 864	65 592		65 592	
A.1.2.1.2.5	Doter les services de prise en charge des VBG en matériel informatique	Nombre de services bénéficiaires	Rapport d'activités	Ministère en charge du genre	ONG, PTF		45	45	45	14 461	14 461	14 461	43 383		43 383	
A.1.2.1.2.6	Assurer les frais mensuels de communication téléphonique du numéro vert pour les alertes et les dénonciation des tentatives de VBG pour une PEC rapide des survivants (es) par le centre de Baskuy	Nombre de frais mensuels assurés	Rapport d'activités	Ministère en charge du genre/DGPFG	ONG, PTF		12	12	12	2 880	2 880	2 880	8 640		8 640	
A.1.2.1.2.7	Former les agents des centres d'écoute et de prise en charge	Nombre d'acteurs formés	Rapport d'activités	Ministère en charge du genre/DGPFG	ONG, PTF		30	30	30	10 556	10 556	10 556	31 668		31 668	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	intégrés de VBG sur le protocole de prise en charge															
Sous total A.1.2.1.2										99 761	1 349 761	1 599 761	3 049 283	0	3 049 283	0
<i>A.1.2.1.3: Prise en charge intégrée des survivants (es) de VBG au sein des populations concernées</i>																
A.1.2.1.3.1	Apporter une assistance éducative aux enfants victimes ou à risques de violences, d'exploitation ou d'abus	Nombre d'enfants victimes ou à risques de violences, d'exploitation ou d'abus	Rapport d'activités	Croix-Rouge Burkinabè	PTF		20 000	2 000	2 000	150 000	150 000	150 000	450 000			450 000
A.1.2.1.3.2	Apporter une prise en charge psychosociale des enfants victimes ou à risques de violences, d'exploitation ou d'abus	Nombre d'enfants victimes ou à risques de violences, d'exploitation ou d'abus	Rapport d'activités	Croix-Rouge Burkinabè	PTF		6 666	6 667	6 667	20 000	20 000	20 000	60 000			60 000
A.1.2.1.3.3	Placer les enfants victimes ou à risques de violences, d'exploitation ou d'abus en formation professionnelle	Nombre d'enfants victimes ou à risques de violences, d'exploitation ou d'abus	Rapport d'activités	Croix-Rouge Burkinabè	PTF		166	167	167	25 000	137 500	25 000	187 500			187 500

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.2.1.3.4	Apporter un appui financier des AGR des enfants victimes ou à risques de violences, d'exploitation ou d'abus	Nombre d'enfants victimes ou à risques de violences, d'exploitation ou d'abus bénéficiaires	Rapport d'activités	Croix-Rouge Burkinabè	ONG, PTF		50	50	50	25 000	25 000	25 000	75 000			75 000
A.1.2.1.3.5	Assurer la prise en charge psychosociale des survivants (es) de VBG	Nombre de survivants pris en charge	Rapport d'activités	Ministère en charge du genre	ONG, PTF		300	300	300	12 000	12 000	12 000	36 000			36 000
A.1.2.1.3.6	Assurer la prise en charge sanitaire des survivants de VBG	Nombre de survivants pris en charge	Rapport d'activités	Ministère en charge du genre	ONG, PTF		300	300	300	9 000	9 000	9 000	27 000			27 000
A.1.2.1.3.7	Assurer la prise en charge juridique et judiciaire des survivants de VBG	Nombre de survivants pris en charge	Rapport d'activités	Ministère en charge du genre	ONG, PTF		300	300	300	3 000	3 000	3 000	9 000			9 000
Sous total A.1.2.1.3										244 000	356 500	244 000	844 500	0	0	844 500
Total effet attendu I.2.1										519 398	1 871 898	1 888 965	4 280 261	31 666	3 258 483	990 112
Effet attendu I.2.2 : Les enfants déplacés, réfugiés et retournés ainsi que les enfants rencontrés lors des opérations de sécurisation du territoire (ERDST) particulièrement vulnérables, enfants séparés de leur famille, enfants non accompagnés et enfants chefs de ménage, enfants rencontrés) des zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées ont accès à une assistance adaptée																
A.1.2.2.1: Renforcement des capacités des acteurs sur la prévention de la séparation et le rétablissement des liens familiaux																

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.2.2.1.1	Organiser des séances de sensibilisation sur le Rétablissement des Liens Familiaux (RLF)	Nombre de séances organisées	Rapport d'activités	CRBF	CICR		45	60	60	13 500	19 500	19 500	52 500		13 500	39 000
A.1.2.2.1.2	Organiser des formations sur le Rétablissement des Liens Familiaux (RLF) au profit des volontaires et staffs	Nombre de personnes formées	Rapport d'activités	CRBF	CICR		40	40	40	11 000	11 000	11 000	33 000		11 000	22 000
A.1.2.2.1.3	Mettre en place de nouveaux dispositifs PLF dans les zones d'intégration, de réinstallation ou de retour des personnes déplacées	Nombres de nouveaux dispositifs mis en place	Rapport d'activités	CRBF	CICR			8	8		17 200	17 200	34 400		34 400	
A.1.2.2.1.4	Réaliser des séances de sensibilisation sur l'éducation parentale dans les localités de retour, d'intégration et de réinstallation	Nombre de séances réalisées	Rapport d'activités	DGFE	UNICEF		330	400	450	7 155	8 673	9 757	25 585	-		25 585

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	au profit des populations															
Sous total A.1.2.2.1										31 655	56 373	57 457	145 485	0	58 900	86 585
A.1.2.2.2: Assistance aux enfants à besoin de protection des zones de retour, d'intégration et de réinstallation																
A.1.2.2.2.1	Prendre en charge sur le plan psychosocial des enfants séparés ou non accompagnés (ENAS)	Nombre d'enfants ENAS pris en charge	Rapport d'activités	DRSAHRNGF	DGFE, ONG, partenaires techniques et financiers		200	200		40 000	120 000		160 000			160 000
A.1.2.2.2.2	Prendre en charge sur le plan psychosocial des enfants rencontrés lors des opérations de sécurisation du territoire (EROST)	Nombre d'enfants EROST pris en charge	Rapport d'activités	DRSAHRNGF	DGFE, ONG, partenaires techniques et financiers		200	100		30 000	165 000		195 000			195 000
A.1.2.2.2.3	Etablir des documents d'identités au profit des enfants séparés ou non accompagnés	Nombre de documents établis	Rapport d'activités	DRSAHRNGF	MATDS, ONG, UNICEF, partenaires techniques et financiers		55 000	40 000	70 000	125 000	100 000	175 000	400 000		25 000	375 000
A.1.2.2.2.4	Placer les enfants séparés ou non accompagnés	Nombre d'enfants placés	Rapport d'activités	DRSAHRNGF	DGFE, ONG, partenaires techniques et financiers		300	18 600	18 600	45 000	2 790 000	2 790 000	5 625 000	47 213		5 577 787

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	et chef de ménages chez les maîtres artisans															
A.1.2.2.2.5	Former les enfants séparés ou non accompagnés et chefs de ménage dans les filières professionnalisantes	Nombre d'enfants formés	Rapport d'activités	DRSAHRNGF	DGFE, ONG, partenaires techniques et financiers		500	18 500	18 500				0			
A.1.2.2.2.6	Apporter un appui financier aux enfants non accompagnés ou séparés et chefs de ménage pour la réalisation des AGR	Nombre d'enfants appuyé	Rapport d'activités	DRSAHRNGF	DGFE, ONG, partenaires techniques et financiers		800	37 100	37 100	120 000	5 565 000	5 565 000	11 250 000	21 750		11 228 250
A.1.2.2.2.7	Apporter un soutien MHPSS aux enfants affectés par les opérations de sécurisation des territoires	Nombre d'EAE mis en place et opérationnel	Rapport d'activités	MFSNF/DGFE/DR	UNICEF		9 500			10 000			10 000		10 000	
A.1.2.2.2.8	Former des acteurs de protection sur le protocole de transfert et le manuel de	Nombre des acteurs ciblés et formés	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'enfant	UNICEF		1 900			15 000			15 000		15 000	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	prise en charge des EROST															
A.1.2.2.2.9	Apporter un appui à la réintégration des enfants	Nombre d'enfants réintégrés dans la communauté	Rapport d'activités	DGESS/MSAHRNGF	UNICEF		45 000			20 000			20 000		20 000	
A.1.2.2.2.10	Apporter un appui à la formation professionnelle aux enfants	Nombre d'enfants formés aux métiers professionnels.	Rapport d'activités	DGESS/MSAHRNGF	UNICEF		2 450			30 000			30 000		30 000	
A.1.2.2.2.11	Apporter un appui pour la prise en charge alternative des pupilles de la nation	Nombre de pupilles de la nation ciblés	Rapport d'activités	DGESS/MSAHRNGF	UNICEF		9 500			27 000			27 000		27 000	
A.1.2.2.2.12	Doter des élèves en situation de vulnérabilité (ESH, DEV, etc) en ration sèche à emporter	Nombre d'élèves dotés	PV de réception	DAMSSE/DGAEF/MENAPLN	SP/CONASUR		1 000	1 000	1 000	40 000	40 000	40 000	120 000	120 000		
Sous total A.1.2.2.2										502 000	8 780 000	8 570 000	17 852 000	188 963	127 000	17 536 037
A.1.2.2.3: Renforcement des mécanismes de protection et de prise en charge des enfants																
A.1.2.2.3.1	Mettre en place des Réseaux communaux de	Nombre de RCPE mis en place	Rapport d'activités	DGFE	DRAHRNGF, UNICEF		220			17 000			17 000		17 000	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	protection de l'enfant (RCPE)															
A.1.2.2.3.2	Mettre en place des Cellules communautaires de protection de l'enfance (CCPE)	Nombre de CCPE mis en place	Rapport d'activités	DRAHRNGF	DGFE, UNICEF		385	100		20 000	6 000		26 000		20 000	6 000
A.1.2.2.3.3	Mettre en place des Espaces amis des enfants (EAE)	Nombre de EAE mis en place	Rapport d'activités	DRAHRNGF	DGFE, UNICEF		80	15		40 000	7 500		47 500		47 500	
A.1.2.2.3.4	Doter les enfants handicapés en matériels didactiques spécifiques et de mobilité	Nombre d'ESH bénéficiaires de matériels spécifiques	Rapport d'activités	DAMSSE/DGAEF/MENAPLN	ST-ESU, DGAEF		150	200	300	75 000	100 000	150 000	325 000			325 000
A.1.2.2.3.5	Mettre en place des bisongo	Nombre de bisongo mis en place	Procès-verbal de réception	DGENF/MENAPLN	ST-ESU, DGAEF			10	10		15 000	15 000	30 000			30 000
A.1.2.2.3.6	Organiser des séances de sensibilisation des communautés sur l'inscription et le maintien à l'école des filles et enfants	Nombre de séances	Rapport de mission	DPEIEFG/DGAEF/MENAPLN	ST-ESU			4	3		7 200	5 400	12 600			12 600

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	en situation de vulnérabilité															
A.1.2.2.3.7	Former des animateurs communautaires des espaces amis des enfants	Nombre d'animateurs communautaires formés					50	100	150	7 500	15 000	22 500	45 000	0		45 000
A.1.2.2.3.8	Former des acteurs sur la gestion de cas et le déploiement du CPIMS+	Nombre d'acteurs formés sur la gestion de cas et le déploiement du CPIMS+	Rapport d'activités	DGFE	DGESS, ONG, partenaires techniques et financiers		700	200		36 500	24 500		61 000		12 000	49 000
A.1.2.2.3.9	Organiser des ateliers de diffusion du manuel de prise en charge des EROST	Nombre d'ateliers organisés	Rapport d'activités	DGFE	ONG, partenaires techniques et financiers		6			26 000			26 000			26 000
A.1.2.2.3.10	Organiser un atelier de finalisation du guide d'aménagement et de gestion des Espaces Amis des Enfants (EAE)	Nombre d'ateliers organisés	Rapport d'activités	DGFE	ONG, partenaires techniques et financiers		1			8 500			8 500			8 500

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.2.2.3.II	Mener des actions de sensibilisation et de formation locales culturellement adaptées à l'intention des ENAS, des familles, des personnes qui prennent en charge des enfants sur la protection parentale et les mesures disciplinaires non violentes, afin d'encourager les facteurs de protection positifs et de changer les attitudes et pratiques préjudiciables	Nombre d'acteurs ciblés et sensibilisés	Rapport d'activités	DGFE/DR/MFSNF	UNICEF		5 000			50 000			50 000		50 000	
Sous total A.1.2.2.3										280 500	175 200	192 900	648 600	0	146 500	502 100
Total effet attendu 1.2.2										814 155	9 011 573	8 820 357	18 646 085	188 963	332 400	18 124 722
Effet attendu 1.2.3 : La santé mentale et le soutien psycho-social des personnes retournées, intégrées et réinstallées et des communautés d'accueil sont assurées																
A.1.2.3.1: Promotion du bien-être psycho-social des personnes retournées, intégrées et réinstallées et des communautés d'accueil																

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.2.3.1.1	Octroyer du matériel spécifique et de mobilité aux personnes handicapées PDI et vulnérables	Nbre de personnes handicapées PDI et vulnérables dotées(H/F)	Bordereaux de livraison et de réception	DGSAH	MSAHRNGF, SP/COMUD, DRSAHRNGF, ONG	-	416	416	416	20 000	20 000	20 000	60 000	60 000		
A.1.2.3.1.2	Former les travailleurs sociaux sur le vieillissement et la prise en charge communautaire des personnes âgées	Nombre de travailleurs sociaux formés (H/F)		DGSAH	Min. santé	-	70	150	150	10 000	21 429	21 429	52 858			52 858
Sous total A.1.2.3.1										30 000	41 429	41 429	112 858	60 000	0	52 858
A.1.2.3.2: Renforcement des capacités institutionnelles des services de prise en charge des cas de traumatisme																
A.1.2.3.2.1	Former les travailleurs sociaux en gestion du stress et la prise en charge du stress post traumatique	Nbre de travailleurs sociaux (H/F) formés	Rapport de formation	DGSAH	Ministère de la santé, MSAHSNGF, DRSAHRNGF	-	330	330	330	55 624	55 624	55 624	166 872	166 872		-
A.1.2.3.2.2	Former les agents des districts et CHR sur la gestion du stress et du premier	Nombre d'agents de santé formés	Rapport d'activité	MSHP	DRSHP, CHU, CHR		155	200	250	57 000	73 549	91 935	222 484	57 000		165 484

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	secours psychologique															
Sous total A.1.2.3.2										112 624	129 173	147 559	389 356	223 872	0	165 484
Total effet attendu I.2.3										142 624	170 602	188 988	502 214	283 872	0	218 342
Objectif stratégique I.3 : Promouvoir un cadre de vie décent dans les communes d'accueil et de retour des PDI																
Effet attendu I.3.1 : Les communes répondent durablement et décentement, aux besoins des communautés d'accueil et des PDI																
A.1.3.1.1: Planification de l'occupation et l'extension des villes																
A.1.3.1.1.1	Erection en villes de trente-trois (33) localités à forte prégnance de PDI	Nombre de localités érigées en villes	Loi, décret	MUAFH, MATOS	ONG, partenaires techniques et financiers, travailleurs sociaux		13	10	10	45 500	35 000	35 000	115 500			115 500
A.1.3.1.1.2	Réviser les SDAU de cinq (05) villes (Kaya, Ouahigouya, Dori, Fada N'Gourma, Dédougou) à forte prégnance de PDI selon une procédure d'urgence	Nombre de SDAU révisé	Rapport d'activités	DGUVT/MUAFH	ONG, partenaires techniques et financiers, travailleurs sociaux		3	1	1	240 000	80 000	80 000	400 000			400 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.3.1.1.3	Elaborer des Plans d'aménagement d'urgence des localités de retour, de réinstallation et de réintégration	Nombre de plans réalisés	Rapport d'activités	DGUVT/MUAHF	ONG, partenaires techniques et financiers, travailleurs sociaux		3	2	2	300 000	200 000	200 000	700 000			700 000
Sous total A.1.3.1.1										585 500	315 000	315 000	1 215 500	0	0	1 215 500
A.1.3.1.2: Renforcement d'urgence des équipements des villes à forte prégnance PDI (supérieure à 100%) de près de 50 000 habitants																
A.1.3.1.2.1	Aménager des terrains urbains au profit des PDI et communautés hôtes	Nombre de superficie aménagées (en hectares)	Rapport d'activités	MUAHF	ONU-Habitat		12			500 000			500 000			500 000
A.1.3.1.2.2	Réhabiliter des centres communautaires	Nombre de centre communautaire réhabilités	Rapport d'activités	MUAHF	ONU-Habitat		2			500 000			500 000	50 000		450 000
Sous total A.1.3.1.2										1 000 000	0	0	1 000 000	50 000	0	950 000
Total effet attendu 1.3.1										1 585 500	315 000	315 000	2 215 500	50 000	0	2 165 500
Objectif stratégique 1.4 : Renforcer l'autorité de l'Etat et la règle de droit dans les zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées																
Effet attendu 1.4.1 : La règle de droit est renforcée dans les zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées																
A.1.4.1.1: Participation communautaires et citoyenneté																

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.1.4.1.1.1	Organiser des sessions de formation au profit des leaders coutumiers, religieux dans les localités de retour, d'intégration et de réinstallation des PDI sur le civisme	Nombre de sessions de formation	Rapport d'activités	MJDHPC			2	3	4	5 000	7 500	10 000	22 500			22 500
A.1.4.1.1.2	Organiser des séances de sensibilisation à travers des théâtres foras au profit des populations dans les localités de retour, d'intégration et de réinstallation	Nombre de séances organisées	Rapport d'activités	MJDHPC			10	20	30	3 000	6 000	9 000	18 000			18 000
A.1.4.1.1.3	Organiser des séances de sensibilisation sous forme de ciné-débats au profit des populations dans les localités de	Nombre de séances organisées	Rapport d'activités	MJDHPC			10	20	30	1 500	400	4 500	6 400			6 400

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	retour, d'intégration et de réinstallation															
Sous total A.1.4.1.1										9 500	13 900	23 500	46 900	0	0	46 900
A.1.4.1.2: Renforcement des capacités de la société civile locale																
A.1.4.1.2.1	Organiser des sessions de formation au profit des sociétés civiles locales dans les localités de retour, d'intégration et de réinstallation des PDI sur le civisme et la citoyenneté	Nombre de sessions de formation		MJDHPC			2	3	4	5 000	7 500	10 000	22 500			22 500
A.1.4.1.2.2	Organiser des sessions de formations au profit des organisations de la société civile dans les localités de retour, d'intégration et de réintégration	Nombre de sessions de formation	Rapport d'activités	MJDHPC			3	10	15	10 500	35 000	52 500	98 000			98 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	sur l'appropriation sur la charte africaine des droits de l'homme et des peuples															
Sous total A.1.4.1.2										15 500	42 500	62 500	120 500	0	0	120 500
Total effet attendu 1.4.1										25 000	56 400	86 000	167 400	0	0	167 400
Effet attendu 1.4.2: Les services étatiques sont présents et fonctionnels dans les zones d'intégration, de réinstallation et de retour des personnes déplacées																
A.1.4.2.1: Reconstruction/réhabilitation des structures des services étatiques																
1.4.2.1.1	Reconstruire des infrastructures sanitaires, communales et des services de sécurité dans les zones de retour	Nombre d'infrastructures reconstruites	PV de réception définitive	MATDS, MSHP			2	8	10	500 000	2 000 000	2 500 000	5 000 000			5 000 000
1.4.2.1.2	Equiper les infrastructures sanitaires, communales et de service de sécurité reconstruites	Nombre d'infrastructures équipées	PV de réception définitive	MATDS, MSHP			2	8	10	50 000	200 000	250 000	500 000			500 000
1.4.2.1.3	Réhabiliter d'infrastructures sanitaires, communales et services de	Nombre d'infrastructures réhabilitées	PV de réception définitive	MATDS, MSHP			1	4	5	3 000	12 000	15 000	30 000			30 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	sécurité dans les zones de retour															
Sous total A.1.4.2.1										553 000	2 212 000	2 765 000	5 530 000	0	0	5 530 000
A.1.4.2.2: Soutien aux exécutifs communaux pour l'établissement de documents d'identification et d'actes d'état civil																
A.1.4.2.2.1	Apporter un appui financier aux exécutifs communaux pour l'établissement de documents d'identification et d'actes d'état civil au profit des personnes déplacées internes et population hôtes	Nombre d'exécutifs communaux bénéficiaires	Rapport d'activités	MATDS	ADCT, ONG, DR/MATDS, PTF, DR en charge de l'action humanitaire		50	100	200	625 000	1 250 000	2 500 000	4 375 000			4 375 000
A.1.4.2.2.2	Doter les exécutifs communaux en matériel d'établissement de documents d'identification et d'acte d'état civil	Nombre d'exécutifs communaux bénéficiaires	Rapport d'activités	MATDS	ADCT, ONG, DR/MATDS, PTF, DR en charge de l'action humanitaire		50	100	200	125 000	250 000	500 000	875 000			875 000
Sous total A.1.4.2.2										750 000	1 500 000	3 000 000	5 250 000	0	0	5 250 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
Total effet attendu 1.4.2										1 303 000	3 712 000	5 765 000	10 780 000	0	0	10 780 000
TOTAL AXE 1										222 462 514	195 782 050	198 494 846	616 739 410	70 247 565	380 127 609	166 364 236
AXE 2: REDYNAMISATION DE L'ECONOMIE LOCALE ET AUTONOMISATION DES POPULATIONS AFFECTEES EN PARTICULIER DES JEUNES ET DES FEMMES																
Objectif stratégique 2.1 : Dynamiser l'économie dans les zones d'intégration, de réintégration et de retour des personnes déplacées																
Effet attendu 2.1.1 : Les opportunités économiques sont renforcées au profit des PDI, réfugiés et CA dans les zones à forts défis sécuritaires																
A.2.1.1.1: Développement des chaînes de valeur agricoles et d'élevage																
A.2.1.1.1	Développer 12 micro-entreprises dans la transformation, le conditionnement et la commercialisation de chaînes de valeur issue de la production végétale animale	Nombre d'unités	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture des ressources animales et halieutiques	FAO, PAM			16	4		79 445	48 000	127 445	0	127 445	0
A.2.1.1.2	Former 500 jeunes dont 50% de femmes en production et en transformation de produit agricoles et non agricoles	Nombre de jeunes (hommes, femmes) formés en production et en transformation de produits	Rapport de formation	Ministère de l'Agriculture des ressources animales et halieutiques	PNUD et Parties responsables		500			40 000			40 000		40 000	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
		agricoles et non agricoles														
A.2.1.1.1.3	Organiser des sessions de formation au profit des agents sur la prise en compte de la PHF dans l'agriculture familiale et dans les chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales.	Nombre de sessions de formation	Rapport d'activités	Ministère de l'Agriculture des ressources animales et halieutiques	PAM			5	5		12 500	12 500	25 000		25 000	
A.2.1.1.1.4	Mettre en place 02 unités de transformation de produits forestiers non ligneux (PFNL) en aliment bétail au profit des femmes et des jeunes	Nombre d'unités de transformation	Rapport d'activités	Ministère de l'Agriculture des ressources animales et halieutiques	FAO	2		2			2 926		2 926		2 926	
A.2.1.1.1.5	Mettre à la disposition des acteurs des unités économiques	Nombre d'unités économiques créées	Rapport d'activités	OGPER	PAM			5	5		25 000	25 000	50 000			50 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.2.1.1.1.6	Réaliser des infrastructures de stockage et de conservation	Nombre d'infrastructures de stockage et de conservation réalisés	Rapport d'activités	DGPER	PAM			5	5		125 000	125 000	250 000			250 000
A.2.1.1.1.7	Fournir des Kits de démarrage / subventions pour des chaînes de valeur sélectionnées (agro-industrie, volaille, miel, cuir, lait, pommes de terre, etc.) pour 60 groupements de bénéficiaires	Nombre de groupement de producteurs ayant bénéficié des kits de démarrage / subventions en rapport avec les chaînes de valeur sélectionnées (répartition par âge/sexe)	Rapport d'activités	Ministère de l'Agriculture des ressources animales et halieutiques	PNUD et Parties responsables		12	12	12	120 000	120 000	120 000	360 000		-	360 000
A.2.1.1.1.8	Renforcer les capacités des groupements de femmes autour des associations villageoises d'épargne et de crédit, accès à l'identification (ID), accès aux équipements	Nombre de groupement sensibilisés et renforcés	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'Agriculture	PAM		25	50	50	62 500	125 000	125 000	312 500			312 500

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	qui réduisent la pénibilité ménages et communautaires															
A.2.1.1.1.9	Sensibiliser les associations féminines à utiliser les énergies renouvelables dans leurs activités génératrices de revenu	Nombre d'Association féminine informés et sensibilisés	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'environnement (SP/CNDD ; DCCI)	ONG, partenaires techniques et financiers,		100	50	50	1 250	1 250	1 250	3 750			3 750
A.2.1.1.1.10	Doter les villages et les communes en plateformes multifonctionnelles	Nombre de villages et de communes dotés	Rapports d'activités	Ministère en charge de l'énergie	ONG, partenaires techniques et financiers,			20	20		660 000	660 000	1 320 000			1 320 000
Sous total A.2.1.1.1										223 750	1 151 121	1 116 750	2 491 621	0	195 371	2 296 250
A.2.1.1.2: Renforcement des capacités des jeunes, des femmes et des hommes en entrepreneuriat																
A.2.1.1.2.1	Placer en apprentissage de coupe couture des PDI et personnes en situation de mendicité de la ville de Ouagadougou	Nombre de PDI et personnes en situation de mendicité placés	Rapport, liste de PDI placées	MSAHRNGF/DGSAH	DRSAHRNGF, ONG, SP/CONASUR, Qatar Charity		100	100	100	15 000	15 000	15 000	45 000			45 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.2.1.1.2.2	Former les PDI et les personnes en situation de mendicité dans la ville de Ouagadougou en élevage, maraicher culture hors sol, gestion en petit commerce et saponification	Nombre de PDI et personnes en situation de mendicité formées en apprentissage de métiers	Rapport d'activités	DGSAH	Jeunesse et Emploi, agriculture, élevage, Qatar Charity		500	500			19 543 125	19 543 125	39 086 250			39 086 250
A.2.1.1.2.3	Former les PDI et les personnes vulnérables des treize (13) régions en apprentissage de métiers (Elevage, maraicher culture hors sol, coupe couture, gestion en petit commerce et saponification)	Nombre de PDI formées	Rapport	DGSAH	Jeunesse et Emploi, agriculture, élevage			3 000	3 000		20 288	20 288	40 576			40 576

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.2.1.1.2.4	Equiper les PDI et les personnes en situation de mendicité retirés de la rue dans la ville de Ouagadougou en kits d'élevage, maraîcher culture hors sol, coupe couture, gestion en petit commerce et saponification	Nombre de PDI équipées	Rapport	DGSAH	Jeunesse et Emploi, agriculture, élevage		500	500	500	72 695	72 695	72 695	218 085			218 085
A.2.1.1.2.5	Doter des groupements/ associations de femmes en métiers à tisser semi-automatique à large bande	Nombre de groupements/ associations de femmes bénéficiaires	Rapport d'activités	Ministère en charge du l'Industrie	Gouvernorat, Action Sociale, CT, DR (Industrie)	0	25	25		150 000	150 000		300 000	150 000	0	150 000
A.2.1.1.2.6	Organiser des sessions de formation en entrepreneuriat et sur les AGR au profit des femmes et des jeunes réfugiés	Nombre de femmes et de jeunes réfugiés formés	Rapport d'activités	CONAREF	HCR, MSEJ			500	700		16 000	16 000	32 000			32 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.2.1.1.2.7	Organiser des ateliers de plaidoyers pour l'accès des réfugiés aux opportunités d'emploi, à l'entrepreneuriat et au financement de micro-projets	Nombre de plaidoyer organisé	Rapport d'activités	CONAREF	MSEJ			50	50		3 000	3 000	6 000			6 000
A.2.1.1.2.8	Organiser des rencontres de plaidoyers avec les responsables de centre de formation professionnelle sur la prise en compte des réfugiés dans leur centre de formation	Nombre de plaidoyer organisé	Rapport d'activités	CONAREF	MSEJ, HCR			20	20		3 000	3 000	6 000			6 000
A.2.1.1.2.9	Organiser des sessions de formations des acteurs en techniques de gestion d'entreprises	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activités	DGPFG	DRSAHRNGF, ONG, PTF			6	6		18 000	18 000	36 000			36 000
A.2.1.1.2.10	Organiser des sessions de formations des acteurs en	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activités	DGPFG	DRSAHRNGF, ONG, PTF			5	5		15 000	15 000	30 000			30 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							ETAT	PTF	A rechercher							
	techniques de commerciales															
A.2.1.1.2.11	Organiser des sessions de formations des acteurs en éducation financières	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activités	DGPFG	DRSAHRNGF, ONG, PTF			3	3		9 000	9 000	18 000			18 000
A.2.1.1.2.12	Former des jeunes dont 50% de femmes en production et en transformation de produit agricoles et non agricoles	Nombre de jeunes (hommes, femmes) formés en production et en transformation de produits agricoles et non agricoles	Rapport de formation	PNUD	PNUD et Parties responsables		120	380		10 500	31 500		42 000		42 000	
A.2.1.1.2.13	Accompagner des entrepreneurs(e)s et les petites entreprises pour l'élaboration de leurs plans d'affaires	Nombre d'entrepreneur (e)s et de petites entreprises accompagnés pour l'élaboration des plans d'affaires	Rapport de formation	PNUD	PNUD et Parties responsables			320	320		96 000	96 000	192 000		192 000	
A.2.1.1.2.14	Renforcer les compétences de 400 agropasteurs (dont 50% de	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activités	Ministère de l'Agriculture des ressources animales et halieutiques	FAO		4			13 618			13 618		13 618	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	femmes) en business et entrepreneuriat agricole															
A.2.1.1.2.15	Renforcer les capacités entrepreneuriales	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activités	DGPFG	DIM, Ministère de l'emploi, ONG partenaires		7			24 500			24 500		24 500	
A.2.1.1.2.16	Sélectionner de manière participative et former 6000 jeunes et des femmes touchées par la crise sur le développement des compétences commerciales et entrepreneuriales	Nombre de jeunes et de femmes ayant bénéficié des activités de renforcement des compétences sur le développement des compétences commerciales et entrepreneuriales (répartition par âge/sexe)	Rapport de formation	PNUD	PNUD et Parties responsables			1200	1200		96 000	96 000	192 000			192 000
A.2.1.1.2.17	Fournir des Kits de démarrage / subventions pour des chaînes de valeur sélectionnées (agro-industrie, volaille, miel,	Nombre de groupement de producteurs ayant bénéficié des kits de démarrage / subventions en rapport avec les chaînes de valeur sélectionnées	Rapport d'activités	PNUD	PNUD et Parties responsables			12	12		120 000	120 000	240 000		240 000	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	cuir, lait, pommes de terre, etc.) pour 60 groupements de bénéficiaires	(répartition par âge/sexe)														
A.2.1.1.2.18	Former des femmes bénéficiaires de crédits ordinaires FAARF sur divers modules	Nombre de femmes formées	Rapport d'activités	MSAHRNGF/FAARF			4 750	5 017	5 970	95 515	135 456	161 193	392 164	392 164	0	0
A.2.1.1.2.19	Former des femmes bénéficiaires du projet PRES-PDI FAARF sur divers modules	Nombre de femmes PDI formées	Rapport d'activités	MSAHRNGF/FAARF				500	500		15 000	15 000	30 000	0	0	30 000
A.2.1.1.2.20	Former les groupements, surtout ceux des femmes sur le leadership féminin et la gestion d'une unité économique.	Nombre de groupements formés	Rapport d'activités	DAMSSE	PAM			1	2		6 600 000	6 600 000	13 200 000		13 200 000	
Sous total A.2.1.1.2										381 828	26 959 064	26 803 301	54 144 193	542 164	13 712 118	39 889 911
Total effet attendu 2.1.1										605 578	28 110 185	27 920 051	56 635 814	542 164	13 907 489	42 186 161

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							ETAT	PTF	A rechercher							
Effet attendu 2.1.2 : Les jeunes, les femmes et les hommes des communes d'accueil ont accès aux ressources financières pour leurs activités																
A.2.1.2.1: Renforcement des capacités financières des jeunes, des femmes et des hommes pour la mise en œuvre de leurs activités génératrices de revenus																
A.2.1.2.1.1	Octroyer des crédits ordinaires aux femmes pour le financement de leurs AGR	Nombre de femmes financées	Rapport d'activités	MSAHRNGF/FAARF			149 313	167 230	199 004	23 890 000	28 429 100	33 830 629	86 149 729	86 149 729	0	0
A.2.1.2.1.2	Octroyer des crédits aux femmes PDI dans le cadre du projet PRES-PDI FAARF	Nombre de femmes PDI financées	Rapport d'activités	MSAHRNGF/FAARF				12 500	12 500		1 250 000	1 250 000	2 500 000	0	0	2 500 000
A.2.1.2.1.3	Financer 50 projets d'entrepreneuriat de PDI	Nombre de projets de PDI financés	Rapport PTA	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi			50	60	70	75 000	90 000	120 000	285 000	228 000	57 000	
A.2.1.2.1.4	Financer 600 projets d'entrepreneuriat des PDI	Nombre de PDI financés	Rapport PASD CSD	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi			200	200	200	200 000	200 000	200 000	600 000	600 000	-	-
A.2.1.2.1.5	Apporter un appui financier à 240 PDI et populations hôtes pour la réalisation d'activités génératrices de revenu	Nombre de PDI bénéficiaires	Rapport d'activités, liste des bénéficiaires	FNS-RS	ECOBANK, Association Yam Poukri, Graine		240			18 000			18 000	18 000		

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.2.1.2.1.6	Octroyer des Cash transferts aux femmes pour mener AGR	Nombre de femme bénéficiaire	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture des ressources animales et halieutiques	FAO		800			99 535			99 535		99 535	
A.2.1.2.1.7	Transférer des Cash micro-subventions (subvention MPE femmes vulnérables)	Nombre de groupement bénéficiaire	Rapport d'activités	Ministère de l'Agriculture des ressources animales et halieutiques	FAO		54			106 963			106 963		106 963	
A.2.1.2.1.8	Financer des AGR au profit de 200 femmes de 4 groupements féminins	Nombre de femmes bénéficiaires	Rapports d'activités	DGPFG	UNFPA		150	50		30 000	10 000		40 000		40 000	
A.2.1.2.1.9	Effectuer des transferts monétaires réguliers au profit des ménages pauvres et vulnérables des communautés hôtes et PDI	Nombre de ménages bénéficiaires des cash transferts réguliers	Rapport PFS	Projet filets sociaux	Agence de paiement (MOQV)		118 797	118 797	118 797	4 157 895	4 157 895	4 157 895	12 473 685		12 473 685	
A.2.1.2.1.10	Octroyer un fonds de roulement aux PDI et personnes en situation de mendicité dans la ville de Ouagadougou	Nombre de PDI et personnes en situation de mendicité bénéficiaires	Rapport	DGSAH	Jeunesse et Emploi, agriculture, élevage, Qatar Charity	-	500	500	500	75 000	75 000	75 000	225 000			225 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.2.1.2.1.11	Accompagner des jeunes porteurs de projets innovants	Nombres de PDI bénéficiaires de l'accompagnement	Rapport d'activités	Ministère en charge du l'Industrie/.....	Gouvernorat, Action Sociale, CT, DR (Industrie)	0	25	25	25	165 000	165 000	165 000	495 000	495 000	-	
A.2.1.2.1.12	Apporter des appuis d'installation aux femmes et jeunes réfugiés ayant bénéficié d'une formation en entrepreneuriat et sur les AGR (crédit, matériel, kit d'installation, ...)	Nombre de jeunes et de femmes bénéficiaires d'appui	Rapport d'activités	CONAREF	MSEJ, HCR			100	150		56 000	56 000	112 000			112 000
A.2.1.2.1.13	Financer la création des micro-entreprises au profit des femmes	Nombre d'entreprises créées	Rapport d'activités	DGPFG	DIM, Ministère de l'emploi, ONG partenaires			200			463 000		463 000		463 000	
A.2.1.2.1.14	Doter des fonds de démarrage à 50 groupes de femmes et de jeunes entrepreneurs pour faciliter le démarrage de micro et	Nombre de groupements de femmes et de jeunes ayant bénéficié de fonds pour le démarrage de leurs activités de micro et	Rapport d'activités	PNUD	PNUD et Parties responsables		-	25	25		100 000	100 000	200 000		200 000	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							ETAT	PTF	A rechercher							
	petites entreprises	petites entreprises														
A.2.1.2.1.15	Créer des emplois temporaires à travers la réhabilitation des infrastructures communautaires de base,	Nombre d'emplois temporaires créent à travers la réhabilitation des infrastructures communautaires de base selon l'approche 3x6	Rapport d'activités	PNUD	PNUD et Parties responsables		3 100	1 000		30 000	10 000		40 000		40 000	0
A.2.1.2.1.16	Octroyer un fonds d'amorçage pour l'installation des jeunes formés pour renforcer leurs activités économiques	Nombre de jeunes ayant bénéficié de fonds d'amorçage pour le renforcement de leurs activités économiques	Rapport d'activités	PNUD	PNUD et Parties responsables	375		750	750		262 500	262 500	525 000		525 000	
A.2.1.2.1.17	Octroyer du cash aux femmes pour la mise en place des AGR	Nombre de femmes bénéficiaires	Rapport d'activités	MARAH	FAO		800			99 535			99 535		99 535	
A.2.1.2.1.18	Octroyer du cash pour la subvention des micro-entreprises des femmes vulnérables	Nombre de femmes bénéficiaires	Rapport d'activités	MARAH	FAO		54			106 963			106 963		106 963	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							ETAT	PTF	A rechercher							
A.2.1.2.1.9	Apporter un appui matériel et technique aux unités de production de farine enrichie	Nombre d'unité de production appuyées	Rapport d'activités	Ministère en charge de commerces et industries	PAM		1	1	1	50 000	50 000	50 000	150 000		150 000	
Sous total A.2.1.2.1										29 103 891	35 318 495	40 267 024	104 689 410	87 490 729	14 361 681	2 837 000
A.2.1.2.2: Promotion de l'inclusion financière pour un meilleur accès aux produits et services financiers des banques et des services financiers décentralisés (SFD)																
A.2.1.2.2.1	Renforcer les capacités des bénéficiaires du PFS en inclusion économique	Nombre de bénéficiaires qui reçoivent le paquet de base de l'inclusion économique	Rapport PFS	Projet filets sociaux			26 424			660 600			660 600			660 600
A.2.1.2.2.2	Faciliter l'accès permanent à des services financiers abordables et de qualité à 1300 ménages, micro et petites entreprises à faible revenu	Nombre de ménages, micro et petite entreprise à faible revenu bénéficiant d'un accès permanent à des services financiers abordables et de qualité	Rapport d'activités	PNUD	PNUD et Parties responsables			800	500		48 000	32 000	80 000			80 000
Sous total A.2.1.2.2										660 600	48 000	32 000	740 600	0	0	740 600
Total effet attendu 2.1.2										29 764 491	35 366 495	40 299 024	105 430 010	87 490 729	14 361 681	3 577 600
Objectif stratégique 2.2 : Accroître l'employabilité des femmes, des jeunes et des hommes dans les communes d'accueil et de retour des personnes déplacées																
Effet attendu 2.2.1 : Les compétences des femmes, des jeunes et des hommes des communes d'accueil sont renforcées en tenant compte de leurs potentialités																

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							ETAT	PTF	A rechercher							
A.2.2.1.1: Renforcement des capacités techniques des structures spécialisés de formation professionnelle (création, équipement, fonctionnement)																
A.2.2.1.1.1	Mettre en place et équiper 5 structures satellites de formation professionnelle au niveau de trois sites stratégiques	Nombre de structures satellites de formation professionnelle mise en place et équipées au niveau de trois sites stratégiques	Rapports d'activités	PNUD	Ministère de la jeunesse		1	2	2	10 000	20 000	20 000	50 000		50 000	
A.2.2.1.1.2	Doter en matériel de qualité les structures de formations	Nombre de structures dotées	Rapports d'activités	Ministère en charge de la jeunesse	PNUD			10	10		100 000	100 000	200 000			200 000
Sous total A.2.2.1.1										10 000	120 000	120 000	250 000	0	50 000	200 000
A.2.2.1.2: Renforcement des capacités des femmes, des jeunes et des hommes dans la production, la transformation et la commercialisation																
A.2.2.1.2.1	Former des personnes déplacées internes dans les métiers de l'artisanat et d'art	Nombre de personnes formées	Rapport d'activités du MCCAT	MCCAT/DGCA	DRSAHRNGF		500			50 000			50 000	15 000	0	35 000
A.2.2.1.2.2	Organiser des sessions de formation au profit des hommes, femmes et jeunes dans les localités de	Nombre de session de formation	Rapport d'activités	Ministère en charge du commerce			3	10	15	10 500	35 000	52 500	98 000			98 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	retour, d'intégration et de réintégration en marketing réseau															
Sous total A.2.2.1.2										60 500	35 000	52 500	148 000	15 000	0	133 000
Total effet attendu 2.2.1										70 500	155 000	172 500	398 000	15 000	50 000	333 000
Effet attendu 2.2.2 : Les femmes, les jeunes, et les hommes ont accès à un emploi productif, décent et durable																
A.2.2.2.1: Formalisation des entreprises																
A.2.2.2.1.1	Soutenir la formalisation de 200 unités de production informelles dont 60 promus par des filles/femmes	Nombre d'entreprises formalisées (RCCM) Proportion d'entreprises de femmes/filles formalisées (disposant d'un RCCM)	Rapports d'activité	PNUD	PNUD, Parties responsables		66	67	67	10 000	10 000	10 000	30 000		30 000	
A.2.2.2.1.2	Sensibilisation des communautés bénéficiaires sur la protection de la biodiversité (y compris la faune autour des boulis)	Session	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture des ressources animales et halieutiques	FAO		20	300	300	10 000	150 000	150 000	310 000	10 000	300 000	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							ETAT	PTF	A rechercher							
Sous total A.2.2.2.1										20 000	160 000	160 000	340 000	10 000	330 000	0
A.2.2.2.2: Promotion des filières et chaines de valeur porteuses et respectueuses de l'environnement																
A.2.2.2.2.1	Mettre en place des unités de transformation de PFNL au profit des PDI et des populations hôtes	Nombre d'unités de transformation de PFNL mises en place	Rapports d'activités	DGEVCC	STD, collectivités, CVD, Population, PDI		4	4	4	120 000	120 000	120 000	360 000	360 000		
A.2.2.2.2.2	Former des jeunes et femmes dans les chaines de valeurs porteuses sélectionnées	Nombre de jeunes et de femmes formés	Rapports de formation	Ministère de la jeunesse	PNUD			2 000	2 000		150 000	150 000	300 000		300 000	
A.2.2.2.2.3	Former 3000 bénéficiaires sur le système de production agrosylvopastorale et halieutique durable et résilient au changement climatique et sur le nouveau modèle d'exploitation agricole innovant, résilient et	Session de formation	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture des ressources animales et halieutiques	FAO		9			12 106			12 106		12 106	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	performant (AIRP).															
A.2.2.2.4	Sensibiliser les communautés bénéficiaires sur la protection de la biodiversité (y compris la faune autour des boules)	Nombre de sessions de sensibilisation	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture des ressources animales et halieutiques	FAO			9			10 056		10 056	0	10 056	
A.2.2.2.5	Former les communautés bénéficiaires sur la protection de la biodiversité (y compris la faune autour des boules)	Nombre de sessions de formation	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture des ressources animales et halieutiques	FAO		3			4 035			4 035		4 035	
A.2.2.2.6	Former les producteurs à la production fourragère	Nombre de sessions de formation	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture des ressources animales et halieutiques	FAO		3			2 093			2 093		2 093	
A.2.2.2.7	Mettre en place des écoles agro-pastorales (CEAP) à travers la formation des facilitateurs	Nombre de CEAP	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture des ressources animales et halieutiques	FAO		20			25 070			25 070		25 070	
A.2.2.2.8	Organiser des sessions de formations sur	Nombre de sessions de formation	Rapport d'activité	Ministère de l'Agriculture des ressources animales et halieutiques	FAO		6			19 189			19 189		19 189	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	les clubs DIMITRA															
Sous total A.2.2.2.2										182 493	280 056	270 000	732 549	360 000	372 549	0
A.2.2.2.3: Promotion des circuits de commercialisation des produits																
A.2.2.2.3.1	Organiser des expositions vente des produits des PDI	Nombre de foire organisée	Rapport d'activités	Ministère en charge du commerce				6	6		300 000	300 000	600 000			600 000
A.2.2.2.3.2	Organiser des cadres de concertation entre les acteurs de commercialisations	Nombre de cadres concertations organisés	Rapport d'activités	Ministère en charge du commerce				2	2		10 000	10 000	20 000			20 000
A.2.2.2.3.3	Faire des plaidoyers auprès des autorités locales pour une meilleure intégration des PDI dans le circuit économique	Nombre de plaidoyer tenu	Rapport d'activités	Ministère en charge du commerce				6	8		30 000	40 000	70 000			70 000
A.2.2.2.3.4	Organiser des sessions de formation des PDI entrepreneurs	Nombre de PDI formés	Rapport d'activités	Ministère en charge de l'économie numérique	PNUD			100	150		10 500	17 500	28 000		28 000	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total	ETAT	PTF	A rechercher
	en e-commerce															
Sous total A.2.2.2.3										0	350 500	367 500	718 000	0	28 000	690 000
Total effet attendu 2.2.2										202 493	790 556	797 500	1 790 549	370 000	730 549	690 000
TOTAL AXE 2										30 643 062	64 422 236	69 189 075	164 254 373	88 417 893	29 049 719	46 786 761
AXE 3: PREVENTION DES CONFLITS COMMUNAUTAIRES ET CONSOLIDATION DE LA PAIX DANS LES ZONES D'ACCUEIL ET DE RETOUR																
Objectif stratégique 3.1 : Promouvoir les valeurs traditionnelles de cohésion sociale																
Effet attendu 3.1.1 : Les personnes déplacées, les réfugiés, les retournés et les communautés hôtes cohabitent de manière pacifique																
A.3.1.1.1: Promotion des valeurs d'hospitalité, de tolérance et de solidarité																
A.3.1.1.1.1	Réaliser des séances de sensibilisation au profit de la population sur la paix et la cohésion sociale	Nombre de séances réalisées	Rapport d'activités	ST-REVIE	MSAHRNGF, MJDH, Autorités locales et déconcentrées, ONG, PTF, leaders communautaires,		25	20	15	2 500	2 000	1 500	6 000	1 375	0	4 625
A.3.1.1.1.2	Former des leaders communautaires et des autorités locales sur la gestion préventive des conflits, la promotion de paix, de la cohésion	Nombre de leaders communautaires et autorités locales formés	Rapport d'activités de formation	ST-REVIE	MSAHRNGF, MJDH, Autorités locales et déconcentrées, ONG, PTF, leaders communautaires,		50	100	100	16 000	32 000	32 000	80 000			80 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	sociale et de communication non violente etc.)															
A.3.1.1.1.3	Former des jeunes, femmes et hommes sur le civisme	Nombre de jeunes, femmes et hommes formés	Rapport d'activités	MJDH	MSAHRNGF, ONG, PTF, MATOS		50	100	100	16 000	32 000	32 000	80 000	80 000		
A.3.1.1.1.4	Commémorer la journée internationale du Vivre Ensemble en paix au Burkina Faso	Commémoration de la journée internationale du vivre ensemble	Rapport activité	ST/REViE	PNUD, HD, DRSAHRNGF		1	1	1	20 000	20 000	20 000	60 000	60 000		
A.3.1.1.1.5	Indemniser/ réparer les différents préjudices subis par les victimes	Nombre de victimes indemnisées/ réparées	Rapport d'indemnisation	ST/REViE	Etat, BAD		5 000	5 000	5 000	10 000	10 000	10 000	30 000			30 000
A.3.1.1.1.6	Réaliser des conférences régionales sur la responsabilisation des jeunes et des femmes dans la construction de la paix	Nombre de conférences régionales réalisées	Rapport d'activité	DRSAHRNGF	ST/REViE/ PNUD (CoSED), HCDH		3	3		25 000	22 500		47 500	47 500		
A.3.1.1.1.7	Former des leaders PDI et communautés hôtes sur la	Nombre de leaders PDI et communautés hôtes formés	Rapport d'activité	DRSAHRNGF	ST/REViE /PNUD (Programme CoSED)		334	300		60 000	55 000		115 000		115 000	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							ETAT	PTF	A rechercher							
	prévention et la médiation des conflits communautaires															
A.3.1.1.8	Former des autorités locales sur la prévention et gestion des conflits communautaires	Nombre d'autorités locales formées	Rapport d'activité	ST-REVIE	DRSAHRNGF /PNUD (Programme CoSED), MATDS			250	250		50 000	50 000	100 000			100 000
Sous total A.3.1.1										149 500	223 500	145 500	518 500	188 875	115 000	214 625
A.3.1.1.2: Promotion d'activités culturelles intercommunautaires																
A.3.1.1.2.1	Organiser des journées régionales et provinciales des communautés	Nombre de journées organisées	Rapport d'activités	Ministère en charge de la culture	MATDS, Autorités locales et déconcentrées, ONG, PTF, leaders communautaires	ND	5	5	5	100 000	100 000	100 000	300 000	300 000		
A.3.1.1.2.2	Mener des campagnes de sensibilisations à l'endroit des différentes communautés pour leurs participations aux événements sociaux et activités culturelles	Nombre de campagnes de sensibilisations menées	Rapport d'activités	MSAHRNGF/ST-REVIE	MATDS, Ministère en charge de la culture, Autorités locales et déconcentrées, ONG, PTF, leaders communautaires	ND	3	3	3	30 000	30 000	30 000	90 000	90 000		

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
Sous total A.3.1.1.2										130 000	130 000	130 000	390 000	390 000	0	0
Total effet attendu 3.1.1										279 500	353 500	275 500	908 500	578 875	115 000	214 625
Effet attendu 3.1.2 :Des mécanismes endogènes de prévention et de résolution des conflits existent et sont fonctionnels																
A.3.1.2.1: Promotion des mécanismes endogènes de prévention et de résolution pacifique des conflits																
A.3.1.2.1.1	Diffuser les valeurs/expres sions culturelles en voie d'extinction	Nombre de mécanismes traditionnel diffusés	Rapport d'activités de la DGCA/MCCAT	MCCAT	DRCAT DRCOM		1	1	1	3 000	2 000	3 000	8 000	8 000	0	0
A.3.1.2.1.2	Vulgariser les valeurs endogènes et traditionnelles consacrées dans le Pacte du Vivre-ensemble auprès de toutes les couches sociales	Nombre d'outils de vulgarisation mis en œuvre	Rapport d'activité	ST/REViE	PNUD		3	3		125 000	125 000		250 000	250 000		
A.3.1.2.1.3	Réaliser des émissions radiophoniques interactives sur l'extrémisme violent et la cohésion sociale dans les régions	Nombre d'émissions radiophoniques interactives réalisées	Rapport d'activité	ORSAHRNGF	ST/REViE, PNUD, HCDH		52	52		7 800	7 800		15 600		15 600	

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.3.1.2.1.4	Mettre en place et animer des clubs DIMITRA pour la résolution des conflits	Nombre de clubs DIMITRA mis en place	Rapport d'activité	FAO	ONG			57			37 916		37 916		37 916	
Sous total A.3.1.2.1										135 800	172 716	3 000	311 516	258 000	53 516	0
A.3.1.2.2: Renforcement des capacités des leaders communautaires et autorités locales à la prévention et la gestion des conflits communautaires																
A.3.1.2.2.1	Former des membres des organes de prévention des conflits	Nombre de membres d'organes de prévention des conflits formés	Rapport d'activité	ST/REVIE	DRSAHRNGF, PNUD, HD		10	14		49 000	55 000		104 000		104 000	
A.3.1.2.2.2	Organiser des sessions de sensibilisation à l'endroit des leaders communautaires pour leur implication dans la prévention et la gestion des conflits locaux	Nombre de sessions de sensibilisation organisées	Rapport d'activité	DRSAHRNGF	ST/REVIE, PNUD, HD		4	3		4 900	4 500		9 400			9 400
Sous total A.3.1.2.2										53 900	59 500	0	113 400	0	104 000	9 400
Total effet attendu 3.1.2										189 700	232 216	3 000	424 916	258 000	157 516	9 400
Effet attendu 3.1.3 : Les ex combattants des GAT bénéficient d'une réinsertion socio-économique																
A.3.1.3.1: Renforcement du cadre juridique, administratif et institutionnel du processus de démobilisation, déradicalisation et réintégration (DDR)																

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.3.1.3.1.1	Elaborer un guide sur le processus DDR	Disponibilité du guide	Existence de guide	ST/REViE, Ministère en charge de la défense et des anciens combattants	MSAHRNGF, MATDS, Autorités locales et déconcentrées, ONG, PTF, leaders communautaires		1			25 000			25 000			25 000
A.3.1.3.1.2	Former des leaders communautaires et autorités locales sur le processus DDR	Nombre de leaders formés	Rapport d'activité	ST/REViE, Ministère en charge de la défense et des anciens combattants	MSAHRNGF, MATDS, Autorités locales et déconcentrées, ONG, PTF, leaders communautaires	ND	25	25	25	12 000	12 000	12 000	36 000	36 000		
A.3.1.3.1.3	Réintégrer des ex combattants des groupes armés terroristes et alliés dans leur communauté grâce à la mise en œuvre du Programme DDR	Nombre d'ex combattants des groupes armés terroristes réintégrés dans leur communauté	Rapport d'activités	ST/REViE Ministère en charge de la défense et des anciens combattants	BAD		500	500		22 000	22 000		44 000	44 000		
A.3.1.3.1.4	Former des spécialistes (gardes de sécurité pénitentiaire, psychologues, juristes, travailleurs sociaux, etc.) sur le processus de déradicalisation	Nombre de spécialistes formés	Rapport d'activité	ST/REViE	PNUD, HD, Ministères concernés		40	40		14 000	14 000		28 000			28 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.3.1.3.1.5	Réaliser des émissions radiophoniques interactives sur l'extrémisme violent et la cohésion sociale dans chacune des régions	Nombre d'émissions radiophoniques interactives réalisées	Rapport d'activités	DRSAHRNGF	ST/REVI, PNUD, HCDH		20	20	20	2 500	2 500	2 500	7 500	7 500		
Sous total A.3.1.3.1										75 500	50 500	14 500	140 500	87 500	0	53 000
A.3.1.3.2: Appui à la prise en charge intégrée des ex combattants																
A.3.1.3.2.1	Former des ex-combattants sur la production agro-sylvo-pastorale	Nombre d'ex-combattants formés	Rapport d'activité	DRSAHRNGF	ST/REVI, PNUD, HCDH, PAM, FAO			200	200		35 000	35 000	70 000	70 000		
A.3.1.3.2.2	Appuyer les ex-combattants pour la mise en œuvre des activités de production agro-sylvo-pastorale	Nombre d'ex-combattants bénéficiaires	Rapport d'activité	DRSAHRNGF	ST/REVI, PNUD, HCDH, PAM, FAO			200	200		100 000	100 000	200 000	200 000		
Sous total A.3.1.3.2										0	135 000	135 000	270 000	270 000	0	0
Total effet attendu 3.1.3										75 500	185 500	149 500	410 500	357 500	0	53 000
Objectif stratégique 3.2 : Renforcer la sécurisation des logements, terres, biens et propriétés au profit des personnes retournés, installés et réinstallés																

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							ETAT	PTF	A rechercher							
Effet attendu 3.2.1: Les femmes, les jeunes et les hommes retournés, installés et réinstallés ont accès à des terres sécurisées à usage d'habitation																
A.3.2.1.1: Promotion de la sécurisation des terres d'habitation																
A.3.2.1.1.1	Organiser des plaidoyers à l'endroit des chefs coutumiers, chefs de terres pour l'accès des PDI y compris des réfugiés au foncier	Nombre de plaidoyers organisés	Rapport d'activités	MATDS	DRSAHRNGF, Collectivités territoriales, POS			30	30		60 000	60 000	120 000			120 000
A.3.2.1.1.2	Aménager des sites de 100ha pour le relogement des personnes déplacées internes dans toutes les régions du Burkina Faso	Nombre d'hectares aménagés	Rapport d'activités	MUAFH	ONG, MSAHRNGF, partenaires techniques et financiers, bureaux d'études		40	30	30	8 260 000	6 195 000	6 195 000	20 650 000			20 650 000
A.3.2.1.1.3	Aménager des sites en faveur des ménages PDI	Nombre de ménages bénéficiaires d'habitats	Rapport d'activités	SP/CONASUR	UNHCR, Mairie, Ministère de l'habitat et de l'urbanisme, ONG, partenaires techniques et financiers,		300	300	300	500 000	500 000	500 000	1 500 000		1 500 000	
A.3.2.1.1.4	Sensibiliser des PDI sur la nécessité d'établissement et la procédure d'obtention des	Nombre de PDI sensibilisées	Rapport d'activités	MSAHRNGF	Mairie, Ministère de l'habitat et de l'urbanisme, ONG, partenaires techniques et financiers,		500	500	500	25 000	25 000	25 000	75 000			75 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	titres de propriété foncière															
A.3.2.1.1.5	Apporter un appui technique et financier pour les opérations de délivrance des titres de propriété pour l'habitation au profit des PDI prenant en compte la dimension genre	Nombres de PDI titulaires de titres de propriété	Rapport d'activités	MSAHRNGF	Mairie, Ministère de l'habitat et de l'urbanisme, ONG, partenaires techniques et financiers.			1 000	1 000		300 000	300 000	600 000			600 000
Sous total A.3.2.1.1										8 785 000	7 080 000	7 080 000	22 945 000	0	1 500 000	21 445 000
A.3.2.1.2: Promotion de l'accès des femmes au foncier																
A.3.2.1.2.1	Organiser des plaidoyers à l'endroit des chefs coutumiers, chefs de terres pour l'accès des femmes au foncier	Nombre de plaidoyers organisés	Rapport d'activités	MSAHRNGF/DGPFG	DRSAHRNGF, Collectivités territoriales, PDS			10	10		20 000	20 000	40 000			40 000
A.3.2.1.2.2	Sensibiliser des organisations féminines sur la sécurisation foncière	Nombre d'organisations féminines sensibilisées	Rapport d'activités	MSAHRNGF/DGPFG	UNHCR, DRSAHRNGF, Collectivités territoriales, PDS			15	15		3 000	3 000	6 000			6 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.3.2.1.2.3	Sensibiliser des femmes sur l'importance des documents fonciers	Nombre de femmes sensibilisées	Rapport d'activités	MSAHRNGF/DGPFG	Mairie, UNHCR Ministère de l'habitat et de l'urbanisme, ONG, partenaires techniques et financiers.		250			37 400			37 400		37 400	
Sous total A.3.2.1.2										37 400	23 000	23 000	83 400	0	37 400	46 000
Total effet attendu 3.2.1										8 822 400	7 103 000	7 103 000	23 028 400	0	1 537 400	21 491 000
Effet attendu 3.2.2.: Les hommes et les femmes retournés, installés et réinstallés ont accès à des terres sécurisées de production																
A.3.2.2.1: Promotion de la sécurisation des terres de production																
A.3.2.2.1.1	Sensibiliser les leaders communautaires sur l'importance des APFR	Nombre de leaders communautaires sensibilisés	Rapport d'activités	MARAH/DGFOMR	ONG/PTF Structures déconcentrées du Ministère en charge de l'action humanitaire			250			11 250		11 250			11 250
A.3.2.2.1.2	Redynamiser les services fonciers ruraux dans les communes de départ des PDI	Nombre de SFR redynamisés	Rapport d'activités	MARAH/DGFOMR	ONG/PTF				25			50 000	50 000			50 000
Sous total A.3.2.2.1										0	11 250	50 000	61 250	0	0	61 250
A.3.2.2.2: Promotion de l'accès aux sites collectifs de production agricole																

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.3.2.2.1	Organiser une large concertation nationale pour la prise en compte des PDICA dans la mise en œuvre de la politique nationale de sécurisation foncière	Rapport de concertation nationale disponible	Rapport d'activités	MATDS	Mairie, ministère de l'agriculture, Ministère de l'habitat, ONG, partenaires techniques et financiers, Ministère en charge de l'action humanitaire		1			45 000			45 000		45 000	
A.3.2.2.2	Organiser des rencontres d'échanges avec les responsables des exécutifs communaux sur les modalités d'accès à la terre des PDI réinstallées ou réintégrées	Nombre de rencontres tenues avec les acteurs impliqués	Rapports d'activités	MATDS/MARAH	PTF, ONG, STD, propriétaires terriens		125	50	100	312 500	125 000	250 000	687 500			687 500
A.3.2.2.3	Organiser des plaidoyers auprès des propriétaires terriens pour faciliter l'accès à la Terre aux PDI	Nombre de plaidoyers organisés	Rapports d'activités	OGFQMR	PAM, STD et PTF			125	250		312 500	625 000	937 500			937 500

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.3.2.2.2.4	Octroyer des parcelles aux profit des ménages PDICA retournées ou réinstallées sur des sites aménagés (sites anti érosifs, mesures de CES/DRS)	Nombre de ménages PDICA bénéficiaires	Rapports d'activités	DGFQMR	PAM, STD et PTF			3 000	7 000		150 000	350 000	500 000			500 000
Sous total A.3.2.2.2										357 500	587 500	1 225 000	2 170 000	0	45 000	2 125 000
Total effet attendu 3.2.2										357 500	598 750	1 275 000	2 231 250	0	45 000	2 186 250
Objectif stratégique 3.3 : Renforcer l'accès à la justice dans les zones de retour, d'intégration et de réinstallation																
Effet attendu 3.3.1: L'administration judiciaire est proche aux justiciables dans les zones de retour, d'intégration et de réinstallation																
A.3.3.1.1: Mise en place des programmes d'appui au fonctionnement de l'appareil judiciaire																
A.3.3.1.1.1	Apporter des appuis institutionnels pour le fonctionnement des juridictions couvrant les zones de retour, d'intégration et de réinstallation	Nombre de juridictions bénéficiaires	Rapport d'activités	Ministère en charge de la justice	ONG, PTF			3	3		300 000	300 000	600 000			600 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.3.3.1.1.2	Former des acteurs du corps de la justice pour la tenue des audiences foraines	Nombre de magistrats et de greffiers formés	Rapport d'activités	Ministère en charge de la justice	PNUD, UNFPA		60	20	20	39 550	5 000	5 000	49 550		39 550	10 000
Sous total A.3.3.1.1										39 550	305 000	305 000	649 550	0	39 550	610 000
A.3.3.1.2: Traitement diligent des dossiers de justice																
A.3.3.1.2.1	Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation sur la tenue des audiences	Nombre de campagnes organisés	Rapport d'activités	Ministère de la promotion des droits humains, ONG, partenaires techniques et financiers.	ST-REvie			10	10		1 000	1 000	2 000			2 000
A.3.3.1.2.2	Organiser des séances foraines	Nombre de séances foraines	Rapport d'activités	Ministère de la promotion des droits humains, ONG, partenaires techniques et financiers.	ST-REvie			5	10		25 000	50 000	75 000			75 000
Sous total A.3.3.1.2										0	26 000	51 000	77 000	0	0	77 000
Total effet attendu 3.3.1										39 550	331 000	356 000	726 550	0	39 550	687 000
Effet attendu 3.3.2 :Des mécanismes endogènes de gestion des crises sont mis en place																
A.3.3.2.1: Renforcement du dispositif législatif, administratif, institutionnel et judiciaire																
A.3.3.2.1.1	Elaborer un recueil de textes (la loi n-2009-034 portant foncier	Recueil de textes disponible	Rapport d'activités	MATDS	MAAHM/MRAH/MEEV C/MJDHPC			1			5 000		5 000			5 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	rural, le code du pastoralisme, le code forestier, RAF..) pour la gestion de crise															
A.3.3.2.1.2	Former les leaders communautaires sur les textes relatifs à la gestion de crise	Nombre de leaders formés	Rapport d'activités	Ministère en charge de la justice	ONG, PTF			500	500		12 500	12 500	25 000			25 000
A.3.3.2.1.3	Diffuser le recueil de textes	Nombre d'exemplaires de recueils diffusés	Rapport d'activités	MATDS	ONG, PTF			5 000	5 000		25 000	25 000	50 000			50 000
Sous total A.3.3.2.1										0	42 500	37 500	80 000	0	0	80 000
A.3.3.2.2: Mise en place des institutions et mécanismes endogènes de gestion des crises																
A.3.3.2.2.1	Redynamiser les institutions communautaires de gestion de crises	Nombre d'instances communautaires de justice transitionnelle fonctionnels	Rapport d'activités	Ministère en charge de la justice	ONG, partenaires techniques et financiers, autorités locales et coutumières			50	50		1 000	1 000	2 000	2 000		
A.3.3.2.2.2	Identifier des points focaux communaux de la Réconciliation nationale (justice transitionnelle)	Nombre points focaux identifiés	Rapports d'activités	ORSAHRNGF	ST/REVI, HD, PNUD, HCOH		50	100	100	1 500	2 000	2 000	5 500			5 500

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
Sous total A.3.3.2.2										1 500	3 000	3 000	7 500	2 000	0	5 500
A.3.3.2.3: Amélioration des connaissances des populations concernées sur les mécanismes endogènes de gestion de crises																
A.3.3.2.3.1	Organiser des séances de formation des acteurs sur les formes de justice (traditionnelle, classique et transitionnelle)	Nombre de séances de formation organisées	Rapports d'activités	DRSAHRNGF	ST/REVI, HD, PNUD, HCDH			5	5		25 000	25 000	50 000			50 000
A.3.3.2.3.2	Organiser des conférences régionales sur les formes de justice (traditionnelle, classique et transitionnelle)	Nombre de conférences régionales organisées	Rapports d'activités	DRSAHRNGF	ST/REVI, HD, PNUD, HCDH			13			65 000		65 000			65 000
A.3.3.2.3.3	Former les points focaux communaux de la Réconciliation nationale (justice transitionnelle)	Nombre de points focaux formés	Rapports d'activités	DRSAHRNGF	ST/REVI, HD, PNUD, HCDH		50	100	100	10 000	20 000	20 000	50 000			50 000
Sous total A.3.3.2.3										10 000	110 000	45 000	165 000	0	0	165 000
Total effet attendu 3.3.2										10 000	152 500	82 500	245 000	0	0	245 000
Objectif stratégique 3.4 : Réaliser des actions de lutte contre les mines, engins explosifs improvisés (EEI) et restes explosifs																

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							ETAT	PTF	A rechercher							
Effet attendu 3.4.1 :Les régions touchées par les mines sont sécurisées grâce à des actions de déminage humanitaire																
A.3.4.1.1: Amélioration des connaissances des populations sur les risques liés aux mines, engins explosifs improvisés (EEI) et restes explosifs																
A.3.4.1.1.1	Elaborer un plan de communication sur les mines, EEI et restes explosifs	Plan de communication élaboré	Rapport d'activités	MDAC, MATDS	ONG, PTF, autres ministères			1			20 000		20 000			20 000
A.3.4.1.1.2	Concevoir des supports de communication sur les dangers liés aux mines et EEI	Nombre de supports conçus	Rapport d'activités	MATDS	ONG, PTF, autres ministères			3 000			10 000		10 000			10 000
A.3.4.1.1.3	Organiser des campagnes de sensibilisation sur les mines, EEI et restes explosifs	Nombre de campagnes organisés	Rapport d'activités	MATDS, MDAC	ONG, PTF, autres ministères			5	5		35 000	35 000	70 000		70 000	
A.3.4.1.1.4	Former les acteurs sur la lutte contre les mines, EEI et restes explosifs	Nombre d'acteurs formés	Rapport d'activités	MDAC, MATDS	PNUD, UNMAS			90	90		20 000	20 000	40 000		40 000	
A.3.4.1.1.5	Former des communautés des zones à risque sur la protection face aux accidents liés aux EEI	Nombre de personnes formées	Rapport d'activités	MATO	PNUD, UNMAS			800	800		0	0	0	0	0	0

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
Sous total A.3.4.1.1										0	85 000	55 000	140 000	0	110 000	30 000
A.3.4.1.2: Mise en œuvre de programmes de dépollution																
A.3.4.1.2.1	Cartographier les zones à risque	La carte sur les zones à risque disponible	Rapports d'activités	IGB, structures de gestion des mines	UNMAS			1			20 000		20 000			20 000
A.3.4.1.2.2	Sensibiliser les communautés locales sur les opérations de dépollution	Nombre de personnes sensibilisées	Rapports d'activités	MATDS, MDAC	UNMAS, PNUD			800	800		28 000	28 000	56 000			56 000
Sous total A.3.4.1.2										0	48 000	28 000	76 000	0	0	76 000
Total effet attendu 3.4.1										0	133 000	83 000	216 000	0	110 000	106 000
Effet attendu 3.4.2 : Les victimes des mines, engins explosifs improvisés (EEI) et restes explosifs sont prises en charge																
A.3.4.2.1: Renforcement des capacités institutionnelles des services de prise en charge des personnes victimes																
A.3.4.2.1.1	Doter les services de prise en charge en matériels adéquats	Nombre de services dotés	Rapport d'activités	MSHP/MSAHRNGF	ONG/PTF, MEFP et autres ministères			50	100		500 000	1 000 000	1 500 000			1 500 000
A.3.4.2.1.2	Former les acteurs de prise en charge des victimes	Nombre d'acteurs formés	Rapport d'activités	MSHP/MSAHRNGF	ONG/PTF, MEFP et autres ministères			100	150		500 000	750 000	1 250 000			1 250 000
Sous total A.3.4.2.1										0	1 000 000	1 750 000	2 750 000	0	0	2 750 000
A.3.4.2.2: Prise en charge intégrée des victimes																

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.3.4.2.2.1	Apporter une prise en charge psychosociale aux victimes de mines, EEI et restes explosifs	Nombre de bénéficiaires	Rapport d'activités	MSHP/MSAHRNGF	ONG/PTF, MEFP et autres ministères		500	300	100	100 000	60 000	20 000	180 000			180 000
A.3.4.2.2.2	Apporter une prise en charge médicale aux victimes de mines, EEI et restes explosifs	Nombre de bénéficiaires	Rapport d'activités	MSHP/MSAHRNGF	ONG/PTF, MEFP et autres ministères		500	300	100	200 000	120 000	40 000	360 000			360 000
Sous total A.3.4.2.2										300 000	180 000	60 000	540 000	0	0	540 000
Total effet attendu 3.4.2										300 000	1 180 000	1 810 000	3 290 000	0	0	3 290 000
TOTAL AXE 3										10 074 150	10 269 466	11 137 500	31 481 116	1 194 375	2 004 466	28 282 275
AXE 4: PILOTAGE DE LA STRATEGIE																
Objectif stratégique 4.1 : Assurer la coordination des interventions des différents acteurs en matière de relèvement et de promotion de la résilience																
Effet attendu 4.1.1 : Les instances de coordination sont fonctionnelles																
A.4.1.1.1: Renforcement des capacités des instances																
A.4.1.1.1.1	Tenir des cadres de concertations des CORESUR des COPROSUR des CODESUR	Nombre de cadres de concertations tenus	Rapports d'activités	MSAHRNGF	Sectoriels CONASUR		10	58	116	5 000	29 000	58 000	92 000	92 000		
A.4.1.1.1.2	Acquérir des Pick up au	Nombre de pick up acquis	Contrats d'achat	MSAHRNGF	MEFP, SNU		5	3	5	125 000	75 000	125 000	325 000		150 000	175 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	profit des CORESUR															
A.4.1.1.1.3	Acquérir des moto au profit des COPROSUR	Nombre de motos acquis	Contrats d'achat	MSAHRNGF	MEFP, SNU		10	15	20	15 000	22 500	30 000	67 500		37 500	30 000
A.4.1.1.1.4	Tenir des sessions extraordinaires du CONASUR	Nombre de sessions tenues	Rapport d'activités	MSAHRNGF	Sectoriels CONASUR		2	3	4	14 000	21 000	28 000	63 000	63 000		
A.4.1.1.1.5	Organiser des missions de suivi et d'évaluation	Nombre de sorties organisées	Rapport d'activités	MSAHRNGF	Sectoriels CONASUR		5	13	13	12 500	32 500	32 500	77 500	40 000		37 500
A.4.1.1.1.6	Organiser des ateliers bilan	Nombre d'ateliers organisés	Rapports d'activités	MSAHRNGF	Sectoriels CONASUR		2	4	4	10 000	12 000	12 000	34 000			34 000
A.4.1.1.1.7	Organiser des revues annuelles	Nombre de revues organisées	Rapport d'activités	MSAHRNGF	Sectoriels CONASUR, SNU		1	1	1	6 000	6 000	6 000	18 000	18 000		
A.4.1.1.1.8	Acquérir des ordinateurs	Nombre d'ordinateurs acquis	Contrats d'achat	MSAHRNGF	Sectoriels CONASUR, SNU		10	20	30	400	8 000	12 000	20 400		10 000	10 400
A.4.1.1.1.9	Acquérir des imprimantes multifonction	Nombre d'imprimantes acquises	Contrats d'achat	MSAHRNGF	Sectoriels CONASUR, SNU		10	20	30	500	10 000	15 000	25 500			25 500
A.4.1.1.1.10	Acquérir des tables au profit des démembrements du CONASUR	Nombre de tables acquises	Contrats d'achat	MSAHRNGF	Sectoriels CONASUR, SNU		10	20	30	2 500	5 000	7 500	15 000			15 000
A.4.1.1.1.11	Acquérir des fauteuils au profit des démembrements du CONASUR	Nombre de fauteuils acquis	Contrats d'achat	MSAHRNGF	Sectoriels CONASUR, SNU		10	20	30	1 500	3 000	4 500	9 000	9 000		

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
Sous total A.4.1.1.1										192 400	224 000	330 500	746 900	222 000	197 500	327 400
A.4.1.1.2: Amélioration de la coordination en matière de relèvement et de Nexus																
A.4.1.1.2.1	Organiser un forum national sur le Nexus	Nombre de forum organisé	Rapport d'activités	MSAHRNGF	Sectoriels CONASUR			1	1		15 000	15 000	30 000			30 000
A.4.1.1.2.2	Réaliser une étude diagnostique de la situation humanitaire nationale en rapport avec les opportunités pour le relèvement	Nombre d'étude réalisée	Rapport de l'étude	MSAHRNGF	Sectoriels CONASUR, SNU			1			20 000		20 000			20 000
A.4.1.1.2.3	Réaliser une cartographie des acteurs de relèvement (ONG et Association)	Nombre de cartographie réalisée	Rapport de l'étude	MSAHRNGF	Sectoriels CONASUR, SNU				1			15 000	15 000			15 000
Sous total A.4.1.1.2										0	35 000	30 000	65 000	0	0	65 000
Total effet attendu 4.1.1										192 400	259 000	360 500	811 900	222 000	197 500	392 400
Effet attendu 4.1.2 : Les interventions sont mises en œuvre de manière efficace																
A.4.1.2.1: Renforcement des capacités des acteurs sur la mise en œuvre du Nexus																
A.4.1.2.1.1	Former les travailleurs sociaux sur l'évaluation des	Nombre de travailleurs sociaux (H/F) formé	Rapport	DGSAH	SP/CONASUR, SNU, DRS AHRNGF, FNS-RS, DRH	0	90	90	90	13 500	13 500	13 500	40 500	40 500		

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	besoins post-catastrophes															
A.4.1.2.1.2	Former les travailleurs sociaux sur les normes d'inclusion humanitaire	Nombre de travailleurs formés	Rapport	DGSAH	SP/CNASUR, FNS-RS, DRSABRNGF, DRH	0	60	60	60	9 500	9 500	9 500	28 500	28 500		
Sous total A.4.1.2.1										23 000	23 000	23 000	69 000	69 000	0	0
A.4.1.2.2: Mise en œuvre d'initiatives conjointes couvrant les domaines du Nexus																
A.4.1.2.2.1	Organiser des voyages d'étude pour partage d'expérience en matière du nexus (Développement)	Nombre de voyage d'étude organisé	Rapport de l'activité	MSABRNGF	Sectoriels CONASUR, SNU				1			25 000	25 000			25 000
A.4.1.2.2.2	Tenir des cadres de concertations entre acteurs humanitaires et de développement	Nombre de cadres de concertations tenus	Rapport d'activités	MSABRNGF	Sectoriels CONASUR, SNU		1	4	4	3 000	12 000	12 000	27 000			27 000
Sous total A.4.1.2.2										3 000	12 000	37 000	52 000	0	0	52 000
Total effet attendu 4.1.2										26 000	35 000	60 000	121 000	69 000	0	52 000
Objectif stratégique 4.2 : Améliorer le système d'information et de suivi-évaluation en matière de relèvement des personnes déplacées et des communautés d'accueil au Burkina Faso																

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							ETAT	PTF	A rechercher							
Effet attendu 4.2.1 : L'accès à l'information sur le relèvement est assuré																
A.4.2.1.1: Mise en œuvre d'un plan de communication sur la visibilité des actions de relèvement																
A.4.2.1.1.1	Elaboration d'un plan de communication pour la diffusion des informations sur le relèvement et la stabilisation dans les zones à forts défis sécuritaires	Un plan élaboré	Rapport d'activités	SP/CONASUR			1			5 000			5 000	5 000		
Sous total A.4.2.1.1										5 000	0	0	5 000	5 000	0	0
A.4.2.1.2: Mise en place de plateformes de partage d'informations sur les activités de relèvement et de stabilisation																
A.4.2.1.2.1	Elaborer un protocole de partage des données sur le relèvement	Un protocole élaboré	Rapport d'activités	SP/CONASUR			1			2 000			2 000	2 000		
A.4.2.1.2.2	Créer d'une plateforme de partage des données	Une plateforme est créée	Rapport d'activités	SP/CONASUR				1			5 000		5 000			5 000
Sous total A.4.2.1.2										2 000	5 000	0	7 000	2 000	0	5 000
Total effet attendu 4.2.1										7 000	5 000	0	12 000	7 000	0	5 000
Effet attendu 4.2.2 : Les données complètes et désagrégées en matière de relèvement des personnes déplacées et des communautés d'accueil sont disponibles et accessibles																
A.4.2.2.1: Développement/harmonisation d'outils de collecte de données désagrégées et de suivi/rapportage																

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.4.2.2.1.1	Elaborer des outils de collecte sur le relèvement	Nombre d'outils élaborés	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Equipe projet, partenaires techniques et financiers, collectivités territoriales		1			2 000			2 000	2 000		
A.4.2.2.1.2	Traiter, analyser et diffuser les données	Nombre de diffusions effectuées	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Sectoriels CONASUR, SNU		1	4	4	500	2 000	2 000	4 500	4 500		
A.4.2.2.1.3	Organiser des sessions de validations des données	Nombre de sessions organisées	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Sectoriels CONASUR, SNU		1	4	4	2 000	8 000	8 000	18 000	18 000		
Sous total A.4.2.2.1										4 500	10 000	10 000	24 500	24 500	0	0
A.4.2.2.2: Développement d'un système performant de capitalisation des bonnes pratiques endogènes mises en œuvre lors des interventions																
A.4.2.2.2.1	Organiser des rencontres semestrielles de partage de bonnes pratiques	Nombre de rencontres organisées	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Sectoriels CONASUR, SNU		1	2	2	2 000	4 000	4 000	10 000			10 000
A.4.2.2.2.2	Réaliser un film documentaire sur les bonnes pratiques en matière de relèvement	Nombre de films réalisés	Vidéo disponible	SP/CONASUR	Sectoriels CONASUR, SNU				1			10 000	10 000			10 000
A.4.2.2.2.3	Elaborer un rapport conjoint de capitalisation	Nombre de rapports élaborés	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Sectoriels CONASUR, SNU			1	1	500	500	1 000	1 000			
Sous total A.4.2.2.2										2 000	4 500	14 500	21 000	1 000	0	20 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
Total effet attendu 4.2.2										6 500	14 500	24 500	45 500	25 500	0	20 000
Objectif stratégique 4.3 : Assurer la planification et le suivi-évaluation																
Effet attendu 4.3.1 : Le système de planification, de suivi et d'évaluation est harmonisé et fonctionnel																
A.4.3.1.1: Mise en œuvre du dispositif de planification, de supervision, de gestion et de suivi de la mise en œuvre de la SNR-PDICA																
A.4.3.1.1.1	Mettre en place le dispositif de suivi-évaluation	Nombre de dispositif mis en place	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Equipe projet, partenaires techniques et financiers, collectivités territoriales		1			20 000			20 000	20 000		
A.4.3.1.1.2	Elaborer une cartographie des acteurs intervenant dans le relèvement	Une cartographie élaborée	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Equipe projet, partenaires techniques et financiers, collectivités territoriales		1			10 000			10 000	10 000		
A.4.3.1.1.3	Elaborer les métadonnées des indicateurs de la SNR	Nombre de métadonnées élaborées	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Equipe projet, partenaires techniques et financiers, collectivités territoriales		4			6 000			6 000	6 000		
A.4.3.1.1.4	Elaborer le rapport à mi-parcours du Plan de travail annuel de la SNR	Le rapport à mi-parcours du Plan de travail annuel de la SNR élaboré	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Equipe projet, partenaires techniques et financiers, collectivités territoriales		1	1	1	1 000	1 000	1 000	3 000	3 000		
A.4.3.1.1.5	Elaborer le rapport annuel du Plan de travail annuel de la SNR	Le rapport annuel du Plan de travail annuel de la	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Equipe projet, partenaires techniques et financiers,		1	1	1	1 000	1 000	1 000	3 000	3 000		

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
		SNR est élaboré			collectivités territoriales											
A.4.3.1.1.6	Elaborer les outils de suivi de la SNR	Nombre d'outils de suivi de la SNR élaborés	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Equipe projet, partenaires techniques et financiers, collectivités territoriales		2			5 000			5 000	5 000		
A.4.3.1.1.7	Effectuer des sorties de suivi des activités de relèvement	Nombre de sorties effectuées	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Equipe projet, partenaires techniques et financiers, collectivités territoriales		4			5 000			5 000	5 000		
A.4.3.1.1.8	Réaliser l'évaluation à mi-parcours du PAD de la SNR	L'évaluation à mi-parcours du PAD de la SNR est réalisée	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Equipe projet, partenaires techniques et financiers, collectivités territoriales				1			5 000	5 000	5 000		
A.4.3.1.1.9	Actualiser le plan d'actions opérationnel de la SNR	Le plan d'actions opérationnel de la SNR est actualisé	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Equipe projet, partenaires techniques et financiers, collectivités territoriales		1			2 000			2 000	2 000		
A.4.3.1.1.10	Renforcer les capacités des structures de mise en œuvre de la SNR	Nombre de structures appuyées	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Equipe projet, partenaires techniques et financiers, collectivités territoriales		13			65 000			65 000	65 000		
Sous total A.4.3.1.1										115 000	2 000	7 000	124 000	124 000	0	0

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
							ETAT	PTF	A rechercher							
A.4.3.1.2: Amélioration du dispositif de capitalisation des interventions																
A.4.3.1.2.1	Organiser un atelier d'harmonisation des outils de capitalisation de l'aide humanitaire au profit des PDI.	Nombre d'atelier organisé Nombre d'outils harmonisés	Rapport	DGSAH	SP/CONASUR, DGESS, DRSABRNGF		1			14 000			14 000	14 000		
A.4.3.1.2.2	Réaliser des sorties de suivi-supervision au niveau national de la mise en œuvre des activités de relèvement au profit des personnes déplacées internes	Nombre de sorties suivies réalisées	Rapport	DGSAH	FNS-RS, DGESS, DRSABRNGF		3	4	4	18 000	24 000	24 000	66 000	66 000		
Sous total A.4.3.1.2										32 000	24 000	24 000	80 000	80 000	0	0
Total effet attendu 4.3.1										147 000	26 000	31 000	204 000	204 000	0	0
Effet attendu 4.3.2 : Des mécanismes de redevabilité et de gestion des plaintes sont fonctionnels																
A.4.3.2.1: Mise en place d'un dispositif de redevabilité																
A.4.3.2.1.1	Tenir des cadres de bilans semestriels avec les communautés	Nombre de cadres de bilan tenus	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Sectoriels CONASUR, SNU		1	2	2	2 500	5 000	5 000	12 500	12 500		

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
A.4.3.2.1.2	Construire et équiper un centre d'appel pour la gestion des plaintes	Nombre de centre construit et équipé	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Sectoriels CONASUR, SNU				1			50 000	50 000			50 000
A.4.3.2.1.3	Confectionner des banderoles pour la promotion des canaux à utiliser pour les cas de plainte et de dénonciation	Nombre de banderoles confectionnées	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Sectoriels CONASUR, SNU		15	30	30	450	900	900	2 250	2 250		
Sous total A.4.3.2.1										2 950	5 900	55 900	64 750	14 750	0	50 000
A.4.3.2.2: Renforcement des capacités des parties prenantes en matière de redevabilité																
A.4.3.2.2.1	Organiser des campagnes d'information sur la redevabilité au profit des communautés	Nombre de campagnes d'information organisées	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Sectoriels CONASUR, SNU		1		1	15 000		15 000	30 000		15 000	15 000
A.4.3.2.2.2	Organiser des sessions de formation des acteurs de mise en oeuvre sur la redevabilité	Nombre de sessions de formation organisées	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Sectoriels CONASUR, SNU		13		13	32 500		32 500	65 000			65 000
A.4.3.2.2.3	Organiser des sessions de formation du comité de	Nombre de sessions de formation organisées	Rapport d'activités	SP/CONASUR	Sectoriels CONASUR, SNU		13		13	32 500		32 500	65 000			65 000

CODES	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCE DE VERIFICATION	STRUCTURES RESPONSABLES	STRUCTURES PARTENAIRES	SITUATION DE REFERENCE	PROGRAMMATION PHYSIQUE			PROGRAMMATION FINANCIERE (en milliers de FCFA)				FINANCEMENT		
							2023	2024	2025	2023	2024	2025	Total			
														ETAT	PTF	A rechercher
	gestion des plaintes															
Sous total A.4.3.2.2										80 000	0	80 000	160 000	0	15 000	145 000
Total effet attendu 4.3.2										82 950	5 900	135 900	224 750	14 750	15 000	195 000
TOTAL AXE 4										461 850	345 400	611 900	1 419 150	542 250	212 500	664 400
COÛT TOTAL PAO 2023-2025										263 641 576	270 819 152	279 433 321	813 894 049	160 402 083	411 394 294	242 097 672